

LE
HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN
ET LES
ORGANISMES DE POLITIQUE MUSULMANE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 10 Décembre 1937, à 13 heures 30.

PAR

M. CHAUVOT

Président : M. MESTRE, professeur.

Suffragants { MM. OUALID, professeur.
MAUNIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT.

1937

LE HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN

ET

LES ORGANISMES DE POLITIQUE MUSULMANE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN
ET LES
ORGANISMES DE POLITIQUE MUSULMANE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 10 Décembre 1937, à 13 heures 30.

PAR

M. CHAUVOT

Président : M. MESTRE, *professeur.*

Suffragants { MM. OUALID, *professeur.*
MAUNIER, *professeur.*

PARIS
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT.

1937

A MONSIEUR CH.-ANDRÉ JULIEN

*en Hommage de reconnaissance
et d'admiration.*



LE HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN

INTRODUCTION

La France de cent millions d'habitants dont parlait le Général Mangin compte, parmi ceux-ci, vingt millions de musulmans, groupés autour de la Méditerranée. La France des Croisades, celle de la Renaissance, a toujours voulu un rôle primordial au centre de la civilisation proche-orientale.

La conquête de l'Égypte par Bonaparte nous procurait une influence dont on retrouve encore les échos. En 1830, bravant le veto anglais qu'apportait l'ambassadeur lord Stuart, Charles X nous donnait l'Algérie. Le percement du canal de Suez, l'expédition de Syrie en 1860, nous valaient dans la Méditerranée Orientale un renom incomparable. Parce que nous étions en Algérie, nous allâmes en 1884 en Tunisie. Pour les mêmes raisons qui nous avaient conduit à occuper la Tunisie, nous instaurions un protectorat au Maroc, au prix de difficultés sans nombre et sous une continuelle menace de guerre. On avait assisté à la fin du ^{xix}^e siècle au dépècement du continent africain. L'Angleterre lançait son orgueilleuse formule « from the Cap to Cairo and from Cairo to old Calabar ». La France s'y constituait un

empire considérable, relié au Tchad, plaque tournante de l'Afrique. Les ambitions allemandes, l'entreprise d'un Mittelafrika, pendant du Mitteleuropa, nous amenaient en 1904 à une vaste entente avec l'Angleterre, qui confirmait notre hégémonie sur l'Afrique du Nord.

L'effondrement de l'empire turc, où nous avions avant la guerre une situation morale et économique sans égale, remit en question toute la politique suivie dans le bassin oriental de la Méditerranée depuis Saint-Louis. Or, du même coup, notre Islam était menacé. On ne peut isoler, si l'on prend une nette vision des choses, les deux bassins de la Méditerranée. Introduire en Syrie une influence étrangère, au mépris des vœux de la population, de ses intérêts économiques, aurait du même coup compromis notre assise morale en Afrique du Nord. Or, que nous le voulions ou non, nous sommes aux yeux des indigènes, une nation impérialiste et nous devons sauver la face et garder intacte une force dont les Musulmans ont la religion. C'est pourquoi nous recevions de la Société des Nations en 1922 les mandats sur la Syrie et le Liban.

Malgré une tendance très nette au particularisme et à un individualisme forcené, il existe de par le bassin méditerranéen, une unité linguistique (1) qui permet la diffusion des idées et une similitude de religion, de cette religion musulmane qui est un véritable statut social. Le danger des préceptes wilsoniens du droit des peuples à se gouverner eux-mêmes trouve de faciles aliments

(1) Quand nous parlons d'unité linguistique, nous entendons unité de la langue religieuse. Il est bien entendu que l'Arabe de Syrie est difficilement compris par les Tunisiens et qu'il en est de même dans tout le bassin méditerranéen.

dans cette population, trop encline à lutter contre toute domination, quelle qu'elle soit.

Un ancien Président du Conseil, M. Georges Leygues, parlant à la Chambre des Députés, le 23 décembre 1913, du problème algérien, proclamait une vérité profonde : « Le bassin de la Méditerranée, disait-il, est devenu une sorte d'immense boîte de résonnance qui recueille, grossit et répercute l'écho des incidents et des événements les plus légers et l'apporte sur tous les points du monde où nous avons des musulmans pour clients ou pour sujets. »

De tous côtés, le péril croît : ici ce sont les menées nationalistes, les doctrines panarabes ; là, le communisme ou les ambitions allemandes et italiennes. Cette œuvre magnifique accomplie dans l'Afrique du Nord, des forces hostiles tendent à la saper, à la désagréger, sachant bien qu'elle est la clef de voûte de cet empire, aux portes de la métropole, empire qui fait de nous une puissance principale et non de second ordre.

Sans doute pourrait-on croire, devant cette situation dangereuse dont dépend l'avenir de notre pays comme grande nation et qui met en jeu le sort de la France, que l'union s'est réalisée chez nous, que nous avons une politique musulmane cohérente. Il ne s'agirait pas, bien entendu, de donner à des pays différents un système administratif identique, mais d'adopter vis-à-vis des populations musulmanes une uniformité de vues telle qu'elle atténue, si elle ne les supprime pas, bien des sujets de mécontentement qu'il serait facile d'éviter. Or, il n'en est rien. L'Afrique française est fractionnée de cloisons étanches. C'est le Ministère des Affaires Etrangères qui a la haute main sur la Tunisie, le Maroc,

les Etats du Levant sous mandat français, et qui de plus règle nos rapports avec les pays musulmans indépendants, s'occupant en particulier des pèlerinages de la Mecque, si importants dans l'Islam.

L'Algérie dépend du Ministère de l'Intérieur ; la Section d'Outremer du Ministère de la Guerre s'occupe de tout ce qui a trait à l'organisation militaire du bassin méditerranéen d'influence française.

Les populations musulmanes de l'Afrique Centrale sont soumises aux directives du Ministère des Colonies. Il resterait à parler des rattachements ministériels, cette plaie de l'Afrique du Nord. Chaque département gouvernemental défend ses prérogatives et ne veut pas lâcher le morceau de terre musulmane qu'il administre en propre. Quoi d'étonnant ensuite à ce que chacun agisse à la manière d'un franc-tireur qui prend des initiatives, nécessaires parfois, sans voir les répercussions possibles et les incidences fatales.

Depuis longtemps déjà, le cri d'alarme a été jeté : « Nous n'avons pas de politique musulmane s'écriait M. Georges Leygues, au lendemain des tragiques événements du Ouadaï en 1911. »

L'appel d'ailleurs n'était pas demeuré sans effet et la liste est longue des personnalités de toutes opinions, de tous milieux, qui ont répété ces avertissements solennels.

Nous étudierons, au cours de cet essai, les solutions proposées, les tentatives de coordination qu'on a tenté de mettre sur pied avec des moyens inégaux. Nous n'avons pas de politique musulmane, proclamait M. Leygues en 1911. Chaque département ministériel depuis, a résolu le problème à sa manière : le Ministère de

la Guerre a maintenant une politique indigène, mais les Affaires Etrangères en ont une autre. Il y avait donc nécessité pour la France, qui voit, depuis la guerre surtout, se dresser contre elle des écueils nouveaux, d'adopter à l'égard de ses sujets musulmans une politique d'entente interministérielle. Sans doute les aspects en seraient divers comme la nature humaine ; elle ne confondrait pas les musulmans évolués avec les populations noires de l'Afrique Centrale, le professeur de la Medersa avec le Fellah berbère ; elle ne saurait être en Tunisie ce qu'elle serait en Algérie ou en Syrie, mais elle n'en constituerait pas moins un système cohérent de politique musulmane.

Les essais ont été nombreux ; les résultats n'ont pas différé, le processus a toujours été le même : une naissance dans l'enthousiasme, de brillants communiqués, des réunions à grand apparat, émaillées de nombreux discours et de réceptions, un Camp du Drap d'or aux portes de l'empire, aboutissaient bien vite à des ordres du jour sans intérêt, à des sessions improvisées, sans travail préalable. Des vœux étaient émis, puis rentré chez lui, chacun se retrouvait dans l'ambiance du « bureau » et reprenait les mêmes voies habituelles. Or, il semble que les temps sont changés. L'union se fait, la question musulmane méditerranéenne acquiert dans les milieux officiels l'importance exacte qui est la sienne.

Le Haut Comité Méditerranéen qui reprenait peu à peu le chemin fatal qui mène les tentatives les meilleures à l'impuissance la plus absolue, s'est vu doter par un décret récent des organes d'études nécessaires. Le Ministère Blum, le fait est à noter, a créé à la Présidence du Conseil le poste d'aiguillage, le centre de

documentation indispensable. Grâce au Secrétaire Général, animateur à la compétence indiscutée, le Haut Comité Méditerranéen est sorti de l'ornière où ses devanciers s'enlisaient, pour entrer dans le domaine des réalisations fécondes. Organe de coordination, il aura pour mission de donner à la France une politique musulmane. Un ensemble logique fonctionne : c'est le fonctionnement de cet ensemble que nous allons étudier au cours de ce travail.

PREMIÈRE PARTIE
LES DONNÉES DU PROBLÈME

CHAPITRE PREMIER
LA FRANCE, PUISSANCE MUSULMANE

SECTION I

L'Afrique du Nord, « unité en trois personnes ».

§ 1. — L' UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

L'Afrique du Nord Française, quadrilatère presque régulier, forme un bloc géographique qui, au nord du continent noir, apparaît comme une île détachée du monde africain. Mer au nord, mer à l'ouest et à l'est, sables au sud, telle est la situation de la Djezira el Maghreb, l'île de l'Occident.

Deux chaînes de montagnes qui courent d'est en ouest déterminent deux zones pareillement orientées. Une région littorale fertile ne communique avec les steppes des Hauts Plateaux que par des cols élevés et difficiles. Peu de fleuves, obstacles plus que liaisons. Une côte inhospitalière battue par les vents qui rendaient périlleuse la navigation à voile.

Unité tectonique soit, mais il y a aussi d'autres points communs ; à l'est et à l'ouest, en Tunisie comme au

Maroc et en Algérie nous retrouvons la même race berbère sédentaire ou nomade, les mœurs ne diffèrent que sur des points particuliers, la langue et la religion s'y retrouvent identiques : il y a peu de différence entre le droit musulman algérien, tunisien et marocain.

« La vérité est que l'Afrique du Nord est un bloc sans cassure, ni fissure, à la surface duquel les frontières conventionnelles tracées par des traités dessinent seulement les veines noires de la destinée » (Milliot). Jamais pourtant on n'a pu s'entendre pour trouver un nom commun qui désignât l'ensemble Algérie-Tunisie-Maroc. Elle fut tour à tour nommée Lybie par les Grecs, Maghreb par les Arabes, Barbarie sous la domination turque, Afrique mineure par les savants au ^{xix}^e siècle. Parfois on parle de Berbérie ou de Pays de l'Atlas. Le néologisme que proposait en 1936 la Fédération des Sociétés Savantes de l'Afrique du Nord : Altuma, formé de la première syllabe de chacun de ces pays, ne paraît rallier que peu de suffrages.

§ 2. — LES FORCES DE DIVISION

A) *Le détail du relief.* — Ces noms différents trahissent, malgré la similitude du milieu physique, les forces de division et de dispersion qui, facilitées par le détail de la tectonique, ont toujours contrarié l'unité réelle de l'Afrique du Nord.

Le modelé de détail du relief tend à empêcher les communications transversales d'est en ouest. Le compartimentage géographique, les fleuves impraticables, les cols difficiles, toutes ces raisons ont poussé au développement d'économies fermées.

B) *Le particularisme berbère.* — L'esprit d'indépendance des Berbères qui se résignent difficilement à accepter la soumission à un pouvoir quel qu'il soit, les conquêtes arabes qui ont exacerbé ces tendances individualistes, le fatalisme statique de la religion musulmane, l'opposition fondamentale entre sédentaires et nomades, n'ont jamais permis aux Berbères de réaliser, par eux-mêmes, l'unité politique du Maghreb.

L'impérialisme romain et l'invasion des Arabes Hiliens brisèrent, en effet, les tentatives de l'Aguellid numide Massinina au II^e siècle avant J.-C. et de la dynastie Çannadja au XI^e siècle de notre ère. Vivant d'une vie propre au cours des siècles les caractères communs ne sont pas demeurés identiques.

C) *La conquête et l'organisation française.* — La conquête française ne fut pas simultanée ; l'occupation de chaque partie, faite à des moments espacés, a abouti en fait, par l'établissement de régimes juridiques différents, à accentuer peut-être certaines divergences.

a) *Administration.* — L'Algérie, la première conquise au milieu du XIX^e siècle, a subi plus que ses voisines les contrecoups des régimes politiques qui se sont succédés en France depuis cette époque. Terre d'expériences coloniales, elle a supporté les aléas de méthodes superposées.

Ce fut d'abord la colonisation militaire de Bugeaud « ense et aratro », puis la petite exploitation civile de la Deuxième République. Napoléon III après avoir créé le Ministère de l'Algérie, confié au Prince Jérôme, lança l'idée du royaume arabe. Les grandes entreprises des Saint-Simoniens succédèrent aux petites concessions gratuites, l'assimilation la plus étroite à la plus large

autonomie. Ces procédés différents ont, plus qu'ailleurs, brisé les cadres de la vie indigène. De bonne heure, le Dey et ses fonctionnaires turcs ont été éliminés pour faire place à une administration purement française.

Malgré les grandes lignes de l'organisation métropolitaine, la structure de l'Algérie diffère de celle de nos départements. C'est qu'en ce pays coexistent sujets et citoyens français qui ne sont pas arrivés au même stade de civilisation. Un Gouverneur Général, dépendant du Ministère de l'Intérieur, représente le Gouvernement de la République sur l'ensemble du territoire algérien. Il est le chef du pouvoir exécutif ; ses arrêtés, qui complètent les lois et les décrets métropolitains, ont un domaine infiniment plus vaste que celui laissé à l'autorité préfectorale. Le Gouverneur Général a un rôle politique de premier plan : « L'unité de la politique indigène, l'équilibre entre Européens et indigènes, l'accord des trois départements très distincts, la défense des intérêts algériens vis-à-vis des intérêts concurrents, sont le propre du Gouverneur Général. Il s'agit d'esprit d'ensemble et de sens de l'arbitrage : en 1937, l'extension des activités économiques et sociales de l'Etat donne à ces mots leur pleine signification. »

Il existe un certain nombre de services qui, quoique rémunérés sur le budget de l'Algérie, sont rattachés aux ministères métropolitains : instruction, justice, cultes, trésorerie, à l'exception toutefois des institutions musulmanes qui en dépendent.

L'administration locale n'est pas homogène. Il faut distinguer les trois préfectures de l'Algérie du Nord, des territoires du Sud. Les départements se subdivisent en arrondissements et en communes de types diffé-

rents : les communes de plein exercice, dont l'administration ressemble en gros à l'administration métropolitaine (dans certaines d'entre elles pourtant, des caïds nommés par le Gouverneur Général s'occupent des indigènes) et les communes mixtes de superficie étendue : « C'est un agrégat de territoires (centres de colonisation, douars et tribus) formant, en vertu d'un arrêté du Gouverneur Général, une circonscription politique et administrative qui a le caractère de personne civile. » A sa tête se trouve un administrateur de commune mixte dont le rôle ressemble à celui des contrôleurs civils des protectorats. Il a, en plus, un certain nombre de pouvoirs qu'il tient de l'administration directe.

Les Territoires du Sud, organisés par la loi de 1902, ont une administration essentiellement militaire. Le Gouverneur Général y représente le gouvernement, et les services centraux sont groupés à Alger où ils constituent une sous-direction, placée sous l'autorité du Directeur Général des Affaires Indigènes et des Territoires du Sud. Les quatre territoires sont subdivisés en communes mixtes et en communes indigènes.

Tunisie et Maroc, conquêtes de la III^e République, ont dès le début, été soumis par les traités de 1881 et 1912 au régime du protectorat, qui superpose au souverain indigène l'autorité française et ne substitue l'administration directe que dans des domaines pour lesquels nos deux protégés n'étaient pas outillés.

La structure propre des deux pendants de l'Algérie ne diffère pas profondément :

En Tunisie, le pouvoir réside conjointement dans le bey et dans le gouvernement central représenté par le Résident Général.

Les organismes proprement tunisiens antérieurs au protectorat demeurent, sous le contrôle du Secrétaire Général. A ceux-ci se sont ajoutés les organes français de contrôle et un certain nombre de directions techniques purement françaises (postes et télégraphes, instruction publique et beaux-arts, etc...). Justice, armée et marine, ressortissent uniquement de l'organisation métropolitaine.

Le bey, en théorie souverain absolu, a des pouvoirs en fait fort limités. Les lois sont préparées et visées pour promulgation par le Résident, « dépositaire des pleins pouvoirs de la République ». Le Secrétaire Général a une double mission : il assure, sous l'autorité du Résident Général, la centralisation et le contrôle des affaires civiles et administratives ; il collabore avec le premier Ministre dont il vise les arrêtés et les décisions.

La Tunisie est subdivisée en « circonscriptions de contrôle civil » formant des « régions ».

Un contrôleur civil à rôle multiple est placé à la tête de chaque circonscription de contrôle. Il surveille l'administration locale (caïds et cheïks), renseigne la Résidence, s'assure des besoins des colons, exerce quelques attributions administratives (état civil, recrutement, etc...).

Un certain nombre de communes dispersées à travers la Tunisie sont administrées par un Conseil Municipal nommé par décret beylical.

Les Territoires du Sud sont placés sous la direction d'un Commandant militaire et contrôlés par le service des affaires indigènes composé d'officiers.

L'organisation administrative du Maroc ressemble, dans ses grandes lignes, à celle de la Tunisie ; mais les

services du Maghzen, l'ancien état chérifien, ont gardé une grande part de leur ancienne physionomie. L'interpénétration des organes chérifiens et du contrôle français y est moindre.

Cet état de choses a abouti, en fait, à l'administration de l'Afrique du Nord par deux Ministères : l'Algérie, pays de souveraineté directe, dépendant du Ministère de l'Intérieur ; le Maroc et la Tunisie, régimes de protectorat à souveraineté superposée, dépendant du Ministère des Affaires Etrangères.

b) *Situation politique.* — Si nous considérons maintenant la place qu'occupent les indigènes nord-africains dans la communauté française, et la part qu'ils ont dans leur propre administration, nous trouvons la même opposition. L'Algérie, vieille colonie, si tant est que l'on puisse employer ce terme en parlant d'elle, est représentée au Parlement par trois sénateurs et dix députés, et peut faire entendre la voix de ses intérêts particuliers.

La Tunisie et le Maroc n'ont qu'une représentation locale et régionale. Des projets actuels, tendant à accorder les droits électoraux à certaines catégories d'Algériens, ne peuvent qu'augmenter la différence qui existe actuellement.

c) *Situation juridique des Nord-Africains en France.* — Ce même manque d'unité, nous le retrouvons dans la situation juridique qui est faite, en France, aux Nord-Africains ; l'émigration vers la métropole, résultante de données géographiques et historiques identiques, pose un problème juridique qui diffère avec les régions.

En Algérie, la situation créée, caractérisée par une hausse des salaires, amena les protestations des colons qui obtinrent gain de cause. Depuis le 17 juillet 1936, le

gouvernement est revenu au régime libéral. Les facilités accordées aux Algériens entraînèrent un afflux considérable qui vint compliquer les problèmes du chômage en France. On fut donc conduit à aménager les dispositions du décret du 17 juillet 1936 et à instituer avec une caution de 125 francs, une visite sanitaire obligatoire.

Avant d'obtenir une carte de protégés français, Marocains et Tunisiens étaient soumis au régime des étrangers. Actuellement les Tunisiens doivent être munis d'un passeport et verser une caution destinée au rapatriement éventuel. Tous s'accordent pour protester contre cette mesure qu'ils déclarent vexatoire.

La rigueur du Dahir du 27 octobre 1931 qui réglait cette question quant au Maroc, a favorisé l'émigration clandestine des indigènes qui passent en Algérie et de là partent facilement pour la France. Le Dahir exige un contrat de travail visé par les services du pays d'immigration et le Bureau du Travail marocain, un carnet d'identité, une copie de fiche anthropométrique, un certificat médical et une caution de 1.000 francs.

d) *Situation économique.* — Les statistiques les plus récentes indiquent que l'Afrique du Nord est notre meilleure cliente. Par suite du développement des économies fermées, les principaux clients de la France ne sont plus l'Allemagne, ni l'Angleterre, mais l'Algérie. Avec une population de 6 millions d'habitants, pour la plupart agriculteurs, donc ne possédant qu'un faible pouvoir d'achat, « l'Algérie à elle seule nous achète plus que les 100 millions d'Allemands et d'Anglais réunis, et quatre fois plus que les 120 millions d'Américains (1) ». Voici les chiffres publiés par la Direction des Douanes :

(1) Guernier. Essai sur une politique économique de l'Empire français.

*Place des Colonies Nord-Africaines
dans les importations françaises (en millions).*

ANNÉES	1931	1932	1933	1934	1935
Algérie	3.975 (2)	3.270 (1)	3.305 (1)	3.073 (1)	2.578 (1)
Tunisie Maroc ..	1.680 (6)	1.474 (6)	1.249 (5)	1.079 (5)	981 (5)

*Place de l'Afrique du Nord
dans les exportations françaises.*

ANNÉES	1931	1932	1933	1934	1935
Algérie	3.428 (5)	3.270 (2)	3.858 (1)	2.786 (1)	2.305 (1)
Tunisie Maroc.	976 (10)	1.210 (6)	915 (6)	882 (6)	880 (6)

Malheureusement, placée toute entière dans la zone méditerranéenne, l'Afrique du Nord jouit d'un climat qui lui permet de concurrencer la métropole. M. Pierre Mille raconte que, s'embarquant un jour à Casablanca, il avait écouté les doléances de Bretons furieux de voir arrimer sur le bateau les cageots de légumes qui allaient devancer les produits de Léon. Le blé pose les mêmes problèmes. La politique suivie pendant la guerre a amené ensuite, quand les anciens producteurs ont repris leur place antérieure, une surproduction mondiale qui a fait tomber brutalement les cours. La situation céréalière de l'Afrique du Nord se compliquait ; d'une part, les trois colonies qui avaient l'habitude de fournir à la France une part importante de ses besoins de blé perdaient, par suite de la remise en culture des terres métropolitaines, leurs meilleurs clients ; d'autre part, le fléchissement des cours mondiaux dû aux récoltes excédentaires leur fermait les marchés étrangers.

Comme pour le blé, la surproduction impériale caractérise le marché du vin et provoque l'avilissement des

prix. Il a fallu voter la loi d'économie dirigée du 8 juillet 1933. La politique édictée, mal étudiée pour l'Algérie, a eu des incidences regrettables ; alors que le blocage ne touchait en France que 1,06 % des viticulteurs, 46 % des producteurs algériens y étaient astreints. Il a fallu de même diminuer le contingent tunisien. L'unité tectonique du Maghreb lui assure des ressources minières à peu près identiques ; les phosphates algériens, tunisiens et marocains sont en concurrence sur le marché mondial. En 1933, il s'est créé un cartel nord-africain des phosphates, qui répartit entre les trois colonies les commandes, tout en respectant les désirs des clients ; d'où des contestations multiples et graves. Le problème de l'aménagement des voies de communications a fait bien souvent sentir le manque d'autorité supérieure : la question de l'évacuation des minerais de fer de l'Ouenza que réclamaient l'Algérie et la Tunisie, a retardé pendant vingt ans la mise en valeur de ce métal qui aurait été pour nous d'une telle utilité pendant la guerre.

Cette unité de productions économiques, loin d'assurer l'entente harmonieuse de notre Afrique du Nord, fait au contraire de ces trois provinces, des rivales. Il faut ajouter à cette concurrence normale le déséquilibre à la base, qu'apportent des traitements douaniers différents. L'union franco-algérienne absolue intègre l'Algérie à la métropole. Par contre, il n'y a avec la Tunisie qu'une semi-union douanière qui ne permet pas le soutien économique automatique ; il y a nécessité d'assimiler la Tunisie à l'Algérie, à cet égard. Le régime douanier marocain, sanctionné par l'acte d'Algésiras (1906) est celui de « la porte ouverte ». C'est un vestige, en

période d'économies autarchiques, du vieux système du libre échange. Un droit uniforme essentiellement fiscal de 12,50 % frappe toutes les marchandises, quelle que soit leur provenance. Ce régime est une anomalie qui ne défend ni nos intérêts, ni ceux du Maroc ; il est à l'origine d'une crise économique aiguë de notre protectorat. La volonté française de respecter les conventions signées ne doit pas nous faire oublier que le traité de protectorat de 1912 nous a donné mission de veiller aux intérêts de notre protégé.

§ 3. — LA NECESSITÉ DE L'ACTION.

Est-ce à dire que le Maghreb ne forme qu'une mosaïque d'intérêts divergents, d'administrations opposées, d'évolutions qui n'ont pas atteint le même stade ? N'y a-t-il qu'une similitude physique ? Non, et l'heure est grave, car il s'agit de sauver l'Afrique du Nord française. Malgré les tendances locales au particularisme, il s'est trouvé dans le monde musulman des hommes qui ont rêvé d'unir leurs forces pour mieux lutter contre nous.

C'est avec la guerre de 1914 que le mouvement de l'unité arabe a pris son plein développement. Le philosophe Djemal el Ain Afghadi (1832-1897) consacra sa vie à réclamer l'indépendance des pays arabes et leur constitution en un empire plus apte à résister à l'emprise européenne.

En 1895 se fonde à Paris la Ligue de la Patrie Arabe qui, dans son manifeste adressé aux grandes puissances en 1905, déterminait ainsi le nouvel empire arabe : depuis la vallée du Tigre, de l'Euphrate jusqu'à l'isthme

de Suez, et depuis la Méditerranée jusqu'à la mer d'Oman.

Le royaume arabe de l'Emir Fayçal Ibn Hussein échoue pendant la guerre. La poussée wahhabite en Arabie, la création des mandats de Syrie, du Liban, de Palestine, et de Mésopotamie, confiés à la France et à l'Angleterre, portèrent un rude coup aux aspirations arabes.

Panarabisme et nationalisme se développèrent en même temps, grâce à la communauté de langue, de culture et de religion. Grâce au livre, au journal, à la langue commune, grâce aux pèlerins et aux séjours des étudiants dans les universités égyptiennes et syriennes, le contact devient plus étroit entre le Maghreb et l'Orient. Le monde musulman exige comme sienne l'Afrique du Nord. Le Congrès de Jérusalem, où celle-ci fut représentée, condamna en décembre 1931 la politique de la France au Maroc ; le Conseil exécutif dénonça l'année suivante le Dahir sur la coutume berbère du 16 mai 1930.

Le Comité syro-palestinien de Genève, présidé par Chékib Arslan, revendique le Maghreb. Le Président qui est en rapport avec des indigènes algériens, des Destourens et des jeunes Marocains, entre autres Mohamed Hassan el Ouazzani, se rendit même au Maroc en 1932. La revue, en français, « La Nation Arabe », pénètre dans toute l'Afrique du Nord. Le Congrès Islamique tenu à Genève du 12 au 15 septembre 1935 a nommé un Comité musulman permanent qui a envoyé aux associations d'étudiants de notre Afrique du Nord, une circulaire sur les troubles universitaires du Caire.

Il existe dans nos possessions méditerranéennes, com-

me en Orient, des nationalismes particuliers : tunisien, marocain, algérien. Mais à ces nationalismes se superpose un nationalisme maghrébin qui revendique comme héros : Jugurtha et le Kalife Almohade Abd el Moumin. « Abd el Moumin et ses successeurs, écrit l'historien algérien El Madany, furent de véritables Almohades, c'est-à-dire des unitaires dans toutes les acceptions de ce mot ; ils unifièrent la religion en n'adorant qu'Allah, à l'exclusion de tout autre ; ils unifièrent la nation en réunissant sous leur pouvoir la totalité de l'Afrique du Nord ; ils unifièrent la société maghrébine en abolissant tous les livres hétérodoxes et en ordonnant au peuple de revenir au livre d'Allah et à la sunna, que le Madhi, fondateur de la dynastie, avait résumé dans le code qu'il avait composé. »

Ces idées sont entrées dans la voie des réalisations pratiques. A Paris, l'association des étudiants algériens a fusionné avec celle des étudiants musulmans nord-africains. Toutes deux rejettent les naturalisés.

Les congrès tendent à diffuser cet idéal, à unifier l'éducation susceptible de faire naître « la conscience de notre unité nationale dans l'Afrique du Nord, unité qui se fonde sur une mentalité unifiée, une religion unique, des sentiments communs ». Et le Congrès de Tlemcen, qui se défend de vouloir créer une unité factice, invoque le précédent historique de Abd el Moumin.

Le VI^e Congrès qui devait avoir lieu à Tétouan en 1936 soulevait, entre autres, les questions du rétablissement des liens entre les trois régions distinctes de l'Afrique du Nord et de la rédaction d'un manuel d'histoire commun.

Ces tendances à l'union s'affirment de même dans les

partis nationalistes. L'Etoile Nord-Africaine, récemment dissoute, le Néo-Destour Tunisien et l'Action Marocaine, ont créé il y a peu de temps, à Paris, un « Comité de coordination » qui doit exercer une action concertée au Maghreb. Des relations personnelles se nouent entre les chefs des mouvements régionaux.

Un jeune Tunisien, Mohamed el Aïd Djebari, vient d'ailleurs de créer une nouvelle association qui s'inspire absolument de ces tendances unificatrices, « La Jeunesse Nord-Africaine ». Les cartes d'adhésion portent au verso un serment ainsi conçu :

« Je jure sur l'honneur de l'Afrique du Nord que je
« m'emploierai ma vie durant à lever aux nues son
« étendard, à unifier ses contrées.

« L'Afrique du Nord est une et indivisible.

« L'Afrique du Nord est une seule et même nation
« qui doit éternellement demeurer ainsi.

« L'Afrique du Nord est un seul peuple dont la lan-
« gue et l'éducation, les coutumes et les traditions,
« doivent être les mêmes.

« L'Afrique du Nord est une seule et même Patrie
« dont les enfants doivent, pour la défendre, former
« un front unique. »

Ce manifeste a d'ailleurs été communiqué aux leaders des partis nationalistes.

Si le Maghreb est, de par sa proximité de la métropole, une des données principales du problème, il faut signaler que l'Islam a pris auprès des populations noires du centre africain une place importante que nous allons examiner maintenant.

SECTION II

Le problème musulman dans l'Afrique noire.

Une statistique récente (1) indique le nombre de Musulmans qui vivent dans nos colonies d'Afrique noire ; nous citons les chiffres du Maghreb pour fournir un élément de comparaison et montrer la rapide diffusion du dogme de Mahomet :

Algérie	6.247.000
Tunisie	2.335.000
Maroc (zone française)	5.878.000
A. O. F.	6.241.000
A. E. F.	945.000
Cameroun français	87.000
Somalie	250.000
Madagascar, Comores, Réunion	740.000

Nous ferons deux critiques à ce tableau. Le chiffre donné pour le Cameroun français diffère très notablement du chiffre officiel qui est de 580.000 (y compris le Togo, pays de même structure et de superficie inférieure). Par contre, le total donné pour Madagascar, Comores, Réunion, nous paraît trop élevé. Il n'y a guère de Musulmans qu'aux Comores et la population atteint à peine 110.000 habitants.

C'est par trois voies différentes que la religion musulmane s'implanta au cœur du continent africain. Les Arabes, grands voyageurs, s'introduisirent par les routes maritimes et créèrent les empires arabes de Zanzibar et de Mozambique, qui servirent d'appuis commerciaux vers l'Afrique Centrale.

Une deuxième vague venue du Haut Nil ne dépassa

(1) *L'Islam dans le monde* (A. Pellegrin, Paris 1937).

pas le Tchad. C'est par le désert, en suivant les grandes caravanes qui parcouraient les routes de l'or et de l'étain, que la religion musulmane s'est diffusée parmi les populations soudanaises. La grande simplicité des rites, le dogme facile, plaisaient à ces races fétichistes à qui l'on ne demandait de renoncer ni à la polygamie, ni à l'esclavage. Les contacts se développèrent rapidement pour aboutir dès le xvi^e siècle à la constitution de grands empires musulmans dans le centre Afrique, empires qui ne devaient disparaître qu'avec la conquête française.

Il est difficile d'établir un rapport entre l'activité réciproque des religions catholiques et musulmanes, tant les points de départ sont inégaux ; le dogme de Mahomet se répand de lui-même sans grand travail préalable ; tout Musulman est un missionnaire. Le Coran est plus qu'un livre religieux ; on y trouve tout aussi bien les règles de successions que les formalités du mariage, les détails rituels ou les sanctions pénales. « Quand il s'agit de la religion catholique, écrit M. Pellegrin, la propagande directe par les nègres est quasi impossible, le sacerdoce exigeant la renonciation à des instincts primitifs fortement ancrés chez les individus. Enfin, le christianisme est la croyance du Blanc, du Maître, de celui qui exige l'impôt, les corvées, et le service militaire.

Quoi qu'il en soit, des raisons de ce nombre de conversions, nombre qui se retrouve identique en Egypte ou aux Indes, il y a dans notre Afrique noire 8 millions et demi d'islamisés. L'Afrique Occidentale et l'Afrique Equatoriale, qui en ont respectivement 6.247.000 et 2.335.000, comptent une population de 14.000.000 pour

la première et de 3.126.000 pour la deuxième. Il ne faudrait pas croire que la race noire n'a eu qu'un rôle absolument passif et qu'elle recevait l'influence du Maghreb, sans choc en retour. Vers 1040, dans une petite île du Niger, s'installait dans le Tagant un ribât (monastère) habité par les al Mrabatin (les hommes du monastère) ; ce nom devait, par déformation, donner le mot almoravides. L'un d'eux, Abdallah Ibn Yassin, engagea une lutte à mort avec le souverain du Tagant et triompha. Il est inutile d'insister sur le rôle considérable qu'ont joué les sultans almoravides en Afrique du Nord.

L'Islam, au delà du Sahara, est donc à l'heure actuelle une force avec laquelle il faut compter et qu'il faut surveiller, car les communications accélérées qui, grâce à nous, sont appelées à se développer de plus en plus, risquent de permettre le cheminement facile de toutes les propagandes. M. William Ponty, lieutenant gouverneur du Haut-Sénégal-Niger, a dans deux circulaires (celles des 4 avril 1903 et 1^{er} juillet 1905) signalé le rôle des confréries musulmanes. « Il est de notre devoir strict de veiller rigoureusement à ce que les doctrines prêchées par les adeptes des confréries musulmanes ne mettent jamais en péril le succès de la grande œuvre de colonisation que nous poursuivons dans ce pays. » En 1906, M. Merlin, Gouverneur Général de l'A. O. F., inquiet de l'agitation musulmane, déclarait au Conseil de gouvernement qu'il avait donné l'ordre d'exercer une surveillance étroite sur les marabouts étrangers au pays et de créer au gouvernement général « une section spécialement chargée de grouper les renseignements concernant l'Islam et de coordonner les instructions en-

voyées sur tous les points du territoire (1) ». Il importe, concluait-il, que nous ayons en Afrique Occidentale Française une politique islamique méthodique.

C'est dans le continent africain que nous trouvons le plus grand nombre de musulmans d'influence française. C'est au Maghreb, en particulier, que se posent les problèmes les plus actuels. Mais il est une autre région de la Méditerranée qui doit attirer aussi notre attention : le Levant. La question est double qui nous y amène : à un problème temporaire, le mandat sur la Syrie et le Liban, s'ajoute tout ce qui concerne notre influence en Méditerranée Orientale, point de départ de tous les grands mouvements qui circulent à travers l'Islam.

SECTION III

La France et les mandats sur la Syrie et le Liban

« Ne dirait-on pas, écrit M. Jean Ajalbert (2), qu'en un jour lointain un morceau de la terre de France parti à la dérive, s'en est allé s'amarrer aux rives orientales de la Méditerranée ? Illusion qui serait à peine un rêve pour qui se souvient que Saint-Louis se plaisait à reconnaître dans les maronites « une partie de la nation française » et que Bonaparte, sans savoir qu'il reprenait un mot historique, proclamait que ces mêmes maronites étaient « citoyens français de temps immémorial ».

Cette tradition et une longue amitié firent désigner la France, quand il fut décidé par la Société des Nations

(1) Cette section a été supprimée depuis.

(2) *Syrie et Liban*. A. Ajalbert.

de donner une tutrice aux jeunes peuples en passe d'émancipation, et elle reçut en 1922 les mandats sur le Liban et la Syrie. Nous allons étudier dans un premier paragraphe comment la France, devant la diversité des races opposées, a organisé ces pays ; puis nous considérerons ensuite la manière dont elle a rempli sa mission.

§ 1. — PROBLÈME DES RACES ET ORGANISATION DES MANDATS

Syrie et Liban font géographiquement partie du bloc que constitue le Proche Orient, limité par le Taurus et la Mer Noire, l'Euphrate et la Méditerranée. Si la Syrie offre, en général, à peu près une unité territoriale, elle est par contre un amalgame de races qui n'ont souvent de commun que la langue. Deux grandes religions s'opposent : majorité musulmane et minorité chrétienne, qui ont été sans cesse en lutte au cours de l'histoire. Le groupe chrétien et les autres minorités qui pullulent, druses et alaouites en particulier, ont toujours considéré notre pays comme la puissance tutélaire. Le mandat français, désiré par eux, est au contraire farouchement critiqué par les mahométans, scindés eux-mêmes en deux fractions : l'une orthodoxe, l'autre dissidente.

Il apparut donc que, pour éviter le renouvellement des massacres, il fallait diviser le pays en deux. Le Liban habité par les chrétiens et qui, depuis le protocole du 9 juin 1861, jouissait, sous la garantie des puissances, d'une situation privilégiée au sein de l'empire turc, fut agrandi de toute la zone côtière. Il engloba toute la

montagne du Liban pour s'étendre au nord jusqu'à Tripoli, au sud jusqu'à la frontière nouvelle du mandat français et de la Palestine. La riche plaine de la Beka'a lui a été attribuée, pour lui permettre de pourvoir à une partie importante de son ravitaillement. Beyrouth en est la capitale. La Syrie actuelle comprenant l'intérieur, encadrée par la Palestine, la Transjordanie, l'Irak et la Turquie, forme des deux grands mandats, le moins homogène, car elle se compose de deux groupes musulmans et de nombreuses minorités, chrétiennes ou non, installées dans les villes ou constituant dans les campagnes des îlots irréductibles. Le Djebel druse, habité par des populations indépendantes aux mœurs patriarcales, d'une civilisation retardée, a été soumis à l'administration militaire. A l'autre extrémité du pays, les Alaouites qui ne sont ni chrétiens, ni musulmans, optaient dès 1920 pour l'administration directe. Enfin, pour respecter les minorités turques, le sandjak d'Alexandrette, rattaché politiquement et territorialement à la Syrie, jouissait d'une certaine décentralisation. Un nouveau « *modus vivendi* » y a été instauré en 1937. L'ensemble dépend, par l'intermédiaire du Haut Commissaire de la République, du Ministère des Affaires Etrangères.

Pour remédier à ce fractionnement, « une Conférence des Intérêts Communs », destinée à assister le Représentant de la France dans l'étude et le règlement des questions financières et économiques communes aux états sous mandat, était instituée à Damas, capitale de la Syrie et siège de la Résidence.

§ 2. — RÔLE DE LA FRANCE DANS LE LEVANT
SON IMPORTANCE MUSULMANE DANS LE CADRE IMPÉRIAL

L'article 1^{er} de la Charte du 21 juillet 1922 qui réglemente ces questions décide que la France devra « faciliter le développement progressif de la Syrie et du Liban comme états indépendants ». Dans quelle mesure a-t-elle accompli ce rôle ?

Il faut noter tout d'abord combien ont différé les attitudes de la Syrie et du Liban. Ce dernier pays, d'influence française, a réclamé notre aide ; la présence de l'élément chrétien et la force des traditions ont facilité notre tâche. Il n'en a pas été de même avec la Syrie, à élément musulman prédominant.

Dès 1922, nous instituons dans le Levant des Assemblées consultatives. Le 4 décembre 1925, M. de Jouvenel invite le Conseil Représentatif du Liban à étudier une constitution qui entre en vigueur le 23 mai 1926. Malheureusement, les solutions hâtives ne donnent que des déboires. L'institution, supprimée par M. Ponsot en 1932, ne fut rétablie qu'en 1936. C'est en Syrie que le problème se posa dans toute sa gravité ; c'est là, que l'antagonisme des races et l'opposition musulmane suscitèrent les plus grandes difficultés. L'Etat anglais qui, faisant cavalier seul, venait d'abandonner son mandat sur l'Irak, créait un précédent. La fraction musulmane nationaliste exigeait avant toute tractation l'assurance que le Liban serait intégré à la Syrie. Les chrétiens libanais et syriens, et les autres minorités, demandaient qu'on ne changeât rien à la nouvelle organisation. Un accord, intéressant seulement la Syrie, fut présenté en 1932. Devant l'oppo-

sition suscitée dans le pays, on dut le retirer. Mais la France ne modifiait en rien sa manière de voir. M. Ponsot déclarait à la tribune du Conseil Permanent des Mandats à Genève en 1932 (décembre), s'adressant aux nationalistes unitaires : « Avec vous ou sans vous je continue mon chemin et prépare l'évolution et la fin du mandat. »

Les négociations reprirent en 1934 pour aboutir au protocole du 9 septembre 1936. Le traité définitif fut signé à la fin de l'année à Damas. Il fut ratifié par la Chambre syrienne et ne l'a pas encore été par le Parlement français.

Parallèlement, nous signions à la même époque le traité franco-libanais. D'ailleurs, ces accords nous conservent la situation de fait que nous possédions dans le Levant.

Ces solutions, qui prouvaient nettement le désir de la France d'émanciper les pays sous mandat, ont été accueillies avec réserves par la presse panarabe. Le journal *Ar-Rabita*, *Al-Arrabiya* du Caire, dont le fondateur Amine Saïd est rédacteur de la politique étrangère à El Mokattam, journal panislamique, écrit dans le numéro du 27 janvier 1937 : « La Syrie ne saurait trouver sa stabilité que lorsque la question libanaise aura reçu une solution conforme à la dignité nationale. Cette solution devra faire disparaître l'injustice dont est victime la patrie syrienne : annexer le littoral à la Syrie intérieure et unir celle-ci à celui-là par les liens de l'unité. Cette solution n'empêcherait pas « l'ancien Liban » de jouir d'une large autonomie intérieure. Quant à la création d'un gouvernement libano-français dans le cœur même des pays arabes, c'est un article que

le mouvement de la renaissance de l'unité arabe rejette et qui ne saurait figurer dans son programme. »

Ces campagnes qui entretiennent et vivifient les grands courants d'opinion musulmane, dont nous avons signalé plus haut le danger quant à l'Afrique du Nord, nous font une obligation de suivre de près les questions proche-orientales. La Syrie est le centre, un des centres plutôt, avec l'Université de El Azhar en Egypte, des propagandes islamiques. De nombreuses publications y paraissent, dont un grand nombre dirigées contre l'œuvre française au Maghreb.

Les communications sont continuelles. Le Dahir berbère au Maroc a soulevé en Syrie le même écho qu'en Tunisie ou en Egypte ; on nous a pareillement accusés de vouloir scinder en deux l'Islam. La signature des traités franco-syrien et franco-libanais a suscité d'immenses espérances en Afrique du Nord, et principalement en Tunisie.

En dehors de nos intérêts économiques, des capitaux investis, des nécessités de la défense nationale, nous venons de voir quelle place considérable tient, sur le plan de la politique métropolitaine, l'Islam dans nos possessions méditerranéennes. La question complexe en elle-même le devient plus encore quand nous la replaçons sur le plan de la politique générale. La force d'expansion qui, par vagues successives, a porté la religion musulmane jusqu'aux portes de Poitiers à l'ouest et de Vienne à l'est, a laissé son empreinte sur tout le bassin méditerranéen à l'exception de la France et de l'Italie. Si la prédominance mahométane est bien connue dans toute le Proche Orient, l'Egypte et le Maghreb, il ne faut pas oublier non plus que 70 % de

la population de l'Albanie suit le dogme de Mahomet, que la Yougoslavie compte 1.400.000 musulmans, et la Bulgarie 700.000. La Méditerranée, mer fermée à l'est jusqu'à l'ouverture de Suez, est devenue le champ clos où ont lutté les influences, depuis l'impérialisme romain jusqu'aux tentatives actuelles. La route des Indes est le point crucial de toute une politique, et le monde musulman en tient les portes. Il était fatal que les nations européennes y jouent leurs chances sans voir parfois les répercussions mondiales et les incidences dangereuses. En dehors de notre pays, dont nous avons vu la position, toutes les puissances, méditerranéennes par leur situation géographique ou leurs intérêts, tentent une politique musulmane et la poursuivent sous nos yeux.

CHAPITRE II

LA QUESTION MUSULMANE ET LES GRANDES PUISSANCES EUROPÉENNES

Les parties méridionale et orientale de la Méditerranée ont été constamment le théâtre de rivalités politiques, religieuses et économiques. Les Croisades y marquèrent les premières idées d'expansion coloniale. Jusqu'au début du xvi^e siècle, le problème des épices provoquait en cette zone des conflits d'intérêts incessants. Les grandes découvertes qui changèrent, au profit du Portugal, le pôle du commerce du poivre et de la cannelle, laissèrent à la Méditerranée une importance moins essentielle. Ce fut l'ouverture, par le Français Ferdinand de Lesseps, du canal de Suez qui attira de nouveau l'attention sur ce point du globe. La route des Indes devenue voie impériale pour l'Angleterre n'allait plus cesser d'être le point de mire des ambitions européennes. L'Allemagne de Guillaume II et la Russie des Tsars ont joué, dans un but économique et politique, un rôle important dans l'Islam. Nous ne nous attacherons toutefois dans ce chapitre qu'à l'Angleterre et à l'Italie dont nous essayerons de dégager les tendances actuelles ; ce sont ces deux pays qui jouent présentement, à notre avis, le plus grand rôle

dans notre politique musulmane. En effet, c'est la ligne suivie par l'Angleterre, puissance mandataire elle aussi, qui nous oblige parfois à mettre nos buts en accord avec les siens quant au Levant. L'Italie, par contre, se place à un autre point de vue : celui-là même qui concerne notre rôle en Islam et en Afrique du Nord tout particulièrement.

SECTION I

L'Angleterre et nos mandats du Levant.

La route impériale anglaise chemine, depuis Tanger jusqu'aux Indes, entre des terres islamisées. C'est dire la force souple, les influences occultes, que l'Angleterre doit acquérir pour éviter le sectionnement d'une voie vitale tant au point de vue terrestre qu'aérien ou maritime. Depuis un demi-siècle, et surtout depuis la guerre, les Anglais servis par des hommes au sens impérial développé, couverts en toutes circonstances par leur gouvernement, ont pu appliquer une politique continue. Des fonctionnaires qui n'ont pas changé depuis 1917, alors qu'en quinze ans nous avons eu dix Hauts-Commissaires, ont assuré la permanence des directives. De plus, le gouvernement officiel a toujours été doublé par l'Intelligence Service qui a mis à la disposition d'hommes comme Lawrence ou Abdallah Philby, un Anglais converti à l'Islam, des crédits considérables, condition nécessaire du succès, particulièrement en terre d'Islam. Ces hommes ont réussi le coup de maître de détacher et de dresser face à l'empire turc, qui avait fait déclarer la guerre sainte contre les alliés, les deux chefs rivaux Fayçal et Ibn Seoud. La chute de l'empire du premier

en 1916 permit à l'Angleterre de jouer sur deux tableaux. La possession de la Mecque était en jeu ; deux états furent constitués : l'Arabie et l'Irak, dont l'Angleterre, en 1930, décidait brusquement l'émancipation, sans s'être préalablement concertée avec nous. Il fallait voir dans cet acte qui nous créait une situation défavorable en Syrie, le résultat des tendances du service britannique en Irak qui, recruté au Colonial Office, nous était hostile. La Grande-Bretagne n'hésita donc pas à faire évoluer très rapidement son protégé pour que son affranchissement eut un retentissement considérable dans les mandats français. La réalité ne trompa pas ses espérances.

C'est à cette date qu'est monté véritablement contre nous le nationalisme syrien. Il a joué le jeu anglais. « En favorisant la constitution du royaume du Nedj Hedjaz, l'indépendance successive de l'Irak et de l'Egypte tout récemment, le gouvernement britannique n'a jamais abdiqué sa politique impérialiste qui tend à assurer la libre communication de l'Angleterre avec les parties vitales de son empire. Il a, avec beaucoup de savoir-faire et de sagesse, reconnu une situation de fait et, tout en donnant l'impression à nos dépens peut-être, aux peuples protégés ou soumis, qu'ils sont libres, il garde sur eux l'empire stratégique, voir commercial, qu'il estime indispensable (1). » Dans les pays arabes, dit Louis Jouvelet, l'action britannique prend deux aspects essentiels ; d'une part, elle s'adapte aux circonstances de la vie politique des états arabes, en s'efforçant de comprendre, d'encourager et d'utiliser leurs aspirations mêmes contradictoires, et au besoin de les neutraliser

(1) A. Pellegrin, *L'Islam dans le monde*.

les unes par les autres. D'autre part, elle réunit avec persévérance tous les moyens matériels, économiques, militaires, culturels, de nature à consolider sa puissance visible ou invisible dans un domaine qui lui reste propre.

L'Angleterre pourtant porte le lourd poids d'une faute initiale qui a consisté à prendre de deux côtés des engagements formels en Palestine. C'est la question du sionisme. Jamais l'Empire n'a pu la résoudre. Le problème est d'ailleurs insoluble ; les Juifs groupés autour de Tel Aviv se refusent au fractionnement de la Palestine, de même que les Musulmans, mais pour des motifs différents. Coupé en deux, l'Etat n'est plus viable avec un arrière-pays hostile aux Israélites ; jamais les Mahométans qui réclament l'unité arabe et le rattachement à la Transjordanie n'accepteront qu'on leur enlève une partie de leur territoire. Les rois arabes sont intervenus dans le conflit pour rechercher une solution, en plein accord avec la Grande-Bretagne.

Récemment, le journal *Al Mokattam* du Caire annonçait de source certaine que S. A. R. l'Emir Mohammed Aly, ancien président du Conseil de Régence d'Egypte, avait écrit au Haut Commissaire en Palestine et au Foreign Office pour leur soumettre un projet de Fédération. « Etant donné que la Palestine est sous le mandat anglais, alors que la Syrie et le Liban se trouvent sous mandat français ; étant donné d'autre part que la France et la Grande-Bretagne fraternisent, il conviendrait que ces deux grandes puissances se missent d'accord pour satisfaire les aspirations des Arabes, et pour remettre la Palestine ou Syrie du sud, et la Syrie du nord, en leur état d'origine (1). » Le projet qui serait

(1) *Al Mokattam*, 14 juin 1937.

peut-être la solution anglaise ne saurait nous donner satisfaction. L'influence française serait nulle au sein de cette fédération ; mais par contre l'Égypte qui, depuis ce que l'on a considéré comme la forfaiture turque : l'abolition du kalifat, cherche à prendre la première place à la tête du mouvement panarabe, et à sa suite l'Angleterre aurait un intérêt considérable à sa réalisation :

« Un fait certain, c'est que la Turquie laïque et autoritaire n'exerce plus aucune influence sur les peuples musulmans, ni même auprès des élites à tendances nationalistes. Le revirement à cet égard est complet et symptomatique ; Mustapha Kemal a trop déçu et trompé l'Islam pour que, jamais, celui-ci tourne ses regards vers Ankara et y cherche une espérance de nature politique ou autre ; à moins que le Ghazi disparaissant, la Turquie ne reprenne ses traditions islamiques sous une forme épurée » (Pellegrin).

On voit par ce rapide exposé, combien critique est notre situation dans le Proche Orient. Or, toucher à notre renom serait du même coup minimiser la puissance musulmane de notre pays. Il est donc nécessaire de créer une doctrine qui ne se laisse pas surprendre par les faits. La situation n'est même pas si simple : une autre puissance méditerranéenne rêve de se reconstituer un empire : c'est l'Italie mussolinienne.

SECTION II

L'Italie et notre domaine musulman.

A peine venait-elle d'achever son unité, que l'Italie reprenait le grand rêve impérialiste « Mare nostrum »

et essayait de se faire une place de premier ordre dans le monde musulman. Arrivée la dernière en Afrique méditerranéenne, elle critiquait violemment l'accord général franco-anglais de 1904 qui réglait définitivement tous les litiges coloniaux entre les deux pays. Elle n'a cessé depuis de revendiquer notre Tunisie. En 1912, elle occupa la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Dès la fin de la guerre, elle recevait en Turquie, en vertu de l'accord tripartite italo-franco-anglais, une zone d'influence que la révolution de Mustapha Kemal ne lui permit pas de mettre en valeur. Décidée à se concilier l'opinion musulmane, dès 1919, alors que le pays n'était pas encore pacifié, elle institua une charte très libérale pour les indigènes de Cyrénaïque et de Tripolitaine, ce qui était dangereux pour notre situation en Afrique du Nord et particulièrement en Tunisie. Ce fut un échec total et une rébellion générale qui ne fut définitivement matée qu'en 1930, après la prise de l'oasis de Koufra, dernier refuge des senoussistes. La répression fut impitoyable ; passant d'un extrême à l'autre, les Italiens se montrèrent d'une cruauté révoltante. La conquête de l'Ethiopie faisait à nouveau de l'Italie une grande puissance musulmane. Mussolini entreprit au début de l'année 1937 une tournée en Afrique. Guillaume II déjà, en 1904, était allé à Jérusalem et s'était posé à plusieurs reprises en défenseur de l'Islam. C'est cette même politique de prestige qu'a voulu instaurer le Duce, avec des moyens inégaux. Le 18 mars 1937, un groupe de chefs indigènes lui remettait, à Tripoli, l'épée de l'Islam. Au cours de la cérémonie, Mussolini prononçait des paroles lourdes de sens et se posait en protecteur des Musulmans. Comment ces paroles, mises au point après son

retour en Italie, furent-elles acceptées par les Mahométans non italiens ? Le journal *Al Ahram*, publié au Caire nous le montre. Le chef du parti du Congrès dans les provinces nord-ouest de l'Inde dénie aux Musulmans africains le droit de parler au nom des Indous et déclare : « Nous ne pourrions être heureux sous le régime fasciste de Mussolini ou sous le régime naziste de Hitler ; le fascisme est l'ennemi de l'Islam. Protestons énergiquement contre les déclarations flatteuses du Duce. » Par d'autres moyens encore, l'Italie essaye de prendre pied, en critiquant les situations acquises et en se créant des zones d'influence. Le commerce italien occupe une place considérable dans le Proche Orient (il existe une importante colonie péninsulaire en Syrie, dont on connaît mal le rôle exact au cours des derniers événements). Mais c'est au Yémen que les préoccupations des Italiens sont les plus nettes. L'Emir Yahia est sous leur influence d'une manière particulière qui tient aux finances mal en point et à l'esprit d'économie du souverain. Le Yémen est organisé industriellement par l'Italie qui paie elle-même les ingénieurs et les techniciens, les docteurs et les infirmières. Quand le vieil Emir mourra, son fils Seif el Irlam se hâtera de guerroyer contre son voisin Ibn Seoud, ce qui ne fera qu'augmenter la prééminence italienne. Ces infiltrations économiques démographiques, nous les retrouvons en Tunisie, où les Italiens forment un élément particulariste très actif. Les événements récents de Tunis montrent la nécessité d'une action profonde.

Tant au point de vue propagande qu'au point de vue économique, l'Italie fait bien les choses ! Le poste de Bari se consacre presque exclusivement à des émissions

tendancieuses en langue arabe, sur la politique musulmane de la France et de l'Angleterre. Il s'est fondé depuis une quinzaine d'années à Rome, « l'Istituto per l'Oriente », qui publie mensuellement une revue, *Oriente Moderno*, à laquelle tout le monde peut s'abonner et qui ressemble assez à la revue que publie la Section des Affaires Musulmanes que nous étudierons ci-dessous. Elle indique les traités, rapporte des traductions de journaux de tous pays, classées par ordre géographique.

Après la conquête éthiopienne, l'Italie déclarait qu'elle passait au rang « des puissances satisfaites ». Les faits semblent démentir les paroles. Il importe donc, les réalités le démontrent, de lutter à armes égales contre toutes ces idéologies subversives qui, de toutes parts, s'infiltrèrent entre les cloisons que nous maintenons étanches dans notre empire.

Cette propagande anti-française, qui se poursuit par tracts, par journaux dans toute notre Afrique du Nord, combattue au Maroc, peut impunément reproduire les mêmes attaques en Algérie, en Tunisie, ou en Syrie, sans qu'un organisme coordonnateur se dresse contre elle. Sans doute les divers ministères intéressés ont, chacun en ce qui le concerne, mis sur pied une organisation intérieure qui leur est propre, chargée de s'occuper des rapports avec la partie du monde musulman qui dépend d'eux. Nous allons étudier maintenant comment fonctionnent les organes d'information musulmane au premier degré.

Des quatre ministères principaux qui ont à gérer des terres islamisées, deux en particulier ont créé des services s'intéressant non seulement aux affaires de leur département, mais à l'ensemble. Nous nous occuperons

tout d'abord de ceux qui se contentent d'administrer leurs territoires, pour étudier ensuite ceux qui ont tenté une synthèse des questions islamiques.

De plus, en dehors des ministères, il existe des organismes scientifiques, à caractère principalement ou exclusivement universitaire, qui ont pour objet l'étude de l'Islam.

Au cours de ce travail, nous examinons les tendances actuelles du monde musulman et leurs répercussions présentes ou futures sur notre domaine colonial. C'est pourquoi nous bornerons notre étude au Centre d'Etudes de Politique Etrangère (Groupe de l'Islam) qui consacre la plus grande part de son activité à l'examen de la situation actuelle des peuples islamisés. La valeur documentaire de ces recherches, orientées vers l'avenir, en fait, en effet, une remarquable source d'information.

CHAPITRE III

L'INFORMATION MUSULMANE EN FRANCE

SECTION I

Ministère de l'Intérieur.

§ 1. — DIRECTION DU CONTROLE DE LA COMPTABILITÉ ET DES AFFAIRES ALGÉRIENNES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

L'Algérie dépend, nous l'avons dit, du Ministère de l'Intérieur où elle est représentée par une direction qui n'a pas, place Beauveau, toute l'importance qu'elle mériterait. L'évolution historique va peut-être nous en montrer les raisons.

A) Evolution historique.

En 1830, l'Algérie implicitement annexée à la France, entre dans le groupe des établissements français d'Afrique. La loi du 24 avril 1833 déclare qu'elle sera régie par les ordonnances royales. Elle dépend du Ministère de la Guerre. En 1848 les idées d'assimilation qui règnent alors, amènent au système du rattachement, chaque ministère intéressé s'occupant de ce qui le concerne.

Le décret du 24 juin 1858, créant un ministère de l'Algérie et des colonies vient tout bouleverser. On veut

administrer de Paris et les différents services font retour à ce nouvel organisme. Le 24 novembre 1860, autre modification ; la théorie du royaume arabe de l'Empereur Napoléon III, nous conduit en fait au renforcement du pouvoir militaire. Après la période trouble de la guerre de 1870, où l'Algérie avait été administrée d'une manière indépendante par un Commissaire extraordinaire de la République, le décret du 29 mars 1871 place à sa tête un pouvoir civil. Par voie de conséquence, les affaires algériennes furent transférées du Ministère de la Guerre au Ministère de l'Intérieur.

Le Général Chanzy, partisan convaincu de l'assimilation « l'initiative à Alger, la décision à Paris, l'exécution à Alger, le contrôle à Paris » obtint par un texte du 30 juin 1876 le droit de correspondre directement avec tous les ministères, ce qui écartait donc la tutelle de l'Intérieur.

Le décret dit de rattachement du 26 août 1881 place sous l'autorité des Ministres compétents les différents services de l'Algérie. Cette anarchie qui faisait du Gouverneur Général, selon l'expression de Jules Ferry, un « décor coûteux autant qu'inutile, tout au plus un inspecteur de colonisation dans le palais d'un roi fainéant » provoque à la tribune de nombreuses interpellations, qui aboutissent au décret dit de dérattachement du 31 décembre 1896. Le 23 août 1898 le système actuel était mis sur pied.

Le choix du Gouverneur Général désigne une tendance politique indigène ; il faut donc parler de politique du Gouverneur plus que de celle du Ministère de l'Intérieur. Or, cette politique est connue d'avance ; ceci explique à notre avis l'effacement de la Direction de l'Algérie.

Le Gouverneur correspond avec tous les Ministres, mais continue à relever de l'Intérieur auquel il adresse un rapport mensuel et un rapport général annuel.

Le Bureau des Affaires Algériennes créé en 1898 et rattaché à la Direction des Affaires Départementales et Communales fut modifié par la loi du 31 décembre 1921 qui le constituait en Direction des Affaires Algériennes.

Les préoccupations du nouveau gouvernement en matière musulmane avaient motivé la nomination d'un Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, chargé des Affaires d'Algérie, M. Raoul Aubaud. Une commission interministérielle réunie à Paris publiait ce communiqué le 12 mars 1937 :

« Une réunion s'est tenue cet après-midi à l'Hôtel Matignon, sous la présidence de M. Léon Blum, entre MM. Dormoy, Ministre de l'Intérieur ; Viollette, Ministre d'Etat ; Aubaud, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, et Le Beau, Gouverneur de l'Algérie. L'entretien a porté sur la réorganisation de la Direction de l'Algérie au Ministère de l'Intérieur. »

B) *Fonctionnement.*

La Direction du Contrôle de la Comptabilité et des Affaires Algériennes se compose de deux bureaux :

Le premier a dans son ressort les questions budgétaires et économiques. Le Gouverneur Général informe en février-mars le Ministère des dispositions financières qu'il compte déposer en mai aux délégations financières. Les propositions sont examinées d'accord avec les finances et retournées après modifications à Alger, fin juin. Après discussion, le budget ordinaire est établi par les représentants algériens. Ce budget de pure forme,

soumis aux fluctuations économiques, est généralement remis en question aux sessions extraordinaires. Depuis le début de juillet jusqu'en novembre, on examine à l'Intérieur le projet définitif qui doit être obligatoirement — loi de 1900 — déposé devant les Chambres avant le 31 décembre, faute de quoi, d'office, s'appliquerait le texte de l'année précédente. Il n'y a donc pas de douzièmes provisoires. Le Parlement procède à l'examen et modifie dans le sens d'une économie la plupart du temps, les dépenses facultatives. Le principe est d'ailleurs farouchement contesté par les délégations financières. Un décret simple (avant le 30 octobre 1935, il fallait l'avis du Conseil d'Etat) rend le budget exécutoire.

Toutes les questions économiques soulevées principalement par les conventions douanières sont évoquées à ce bureau, qui étudie les incidences des traités nouveaux sur les relations commerciales France-Algérie.

Le deuxième Bureau traite des affaires politiques et administratives. Malheureusement, la part de l'administratif (examen des décrets, des arrêtés proposés) l'emporte de beaucoup sur la question proprement politique. En réalité, la partie qui nous paraît revêtir une importance considérable est traitée directement par Alger. M. Flandin signalait en 1935 l'autonomie plus ou moins accentuée du Gouverneur Général qui le rend partiellement maître de la politique locale qu'il veut pratiquer. Il existe, en effet, à Alger une Direction des Affaires Musulmanes qui, en fait, impose pour ainsi dire ses directives au Ministère. Si, par hasard, et le cas est fréquent, le bureau politique trouve un peu étroit le point de vue algérien, il lui est difficile pourtant de ne

pas l'accepter. Il faut expliquer, par cette manière un peu particulière d'envisager les questions, l'échec de la « politique de poigne » qui a atteint son apogée dans les décrets pris par M. Régnier alors Ministre de l'Intérieur, à son retour d'Algérie en 1935.

M. Duchène, dans un article, parle de la Direction sans force de l'Algérie. Il semble que cette opinion si vigoureusement exprimée traduise assez bien la réalité. Le Ministère de l'Intérieur manque de spécialistes arabisants. Nous pouvons affirmer, quoique le fait paraisse surprenant, qu'il n'y a pas une seule personne à cette Direction de l'Algérie qui sache l'arabe. Les rédacteurs sont appelés comme à une autre direction n'ayant aucun rapport avec l'Islam. A plusieurs reprises, sans jamais préciser, on a parlé d'y détacher des administrateurs de communes mixtes. Aucune tentative n'a suivi ces projets. On ne peut s'étonner dans ces conditions qu'il n'y ait au Ministère de l'Intérieur un bulletin de presse.

La Direction reçoit celui du Gouverneur Général, quelques journaux dont le service se fait avec la plus grande irrégularité. Signalons toutefois que la rue Lecomte, dont nous allons parler, lui adresse toutes les quinzaines environ, un cahier d'informations politiques et policières (plus policières que politiques) qui ne présente guère d'intérêt du point de vue général. Il signale les activités nord-africaines à Paris, résume les journaux comme *El Ouma* ou le *Parti du peuple algérien*, indique les meetings, les déplacements. C'est plutôt un résumé des activités de la brigade nord-africaine. Le bureau politique reçoit aussi très régulièrement le bulletin des questions musulmanes de la Section d'Outremer et la revue analytique de la presse et des questions

musulmanes du Ministère des Colonies. On ne peut donc, à proprement parler, dégager une politique musulmane du Ministère de l'Intérieur. Signalons toutefois que, depuis 1931, la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes, à laquelle nous consacrerons une étude spéciale, se réunissait annuellement en session algérienne avec adjonction de membres indigènes. Il faut rattacher à cette Direction, d'une manière tout à fait indirecte au demeurant, le service de surveillance et d'assistance aux Nord-Africains de la rue Lecomte et l'Hôpital franco-musulman de la Préfecture de la Seine et de celle de Paris.

§ 2. — SERVICES INDIRECTEMENT RATTACHÉS
AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*A) Le Service des Affaires indigènes nord-africaines
de la Ville de Paris.*

La Ville de Paris, sur l'initiative de M. Pierre Godin, a depuis 1925 une véritable politique des Nord-Africains. Une imposition de trente centimes additionnels à la contribution des patentes de la Ville de Paris et du département de la Seine (loi du 21 juillet 1925), une contribution du budget de la Préfecture de la Seine et une subvention des Gouvernements nord-africains, lui assurent les ressources indispensables.

Le service, installé 6, rue Lecomte, est plus couramment désigné sous le nom de « maison de la rue Lecomte » par nous, et par les Nord-Africains de « commune mixte » ou d'« officine » de la rue Lecomte.

L'organe de base est une brigade spécialisée de police active, autour de laquelle sont venus se grouper des services administratifs « qui représentent en réduction les services essentiels de la Préfecture de Police et de la Préfecture de la Seine ». Un bureau de réclamations lui a été adjoint.

La « rue Lecomte » est vivement critiquée dans tous les milieux. Les indigènes sont fâcheusement impressionnés par les gardiens de la paix qui y sont à demeure, et protestent contre la réunion de services aussi dissimilaires. Tout ce qui touche à cette administration jouit, à priori, auprès des Nord-Africains d'un préjugé défavorable. La suspicion s'étend aux œuvres d'assistance, dans lesquelles ils voient un moyen commode pour la police de s'assurer des renseignements. Le personnel de la « commune mixte » subit les plus violentes critiques. Par suite de petites erreurs, on a fait somme toute un centre de contre-propagande française de ce qui ne devrait être qu'un organisme utile et indépendant. Pour remédier à cet état de fait, les milieux officiels envisagent la séparation des deux administrations, qui ne sont actuellement qu'un mélange insuffisamment délimité et réglementé des attributions de la Préfecture de la Seine et de la Préfecture de Police.

Diverses œuvres sociales ont complété cette institution : des services d'assistance (foyers, dispensaires, infirmeries), des bureaux de placement (13^e arrondissement, Boulogne-Billancourt, Asnières, Saint-Ouen, Charenton), cinq foyers nord-africains récemment fermés par suite de la carence de la société concessionnaire, enfin un cimetière musulman et l'hôpital franco-musulman de Bobigny dont la création, au même titre que

l'érection en plein centre des Ecoles d'une mosquée, avec toutes ses dépendances, répondait au désir d'augmenter par ces mesures d'assistance et de tolérance l'attachement des Nord-Africains pour notre pays.

Ils se plaignaient auparavant d'être fort mal reçus dans les hôpitaux parisiens ; leur méconnaissance de notre langue leur rendait pénible le séjour et la cohabitation avec des Français. L'hôpital de Bobigny leur offrait tous les avantages qu'ils souhaitaient : des infirmiers arabes, la pratique facile de leur religion, une sépulture en terre musulmane en cas de décès. Mais la vogue ne dura pas ; bientôt, à tort ou à raison, on accusa les infirmiers d'être des indicateurs de la police. Si Kaddour ben Gabhrit déclarait, il y a peu de temps, que pour cinq Musulmans qui mouraient à Bobigny, il en succombait le triple dans les salles parisiennes. On a dû depuis prendre un décret décidant, dans ce dernier cas, le transport du corps à la morgue de la mosquée et l'inhumation en terre musulmane.

B) Organismes des départements.

Dans la plupart de ceux-ci, les Nord-Africains ne dépendent pas d'institutions spécialisées. Quelques-uns voient la rue Lecomte assurer cette charge (Nord, Seine-et-Oise, etc...). Trois départements ont un bureau d'affaires nord-africaines ; ce sont : les Bouches-du-Rhône, le Rhône, la Loire. Ces services fonctionnent plus ou moins bien, mais en tout cas ne provoquent pas une critique aussi acerbe et peut-être justifiée que la rue Lecomte.

SECTION II

*La Sous-Direction d'Afrique-Levant
au Ministère des Affaires Etrangères.*

Nous avons souligné dans notre introduction le rôle important que jouait le Ministère des Affaires Etrangères dans nos possessions nord-africaines. Il nous reste à en préciser le détail et à en montrer le rôle, en face du monde musulman méditerranéen.

§ 1. — HISTORIQUE.

De profondes variations caractérisent cette Direction qui cherchait son équilibre et ne l'atteignit, en même temps que le Ministère tout entier, qu'en 1907.

Depuis 1825, il y avait aux Affaires Etrangères deux Directions : celle du Nord et celle du Midi, englobant tous les pays qui entretenaient avec nous des relations diplomatiques. L'Afrique du Nord et le Levant ressortissaient de la Direction du Midi. A partir de 1884, deux bureaux s'occupèrent spécialement, l'un de la Tunisie, l'autre du Maroc. En 1885, à la suite des conquêtes coloniales réalisées à l'instigation de Jules Ferry, on créa une Sous-Direction d'Extrême-Orient, possessions et colonies étrangères, et pays placés sous le protectorat de la France. Son existence sous cette forme fut éphémère et l'on constitua l'année suivante, en 1886, la Sous-Direction des protectorats. Signalons qu'elle fut dirigée de 1889 à 1896 pendant l'époque critique, par M. Gabriel Hanotaux, auteur d'une remarquable « Histoire des Colonies françaises ». En 1894, lors de la création du

Ministère des Colonies, Annam et Tonkin furent enlevés à cette Sous-Direction, pour être rattachés à l'organisme nouvellement institué. Le 7 janvier 1896, on la démembra ; tous les protectorats (y compris Madagascar) furent intégrés à la Sous-Direction du Nord, Extrême-Orient, à l'exception toutefois de la Tunisie qui, à partir de cette date, dépendit de celle du Midi-Orient. Jusqu'en 1907, ce fut une période de tâtonnements. C'est en 1907 que le Ministère des Affaires Etrangères reçut son statut définitif, adoptant le système de la répartition géographique des pays étrangers. Une Sous-Direction autonome du Levant était instaurée qui devait être rattachée le 31 mai 1912 à celle d'Europe-Afrique-Orient. C'est le 17 mars 1914 que l'Asie s'occupe du Proche-Orient. Enfin, le 20 octobre 1926, celui-ci est retiré à l'Asie pour être intégré à l'Afrique et constituer l'actuelle Sous-Direction Afrique-Levant.

§ 2. — FONCTIONNEMENT.

La Sous-Direction Afrique-Levant que dirige actuellement M. l'Ambassadeur de Saint-Quentin se compose de deux sections, Afrique et Levant, dont nous allons nous occuper successivement :

A) *Section d'Afrique*. — Des rôles multiples lui sont attribués qui diffèrent selon les pays d'Afrique. Elle offre un intérêt considérable, car elle se trouve en relations directes par la voie diplomatique, avec les pays musulmans indépendants qui ont une telle influence sur notre Afrique du Nord. N'annonçait-on pas récemment que la trop fameuse université de El Azhar, en Egypte, avait envoyé vers nos possessions du Maghreb, au cours de la seule année 1936, plus de quinze millions de brochures, anti-françaises, évidemment.

La Section d'Afrique s'occupe :

1° *Des protectorats Tunisie, Maroc et des pays sous mandat français, Togo, Cameroun.*

Elle est, à leur égard, omnipotente. Tout devrait passer théoriquement, en ce qui les concerne, aux mains des Affaires Etrangères. En pratique d'ailleurs, il existe des liaisons directes en dehors de la section. Toutes les questions relèvent d'elle : nomination, mutation des fonctionnaires, discussion, présentation du budget, mesures de police, questions économiques (octroi des contingents, commerce, réclamations des protectorats et même métropolitaines). Les Affaires Etrangères tiennent essentiellement à leurs prérogatives ; toute leur politique s'appuie sur le Bey et le Sultan ; leur en enlever la direction serait du même coup, disent-elles- détruire les bases de leur ligne de conduite.

2° *Colonies Françaises d'Afrique.* — Tout ce qui touche au domaine international passe par le Quai d'Orsay. C'est lui qui, par exemple, est prévenu quand un bateau étranger fera relâche en A. O. F., quand le Gouverneur du Congo Belge visitera Brazaville, ou Dakar.

3° *Colonies étrangères d'Afrique.* — La situation est la même que dans le cas précédent. La Section d'Afrique se met en relations directes pour toutes les questions communes, avec les Ministères des Affaires Etrangères des différents pays.

4° *Pays indépendants : en fait l'Egypte.* — Le Quai d'Orsay n'envisage alors que la question politique ; toutes les questions commerciales sont traitées par la Sous-Direction du Commerce, de même que les œuvres françaises en Egypte (propagande, expositions...) ressortissent de la Sous-Direction qualifiée du Ministère.

B) *Section du Levant*. — Cette section a pris un rôle particulièrement important à partir du moment (1922) où la Société des Nations confiait à notre pays les mandats sur la Syrie et le Liban. Comme nous l'avons vu précédemment, nous recevions mission d'amener peu à peu ces territoires à la phase d'émancipation ; nous y sommes partiellement parvenus. Le Ministère des Affaires Etrangères s'occupait personnellement, par l'intermédiaire du Haut Commissaire, de tout ce qui concernait la Syrie et le Liban, à l'exception du territoire du Djebel Druse, militaire, dont le représentant de la France n'avait que les fonctions de gouvernement.

C'est la Section du Levant qui s'occupe des relations diplomatiques avec tous les pays indépendants du Proche-Orient. Les rapports avec la Turquie, du fait de la frontière commune, sont multiples. Il en est de même avec le Hedjaz. C'est elle qui a dans ses attributions le pèlerinage de la Mecque ; ce rendez-vous annuel a une valeur psychologique et politique considérable. Dans l'esprit du Prophète, ce devait être un lieu commun, où les différents peuples musulmans se réuniraient annuellement, apprendraient à se connaître, prendraient conscience de leur force. « Depuis l'extension de l'Islam, à travers le monde, écrit M. Pellegrin, le pèlerinage de la Mecque est à la fois un symbole et un lien puissant. Il a pour effet de réunir en un véritable congrès islamique des hommes de toutes races, venus de tous les points de la terre, et qui se trouvent dans un état bien compréhensible d'exaltation et de réceptivité. » La principale tâche du Ministère des Affaires Etrangères est justement de surveiller et de soustraire à ces influences, les milliers de pèlerins ressortissants français. Un

hôtel a été aménagé à l'intention de nos musulmans, tout près de la Kaaba.

Entre les deux sections de la Sous-Direction, composées d'un personnel peu nombreux qui se connaît bien, il existe une interpénétration, un travail de liaison continu, qui aboutissent à une spécialisation de fait.

Nous venons d'examiner le rôle considérable que joue la Sous-Direction Afrique-Levant dans le domaine français d'influence musulmane. Nous avons souligné combien les Affaires Etrangères tenaient à conserver la direction de nos protectorats et défendaient jalousement leurs privilèges. Mais ce ministère a-t-il un rôle d'information générale en matière musulmane ? Il ne semble pas. Sa coordination est tout entière à l'intérieur de ses services.

Depuis 1926, Tunisie, Maroc et Levant, font paraître un bulletin de presse, mais jamais le Ministère n'en a envisagé une synthèse. Le service d'ailleurs en est effectué à tous les organismes intéressés. Le Bulletin de la presse étrangère paraissant tous les jours aux Affaires Etrangères, ne s'est jamais préoccupé de traductions d'articles empruntés à la presse de nos possessions. Nous allons aborder maintenant deux ministères qui ont eu cette initiative.

SECTION III

Ministère de la Guerre.

§ 1. — SECTION D'OUTRE-MER

L'armée française a un supérieur besoin de pouvoir compter d'une manière certaine sur le contingent nord-

africain qui, ne l'oublions pas, représente le tiers, cent mille hommes environ, de notre armée de première ligne. Les forces subversives, qui veulent saper notre autorité en Afrique, ont compris tout l'intérêt que présenterait pour elle, une désagrégation sournoise, une contamination insidieuse de notre puissance militaire au Maghreb, sachant bien que du même coup elles mineraient notre puissance mondiale.

La Section d'Outre-Mer du Ministère de la Guerre, qui est chargée de notre armée nord-africaine, voyant le péril et décidée à le combattre, a donc dû forger les armes nécessaires pour mieux lutter contre les tentatives de destruction de notre autorité. C'est à ce point de vue que nous la considérerons comme un organisme de politique musulmane.

A) *Historique.* — C'est au lendemain de la défaite de 1870, à la suite de la loi du 24 juillet 1873, sur la réorganisation de l'Armée, qu'était créée la Section d'Afrique dont l'importance allait croître dès le début du xx^e siècle avec la pénétration marocaine.

En 1912, le décret qui organise le recrutement en Afrique du Nord, amène la Section d'Afrique à prendre en mains toutes les questions concernant le recrutement et l'organisation des troupes indigènes de l'Afrique du Nord.

De 1914 à 1918, elle lutte en Afrique contre les propagandes nombreuses qui tendaient à la dissociation de notre force militaire. Elle documenta le Gouverneur Général d'Algérie, les Résidents Généraux, tous ceux qui étaient en contact direct avec les militaires indigènes.

Dans ce but, parut dès 1916 un Bulletin des questions musulmanes.

Le décret du 23 mars 1917 qui chargeait le Ministère des Colonies du recrutement en Afrique Mineure, n'interrompait que quelques mois les travaux de la Section d'Afrique, puisque le décret du 30 novembre de la même année décidait à juste titre le retour au droit commun.

La création à Paris d'un nouvel organisme, *Etat Major de l'Armée*, Groupe de l'Avant (nommé ensuite *Section Orientale* du 3^e bureau Avant), déchargeait la Section d'Afrique des questions militaires relatives au Levant. Le 10 janvier 1933, les deux sections fusionnaient pour former la Section d'Afrique-Levant qui, par l'adjonction d'une Sous-Section coloniale, devenait le 10 décembre 1924 la Section d'Etudes. C'est le 10 janvier 1934 qu'elle reçut la dénomination de Section d'Outre-Mer (1).

B) *Attributions de la Section d'Outre-Mer.* — Dans le cadre de l'Etat-Major de l'Armée, la Section d'Outre-Mer a un double rôle : elle formule son avis qui est communiqué aux bureaux intéressés du département de la guerre, sur un certain nombre de questions :

1° Tout ce qui concerne l'organisation, l'emploi, la mobilisation, l'instruction des troupes nord-africaines ;

2° La défense de l'Afrique du Nord, du Levant et des colonies ;

3° L'organisation militaire en Afrique du Nord, au Levant et aux colonies ;

4° L'équipement de l'armée d'Afrique et du Levant ;

5° La situation matérielle et morale des troupes françaises d'Outre-Mer.

(1) A noter que le décret du 10 janvier 1934 ne modifiait en rien les attributions de la Section d'Etudes, mais changeait son nom et cela dans le but d'éviter une confusion courante avec la Section d'armement et études techniques du Ministère de la Guerre,

Mais la Section d'Outre-Mer n'a pas seulement un rôle consultatif ; elle est chargée de prendre directement des décisions sur les questions intéressant :

- 1° Le personnel des services spéciaux d'Afrique du Nord et du Levant ;
- 2° Les interprètes militaires ;
- 3° Les compagnies sahariennes ;
- 4° Les troupes supplétives d'Afrique du Nord et du Levant (c'est-à-dire les troupes irrégulières, par exemple les goumiers) ;
- 5° Les territoires militaires du sud de l'Algérie et la pénétration saharienne ;
- 6° Le statut des militaires indigènes nord-africains ;
- 7° Le recrutement de la légion étrangère ;
- 8° L'état d'esprit des troupes nord-africaines (1).

Ce n'est pas sans raison que la Section d'Outre-Mer surveille l'état d'esprit des troupes nord-africaines. Une armée ne vaut que par sa discipline et par sa cohésion ; toute force hostile est susceptible, grâce à la malléabilité des esprits musulmans, d'amener les pires catastrophes. Pour éviter toute pénétration, la Section d'Outre-Mer a mis sur pied un programme complet de politique indigène, caractérisé par un ensemble cohérent de mesures positives et négatives.

En encadrant les Nord-Africains d'éléments sains, connaissant ou comprenant l'arabe, ayant l'expérience des âmes musulmanes et le désir de faire du régiment le

(1) Il est à remarquer que la Section d'Outremer ne décide pas quand il s'agit de noirs musulmans ; le pouvoir appartient alors à la 8° Direction du Ministère de la Guerre, Direction des Troupes coloniales. En fait d'ailleurs, la Section d'Outremer est toujours consultée pour les questions communes, ex. : garnisons noires en Afrique du Nord.

prolongement de la tribu, on s'est prémuni contre toute surprise, contre toute trahison du chef. L'armée a tenté d'éviter la contamination en recréant la fierté du soldat qui empêchait le contact avec les travailleurs manuels. Elle s'est efforcée de lui restituer une ambiance aussi proche que possible de l'atmosphère originale de l'Afrique du Nord : les cafés maures se répandent dans les unités à effectif musulman. Cette politique indigène positive, destinée à éviter le plus possible la gangrène, se doublait de mesures négatives, d'organismes chargés non plus de créer un état d'esprit sain, mais de détecter en quelque sorte les ferments désorganiseurs qui pouvaient se glisser à l'intérieur des quartiers. C'est M. Maurice Viollette qui, en 1927, alors qu'il était Gouverneur Général de l'Algérie, demandait au Ministère de la Guerre la création d'un service de renseignements dans les unités d'Algérie, pour lui fournir des données précises sur l'état d'esprit des populations indigènes. Dès 1932, le Ministère de l'Intérieur et celui des Affaires Etrangères, sur la demande pressante de la Section d'Outre-Mer qui faisait ressortir l'obligation d'une coordination en cette matière, recommandaient à leurs services d'assurer la surveillance la plus sérieuse sur les Nord-Africains en dehors de leurs casernes. C'est en 1933 que le Ministère de la Guerre décide la création en Afrique du Nord de services de renseignements uniquement militaires. Cette innovation devait être étendue, en 1934, à tous les corps ayant des effectifs arabes. Ces organismes, dès leur début, paraissaient devoir être d'une telle utilité que M. Garde, Gouverneur Général de l'Algérie, exposait en 1934 la nécessité de créer en Algérie un centre de renseignements indigènes, susceptible

de le documenter sur l'état d'esprit des populations indigènes et les influences qui agissent sur elles. Il faisait appel à la collaboration de l'armée pour mettre sur pied ce service.

Quelle est donc la structure interne de ce « Renseignement » ?

Dans chaque corps, un officier arabisant choisi pour ses connaissances spéciales et son expérience des choses et des gens d'Afrique, en se servant de gradés indigènes et français, surtout français, détecte les informations intéressantes, sous la direction du chef de corps et la haute surveillance des généraux commandant les régions. Des liaisons sont établies entre les différents centres de la France métropolitaine et de nos possessions méditerranéennes. Des contacts directs et périodiques sont prévus. Au-dessus de cette organisation existent les officiers spécialistes des troupes nord-africaines, rattachés à un corps d'armée, quoique chargés d'en surveiller plusieurs. Il y en a quatre en France (Tours, Paris, Nancy, Marseille) ; ils sont chargés de contrôler les mesures positives signalées plus haut (cafés maures, viande adéquate, etc...) ; sous le couvert des généraux, ils envoient des rapports. Le corps d'armée prend directement les décisions qui sont de son ressort ; quant à celles qui le dépassent, l'initiative en revient à la Section d'Outre-Mer.

Annuellement, les corps indigènes ou mixtes, souvent après l'avoir communiqué à titre gracieux aux autorités civiles, envoient à l'Etat-Major les résultats de leurs recherches, de leurs enquêtes, sous forme de réponses à un questionnaire bi-annuel détaillé qui leur est périodiquement adressé. La Section d'Outre-Mer fait la

synthèse de ces rapports. Elle en communique la teneur aux Gouverneur, Résidents Généraux et Haut Commissaire, à titre d'information, ainsi qu'aux différents corps auxquels elle adresse en même temps les directives nécessaires.

C) *Le Bulletin*. — Par ses importantes fonctions, elle est amenée à examiner la situation politique et militaire non seulement de l'Afrique du Nord, du Levant et des colonies, mais encore de tout l'ensemble de l'Islam. Dans le but de se tenir au courant des mouvements d'opinion méditerranéenne, la Section d'Outre-Mer a été conduite à publier un Bulletin des questions musulmanes, dont le but essentiel est d'informer des événements récents ses organismes de renseignements.

La documentation du Bulletin des questions musulmanes est des plus sérieuses ; elle prend ses sources dans :

1° La presse. Elle reçoit un nombre considérable de journaux ;

2° Des analyses de presse de tous les pays musulmans de la Méditerranée ;

3° Des découpages de presse communiqués par le deuxième bureau de l'Etat-Major ;

4° Les bulletins d'information de nos différentes possessions, dont le service est assuré par les Gouverneurs et les Résidents ;

5° Les bulletins des deuxième bureaux des Commandants supérieurs ;

6° Les informations communiquées par le deuxième bureau de l'Etat-Major de l'Armée ;

7° Les renseignements recueillis à l'occasion des liaisons des officiers des pays d'Islam au Ministère de la Guerre et réciproquement.

Le Bulletin des questions musulmanes donne surtout des renseignements d'ordre militaire. Il est obligé parfois de faire sa part au politique, tant les incidences de celui-ci sont grandes ; mais il s'efforce autant que possible de demeurer en quelque sorte sur le terrain technique. En effet, ces études ne s'adressent, en principe, qu'aux organismes de renseignements du Ministère de la Guerre chargés de surveiller l'état d'esprit des Nord-Africains sous les drapeaux. Or, il n'est pas douteux que les corps indigènes offrent d'intéressantes possibilités de sondage sur la mentalité de nos sujets et protégés. C'est à ce titre, dans un but de liaison indispensable entre les autorités civiles et militaires, que le service du Bulletin des questions musulmanes est assuré aux différents ministères intéressés et aux responsables locaux de l'administration civile (Gouverneur, Résidents, Haut-Commissaire).

L'organe de documentation du Ministère de la Guerre ne limite pas ses recherches aux seules possessions françaises ; ses articles portent généralement sur les trois pays de l'Afrique du Nord, sur les colonies africaines de l'Italie et de l'Espagne, sur la zone de Tanger, sur l'état d'esprit des musulmans en France, sur les pays méditerranéens de langue arabe indépendants, éventuellement sur toute région où il se passe un événement susceptible d'avoir des répercussions dans le monde indigène.

§ 2. — LE COMITÉ DES AMITIÉS AFRICAINES

Par essence même, la Section d'Outre-Mer n'est susceptible que de veiller à la cohésion des troupes nord-

africaines, par un contrôle strictement militaire, de leur état d'esprit. Les mesures positives ne tendent à développer notre influence, notre prestige, que dans les limites du service. Il a paru utile au Maréchal Franchet d'Espérey de ne pas faire de cette propagande pro-française une chose essentiellement temporaire. Il a voulu que la fonction tribale de l'armée se poursuivit en dehors de la caserne. C'est dans cette intention qu'il a fondé, le 13 mai 1935, le Comité des Amitiés Africaines, société constituée conformément à la loi de 1901, dans un but d'entr'aide aux militaires et anciens militaires français et indigènes de l'Afrique du Nord. Cette œuvre, dont l'action se manifeste en temps de paix et en temps de guerre, a pour but essentiel d'entretenir les sentiments fraternels nés dans les rangs des troupes nord-africaines. Elle apporte son aide matérielle et morale aux soldats et anciens soldats, ainsi qu'à leur famille tout entière.

En temps de paix, le Comité des Amitiés Africaines se propose d'amplifier et de prolonger l'action morale et bienfaisante, qu'exercent ou ont exercé sur leurs subordonnés indigènes, tous les chefs militaires. Il met à la disposition de ceux-ci les ressources pécuniaires et les dévouements qu'il a rassemblés et utilise ces aides matérielles et morales pour créer des œuvres dont il assume lui-même le fonctionnement. Il reçoit et examine toutes les demandes ou réclamations que les anciens soldats lui adressent ; il intervient auprès des personnalités qualifiées, ou des autorités compétentes, pour qu'il leur soit donné soit bénévolement, soit par les voies administratives, toutes les suites qu'elles méritent.

En temps de guerre, le Comité des Amitiés Africaines met toutes ses ressources à la disposition du Gouvernement et du commandement militaire, pour fortifier l'état d'esprit des indigènes sous les drapeaux.

Dans toutes ces occupations, le Comité conforme ses actes aux directives de l'autorité militaire.

SECTION IV

Section des Affaires Musulmanes et des Informations Islamiques du Ministère des Colonies.

§ 1. — HISTORIQUE

Le Ministre des Colonies qui a, dans ses attributions, l'administration d'une importante fraction musulmane (huit millions et demi environ de ressortissants), décida dès 1899, c'est-à-dire presque dès le début de son existence, la création d'un service spécial chargé de le tenir au courant de l'évolution de l'Islam.

M. G. Leygues, frappé à son arrivée au Ministère en 1906 de constater que lorsqu'il avait besoin d'un renseignement sur la propagande islamique, il n'en pouvait trouver nulle part, avait institué, par un arrêté du 8 juin 1906, un service spécial des affaires musulmanes et d'informations islamiques composé de quelques hommes compétents ayant vécu dans le monde arabe. Cet organisme était rattaché à la Direction d'Afrique et confié à un militaire. Le 5 avril 1911, un débat s'engageait à la Chambre sur notre politique musulmane, et se clôturait par l'adoption d'une proposition de résolution (cf. *infra*, p. 88). En conséquence, le service passa aux

maines d'un personnel civil. La modicité des crédits (11.000 francs) limitait le champ d'action. M. Paul Lafont, en 1920, s'attacha dans son rapport sur le budget à en montrer l'insuffisance et les faiblesses, ainsi que les possibilités. Un arrêté du 1^{er} août 1920, pris par M. Sarraut, réorganisait le service. Bien que rattaché à la Direction des affaires politiques, il avait une certaine autonomie car les dépenses qui lui étaient afférentes, étaient couvertes par les colonies ayant des sujets musulmans.

En 1935, à la demande de M. Ernest Lafont, rapporteur du budget des Colonies, qui réclamait l'extension de cet organisme, un arrêté du 7 janvier le dotait d'un personnel stable : deux fonctionnaires, deux interprètes traducteurs d'arabe, deux sténo-dactylographes. Par suite des décrets du 9 juillet 1935 sur la réduction des dépenses, les services des affaires musulmanes et des informations islamiques fut supprimé, puis constitué en section rattachée au 2^e bureau des affaires politiques, avec un personnel réduit.

§ 2. — ATTRIBUTIONS

La Section, en dehors du Bulletin de presse et des questions musulmanes que, en raison de son importance en tant qu'organe d'information, nous étudierons à part, s'occupe :

1° D'étudier les questions musulmanes dans l'ensemble du domaine colonial ressortissant aux « Colonies ». Elle dégage les directives, fait part aux Gouverneurs des tendances à suivre dans l'intérêt général (instructions sur la politique à l'égard des islamisés, notes sur les

tendances actuelles de l'Islam). Une vaste enquête, sur l'initiative du service, est en cours sur la situation de l'Islam en Afrique noire. Elle règle quant à l'A. O. F. et l'A. E. F. la question du pèlerinage de la Mecque et s'est occupée des souscriptions pour l'érection de l'Institut musulman de Paris ;

2° De centraliser les renseignements se rapportant à ces questions ;

3° D'établir une liaison entre les Ministères des Affaires Etrangères, de l'Intérieur et de la Défense Nationale, pour tout ce qui touche aux questions islamiques ;

4° Avant la suppression de la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes, d'en assurer le secrétariat ;

5° D'étudier les questions sahariennes : activité à l'égard des rezzous, politique des nomades. A noter que la participation du Gouverneur de l'Afrique occidentale aux conférences nord-africaines, relevait de ce service qui préparait les dossiers.

§ 3. — REVUE ANALYTIQUE DE LA PRESSE ET DES QUESTIONS MUSULMANES

Trois fois par mois, le deuxième bureau (section des affaires musulmanes) fait paraître une Revue Analytique de la presse et des questions musulmanes. Il nous a paru intéressant de montrer comment avec des moyens financiers insignifiants on arrivait à donner un ensemble de vues sur la politique de l'Islam.

A) *Documentation.* — C'est surtout dans la presse arabe, publiée en langue arabe, que la Revue recherche ses articles. Il lui arrive parfois, pour montrer les

diverses faces des choses, de citer un journal italien ou anglais, mais il ne paraît jamais de coupures de langue française. Pour ce faire, le Ministre des Colonies est abonné directement (ce qui évite l'inconvénient du retard, dû au service indirect de la presse par les ministères de rattachement) à une trentaine de revues, journaux, périodiques, principalement syriens, arabes, égyptiens, palestiniens, et dont voici les principaux :

Al Mokattam, du Caire ;

Ar Rabita al Arabiyya, du Caire ;

Al Ahram, du Caire ;

El Fath, du Caire ;

Wadinnil, d'Alexandrie ;

Al Jihad, du Caire ;

Alef-Ba, de Damas ;

Al Ahram, du Caire ;

Saout el Ahrar, de Beyrouth ;

Al Hoda, de New-York ;

Palestine, de Jaffa.

Ce sont les principaux journaux panarabes, panislamistes et nationalistes (1). La Section reçoit aussi quelques revues françaises, des revues et des journaux étrangers (*El Oriente Moderno*, *La Nation Arabe*, etc...). Elle est enfin abonnée à *L'Argus de Genève*, qui lui adresse des articles de journaux et revues du monde entier, concernant les questions de politique musulmane. Elle reçoit également tous les divers bulletins que nous avons signalés précédemment, mais elle s'efforce de tirer la substance de la Revue Analytique, en dehors des sources administratives.

(1) Certains journaux, exemple le *Balagh* en Syrie, refusent l'abonnement du Ministère des Colonies.

B) *Méthode*. — Un administrateur des colonies, placé à la tête du service, connaissant l'arabe moderne, au courant des âmes musulmanes, grâce à cette expérience humaine qui nulle part ne s'acquiert mieux qu'au contact direct de ces âmes différentes mais non inférieures, peut exercer un contrôle indispensable sur les traductions que font deux spécialistes. Tous les dix jours, le Bulletin, dont la matière est réunie pendant cette période, est tiré par le chef du service, tout au moins quand l'unique ronéo, que la modicité des crédits ne permet pas de remplacer, n'est pas affectée à un autre service.

La Revue Analytique est répartie en un certain nombre de rubriques : questions du jour ou tour d'horizon, Afrique du Nord, Proche-Orient, memento des faits saillants de la dizaine, documents diplomatiques. Le rédacteur ne se contente pas de juxtaposer des articles sans lien entre eux mais il s'efforce, au contraire, de relier les questions. De temps en temps, en plus, il fait des synthèses de parties générales.

Le service de la Revue du Ministère des Colonies est assuré à tous les départements ministériels qualifiés, aux représentants locaux de la France en Afrique du Nord et en Syrie. Il est adressé, d'autre part, à tous les représentants consulaires de la France dans les pays qui comportent un élément musulman.

Tout cela est loin d'être parfait, mais ce n'est qu'une question de crédits. Un bon traducteur, absolument sûr, se paie ; l'impression coûte si cher qu'il faut se contenter de procédés d'officines. Il est réconfortant de penser que c'est avec de semblables moyens, aussi farouchement mesurés, que les coloniaux ont fait la France des

cinq parties du monde. Le contraste est grand dans ce bureau de travail, entre les noms merveilleux des classeurs qui nous promènent à travers le monde entier, et cette vétuste machine chargée par les décrets d'économies de répandre, auprès des services intéressés, un journal d'information musulmane.

SECTION V

Centre d'Etudes de Politique Etrangère (Groupe d'Etudes de l'Islam)

Outre les organismes rattachés aux ministères que nous venons d'étudier, il existe un Groupe d'Etudes de l'Islam, à caractère principalement universitaire. Il se rattache au Centre d'Etudes de Politique Etrangère fondé en 1935 sous le patronage de l'Université de Paris, avec la collaboration de divers organismes d'études sociales, pour fournir au public français des renseignements objectifs et scientifiques sur les grands problèmes internationaux. Il travaille en liaison avec l'Institut des Hautes Etudes Marocaines de Rabat, l'Institut d'Etudes Orientales de l'Université d'Alger, l'Institut Français de Damas, et en collaboration avec l'Institut des Etudes Islamiques de l'Université de Paris et le Centre d'Etudes Turques.

§ 1. — ENQUÊTE SUR L'ÉVOLUTION DU MONDE MUSULMAN

L'un des buts du groupe est d'établir une vaste enquête sur l'évolution du monde musulman. Constatant en 1935, qu'il existait en Italie (Istituto per l'Oriente)

et en Angleterre (Royal Institute of International Affairs) des groupements destinés à mettre à la disposition des spécialistes, les informations les plus complètes, M. S. Charlety, Recteur de l'Université de Paris, a pensé qu'il importait devant l'éveil du Proche Orient de rassembler une documentation objective qui servirait à nos hommes d'Etat et à nos diplomates. Par une circulaire en date du 21 octobre 1935, il concrétisait l'idée d'une vaste enquête collective sur l'évolution moderne des pays de civilisation arabe.

« Il n'est pas nécessaire sans doute, indiquait-il, de développer ici l'intérêt national culturel et humain que présente une telle étude. Vous savez, d'autre part, que si ces problèmes préoccupent un très grand nombre d'entre nous, nous ne disposons, pour connaître leurs aspects généraux, d'aucune publication d'ensemble française... Cependant, un très grand nombre de nos compatriotes qui vivent dans les pays musulmans de la Méditerranée s'intéressent librement ou par métier à la vie des populations arabes ou berbères, et au bouleversement que subit de nos jours la civilisation musulmane au contact des influences de l'Occident. Dans ces conditions, il nous est apparu que si des observateurs français, choisis parmi les plus qualifiés, voulaient bien apporter leur contribution personnelle à une enquête collective sous forme de petites notes personnelles, ou en rassemblant des documents écrits, puisés dans la presse, les revues ou les documents, officiels ou non, il serait possible d'utiliser à bref délai tous les matériaux ainsi réunis dans une publication anonyme, dans laquelle chacun retrouverait au centuple le bénéfice d'un modeste effort personnel.

C'est dans cet esprit que nous vous demandons de vouloir bien vous associer à cet effort que nous comptons entreprendre, dans un esprit purement objectif et scientifique, et sans chercher à faire prévaloir des opinions personnelles, sans affirmer aucune préférence politique ou culturelle, et en restant strictement dans le domaine de l'observation des faits. »

Des instructions pratiques signalaient un certain nombre de points à étudier spécialement :

1° Devront être réunis tous articles de journaux, revues, tracts, objets, qui apportent sur l'évolution des pays de civilisation arabe des documents intéressants dans chaque région ;

2° L'observation directe des faits sociaux sera susceptible de donner la substance de fiches d'un modèle adopté ;

3° Il conviendra de suivre dans les librairies arabes, la vente de tel ou tel ouvrage, la diffusion de telle ou telle revue ; ces observations multipliées depuis la Syrie jusqu'au Maroc et au Sénégal, permettraient de mieux connaître les grands courants d'idées qui se répandent dans l'ensemble du continent ;

4° On indiquera, on réunira toutes les études publiées ou non sur les problèmes d'évolution et l'état intellectuel, social et économique des pays observés.

Des plans méthodiques de recherche ont été établis pour la vie sociale, par M. R. Montagne ; pour la vie intellectuelle, par M. J. Lecerf ; pour la vie économique, par M. A. Wemlersse. A son étude sur l'évolution moderne des pays arabes, publiée par les *Annales Sociologiques* (1935), M. R. Montagne a annexé un plan de recherches destiné à l'Algérie et un autre analogue pour

les pays du Levant sous mandat français, et les Etats arabes du voisinage.

Dans chacune des grandes régions de la Méditerranée furent créés des secrétariats locaux, chargés de centraliser la documentation, pour l'acheminer à Paris trimestriellement, et « d'animer les recherches en faisant appel à la curiosité et à l'esprit d'observation de tous les correspondants qualifiés qui peuvent être trouvés sur place ».

L'enquête, sous la direction de M. R. Montagne, Directeur de l'Institut Français de Damas, est en voie d'accomplissement. Deux volumes anonymes, composés à l'aide des documents recueillis, vont paraître incessamment. L'un traitera de l'Egypte indépendante, l'autre du problème des minorités en Syrie. Nous aurons ainsi l'équivalent moderne des travaux publiés en 1925 et 1928 par le Survey of International Affairs.

La circulaire du 21 octobre 1935 envisageait la publication, par le Groupe d'Etudes, d'un bulletin destiné à faire connaître les observations les plus intéressantes sur le monde musulman et à donner aussi le résumé des communications faites aux Centres d'Etudes par des spécialistes sur les aspects que présente la vie moderne des diverses terres islamisées. L'idée émise ne s'est pas réalisée sous cette forme. Le Centre d'Etudes de Politique Etrangère fait paraître une revue mensuelle intitulée *Politique Etrangère* dans laquelle trouvent place, le cas échéant, des exposés sur les questions musulmanes (ainsi le numéro d'août 1937 contient une conférence de M. le Capitaine de Boucheman sur la politique des pétroles dans le Proche-Orient).

§ 2. — LES CONFÉRENCES DU GROUPE ET LES ENTRETIENS
SUR L'ÉVOLUTION DES PAYS DE CIVILISATION ARABE

Le Groupe d'Etudes organise aussi des exposés sur les grands problèmes de l'Islam, en présence de vingt-cinq ou trente personnes compétentes : universitaires, administrateurs... Les conférences mensuelles (elles ont parfois lieu toutes les trois semaines) sont toujours suivies de discussion.

Citons, à titre d'exemple, les conférences faites en 1937. M. de Caix a traité de la politique du mandat et des traités avec la Syrie et le Liban, et ses relations avec la question du Sandjak d'Alexandrette ; M. Montagne, de la fermentation des partis politiques en Algérie ; M. le Capitaine de Boucheman, de l'empire britannique et la politique du pétrole dans le Proche-Orient ; et M. Lagarde, de l'Egypte à Montreux et à Genève.

Enfin, le Centre d'Etudes de Politique Etrangère, en collaboration avec l'Institut des Etudes Islamiques, qui apporte sa connaissance des aspects statiques de l'Islam, si nécessaires à l'intelligence de son dynamisme actuel, organise depuis 1936 des Entretiens sur l'évolution des pays de civilisation arabe. Ils ont pour objet « l'étude en commun des influences générales, orientales ou occidentales, qui s'exercent sur la péninsule arabique, l'Egypte et l'Afrique du Nord, ainsi que la forme prise dans les divers états par les sentiments nationaux dont on observe partout le développement ». Les séances de travail qui réunissent annuellement, pour quelques jours, toutes les personnalités compétentes, comportent un exposé général ou plusieurs exposés particuliers qui

sont suivis d'une large discussion. L'ensemble des communications est réuni en un volume qui offre au public une documentation objective et à jour sur les principaux problèmes musulmans.

Des entretiens ont eu lieu du 6 au 9 juillet 1936, et du 7 au 10 juillet 1937.

D'autre part, le Congrès a proposé que la réunion de l'an prochain aborde d'une manière plus précise :

1° L'évolution de la femme, de la famille, la crise du mariage ;

2° L'influence des mouvements politiques français sur les mouvements politiques islamiques ;

3° Le sionisme et les Arabes ;

4° Les écoles religieuses en Afrique du Nord ;

5° L'évolution de la langue.

Une telle documentation ne saurait non plus laisser indifférents les Pouvoirs Publics. C'est ce que déclarait, le 9 juillet 1936, M. Viénot alors Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, au banquet qui clôturait les Entretiens : « Vos travaux ont conduit à des conclusions ; ne voudrez-vous pas en faire bénéficier le Gouvernement, et plus particulièrement le Sous-Secrétaire d'Etat spécialement chargé de nos affaires du Maroc, de Tunisie et du Levant, et qui serait particulièrement désireux de recueillir le fruit de votre expérience ? Nous savons que la prudence s'impose en ces matières, autant que la décision. Permettez-moi de compter sur vous, Messieurs, pour nous aider à faire preuve de l'une et de l'autre. »

Au terme de cette étude, on s'aperçoit qu'il n'existe que des tentatives, que des rapports fondés sur les hommes et non sur les textes, que nous n'avons pas le

Bulletin de presse musulmane digne de notre pays. La France a une âme impériale, mais elle vit à la petite semaine ; il nous faut dégager une politique coloniale, une politique d'ensemble qui sache comprendre l'essence même de l'âme musulmane. « Revenir sur nos impressions pour les corriger, sur nos idées pour les redresser, et suivre dans son allure précipitée l'évolution de peuples si jeunes — tout en datant de si loin — qui vivent à un rythme dont nous n'avons pas idée en nos pays tout faits, dans nos civilisations achevées qui durent, tandis que là-bas le pays se fait et une civilisation nouvelle est en pleine germination : un printemps de peuples qui aspirent impatiemment à une hâtive maturité (1). » La question de la coordination n'est pas nouvelle ; nous allons en étudier maintenant la marche dans l'opinion et envisager les solutions proposées, avant d'en venir aux réalisations concrètes.

(1) J. Ajalbert, *Syrie et Liban*.

DEUXIÈME PARTIE

LE HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN DE L'AFRIQUE DU NORD ET LA COORDINATION EN MATIÈRE MUSULMANE

CHAPITRE PREMIER

L'INFORMATION MUSULMANE ET L'OPINION

Nous n'avons pas de politique musulmane, s'écriait en 1911 M. Georges Leygues à la tribune du Sénat. Or, la France est une des plus grandes nations musulmanes du monde. Cette situation, le rôle historique que nous avons joué en Orient, cette campagne qui s'ouvre contre la domination française, ces forces adverses qui se groupent et s'agitent contre nous, nous font un impérieux devoir de posséder une politique d'ensemble pour diriger les actes de nos fonctionnaires et éviter de regrettables incidents.

Il s'agit de savoir si l'on veut garder ou perdre le Maghreb. « L'Afrique du Nord est l'espoir et, peut-être même, une des conditions d'existence de la France dans l'avenir » écrivait Prévost-Paradol au ^{xix}e siècle. L'Afrique du Nord du ^{xx}e siècle est certainement une impérieuse nécessité vitale pour notre pays, à la guerre comme à la paix.

SECTION I

Opinions favorables à la Coordination.

Des hommes différents, de leur propre initiative, ont agi d'abord, pour imposer ensuite leurs actions à la métropole. C'est ainsi qu'est née la France de 100 millions d'habitants. Il devait en être de même en Afrique. Depuis longtemps déjà, des particuliers, des publicistes, des explorateurs, des parlementaires, des gens qui avaient aperçu l'importance primordiale d'un domaine colonial aux portes de la France, faisaient campagne par des articles, par des discours, pour obtenir une unité en Afrique d'abord, dans le monde ensuite, de notre politique d'expansion. La presse spécialisée multipliait les efforts coordonnateurs. Une formule ralliait la majorité des suffrages : « Gouverner de Paris, administrer sur place ». Elle avait été lancée par M. Milliot dans le bulletin du Comité de l'Afrique Française qui, fondé en 1890, finançait dès cette date des missions dans le Centre Afrique et décidait en 1925 de former en son sein un Comité Algérie-Tunisie-Maroc.

Mais, si tous étaient d'accord pour admettre que les aspects du problème nord-africain demandaient une continuité de vues, une information d'ensemble, une unité de doctrine, les opinions différaient quand il s'agissait de définir quel organisme donnerait ses directives et quelles en seraient les attributions.

1° *Sous-Secrétariat de l'Afrique du Nord
rattaché à la Présidence du Conseil.*

Les uns se ralliaient à un Sous-Secrétariat de l'Afrique du Nord rattaché à la Présidence du Conseil. Telle est l'opinion que soutenait l'*Afrique Française* (juin 1929, p. 318). Le Gouvernement, conscient de la grandeur de la tâche qui lui est dévolue, doit envisager la création d'un service de l'Afrique du Nord rattaché à la Présidence du Conseil, lequel serait susceptible tout en respectant l'organisation administrative et les formes politiques actuelles de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, de jouer ce rôle de liaison, de coordination et d'arbitrage, et d'assurer au sein même de l'Etat l'unité et la continuité de notre doctrine africaine.

M. Milliot, Doyen de la Faculté de Droit d'Alger, précisait en ces termes le mécanisme de cet organisme : « Puisque les services et emplois existent déjà à la Direction des Affaires Algériennes et à la Sous-Direction d'Afrique, la solution d'un Sous-Secrétariat de l'Afrique du Nord serait celle qui répondrait le mieux aux nécessités, à condition de la rattacher à la Présidence du Conseil »...

...« Cette Direction pourrait être définie par un Comité Consultatif permanent de l'Afrique du Nord, comprenant le Sous-Secrétaire d'Etat, Président, les différents Chefs de services des départements intéressés, le Gouverneur Général de l'Algérie, les Résidents Généraux de Tunisie et du Maroc, et leurs principaux Chefs de services, des Délégués de certaines organisations économiques, des Représentants des populations françaises et indigènes, enfin certaines personnalités qui par leur

connaissance spéciale du milieu nord-africain pourraient apporter un concours précieux à l'Assemblée.

2° Conseil National de la France d'Outre-Mer.

M. Pierre de Warren, Président du Comité Algérie-Tunisie-Maroc, considérant qu'une certaine unité d'études et de directives s'imposait, déposait en 1931 une proposition de loi ayant pour objet la création d'un Conseil National de la France d'Outre-Mer. Il aurait pour fonction d'étudier les problèmes qui se rapportent à tous les pays d'Outre-Mer, réunis sous le drapeau de la France, et d'en proposer les solutions au Gouvernement. Avec les parlementaires des colonies, avec des représentants des départements intéressés, seraient appelés des Délégués des Conseils financiers ou consultatifs de nos possessions extérieures.

Pour assurer l'action réelle et efficace de ce Conseil, son travail serait organisé par une « Commission restreinte, permanente et exécutive, munie d'un Secrétariat sérieusement constitué, qui aurait tous moyens de documentation dans les différents ministères intéressés ». Elle se réunirait à date fixe et établirait à titre consultatif, mais obligatoire, des rapports et des avis qui fourniraient les éléments des décisions gouvernementales.

C'est auprès du Président du Conseil que devrait être constitué ce grand Conseil National, autant pour éviter la superposition à ceux préexistants, d'un nouveau rouage administratif, que pour marquer l'importance et l'intérêt des colonies dans la France des cinq parties du monde.

M. Louis Proust avait été chargé de faire un rapport

sur cette proposition de loi que la Commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats avait adoptée, sous réserve de quelques modifications secondaires.

*3° Sous-Secrétariat rattaché à un Ministère
de l'Economie Nationale.*

On conseillait aussi le rattachement de l'Algérie à un Sous-Secrétariat spécial, dépendant d'un ministère de l'Economie nationale. Cette solution toute économique, négligeant la part du politique, rompait la communauté nord-africaine.

*4° Sous-Secrétariat de l'Afrique du Nord
rattaché à l'Intérieur.*

M. Morinaud proposait un Sous-Secrétariat d'Etat consacrant son action uniquement à l'Afrique du Nord, rattaché à l'Intérieur, acheminement vers un Ministère unique de l'Intérieur et de l'Afrique du Nord.

*5° Secrétariat administratif permanent
rattaché à la Présidence du Conseil.*

Le Conseil Général d'Oran réuni en 1936 émettait le vœu suivant qui paraissait bien plus près des réalités : « Considérant le manque de cohésion de la politique économique et sociale de la France dans nos trois colonies de peuplement de l'Afrique du Nord, considérant la nécessité d'établir un rapport constant entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, pour leur développement harmonieux dans l'intérêt national, émet le vœu que soit institué à Paris, à défaut d'un Sous-Secrétariat d'Etat, un grand Secrétariat administratif permanent,

rattaché à la Présidence du Conseil pour l'étude des problèmes nord-africains. »

A cette même solution se ralliait M. Roux-Fressineng, Sénateur d'Oran.

L'harmonie entre les directives doit résulter du bon accord entre les ministères intéressés. « S'ils ont quelques divergences de vues, il n'est qu'un arbitre, un seul, qui puisse mettre fin au conflit : c'est le Président du Conseil ; sans doute pour faciliter en ce cas la solution, il est loisible de recourir à une Commission ou à une Conférence composée d'hommes particulièrement compétents, afin de procéder à une étude approfondie de l'affaire. »

*6° Haut-Commissariat de l'Afrique du Nord
ou Ministère de l'Afrique du Nord.*

Parfois on a suggéré la création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique du Nord, soit organisé comme une inspection de l'administration nord-africaine, soit superposé aux Gouverneur et Résidents, ou même d'un Ministère de l'Afrique du Nord (1) qui aurait eu l'inconvénient de participer à l'instabilité ministérielle et de n'ajouter qu'un nouveau portefeuille aux autres portefeuilles. Cette solution ne résoudrait d'ailleurs qu'à demi la question ; le bloc français en Afrique est un tout indivisible. Le Ministre uniquement chargé de gouverner de Paris l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, serait bien vite tenté, pour grossir son importance, d'administrer l'Afrique du Nord. Le Gouverneur Général et les

(1) M. Bluysen en 1903 déposait une proposition de loi en ce sens.

Résidents verraient leurs pouvoirs, et par suite leur autorité, diminuer d'autant.

M. Viollette, quant à lui, souhaite le fractionnement du Ministère des Colonies, l'article unique du chapitre vi de sa proposition de loi relative au centenaire de l'Algérie est ainsi rédigé : « Il est créé un Ministère de l'Afrique. L'Algérie est rattachée au Ministère de l'Afrique. Le Ministère serait formé de personnalités spécialisées et compétentes, auxquelles seraient soumises, pour décision, toutes les affaires dont le Gouverneur ne pourrait avoir la maîtrise complète (1). »

7° Rattachement à un Ministère de la France d'Outre-Mer.

Pourtant, une autre solution était souvent proposée. En France, depuis que le Ministère de l'Algérie et des colonies avait été supprimé, le 24 septembre 1860, on avait souvent envisagé la réunion en une seule main de tous les services de la France extérieure.

M. Hamel proposait en 1893 de rétablir le Ministère de l'Algérie et des Colonies. Pourtant, l'année suivante le Parlement créait par une loi le Ministère des Colonies, et laissait l'Algérie sous la dépendance du Ministère de l'Intérieur. De nombreuses protestations s'élevèrent (cf. *Réunions des Etudes Algériennes de 1894*).

Depuis, l'idée est revenue périodiquement se poser à l'opinion. On commençait à se rendre compte que l'Afrique du Nord représentait une communauté d'intérêts, au sein de l'empire colonial français. Depuis le début du siècle, tous les hommes qui ont fait autorité en matière coloniale n'ont cessé de le soutenir.

(1) M. Viollette, *L'Algérie vivra-t-elle ?*

Dès 1896, M. Eugène Etienne, dégageant le rôle considérable de l'Algérie, affirmait qu'il lui fallait pour la diriger un ministre qui connaisse les affaires coloniales et qui les réunisse toutes dans sa main, et un Gouverneur Général à pouvoirs étendus, rattaché au Ministère des Colonies. »

En 1903, la Commission du budget, par la voix du rapporteur des Colonies, M. Dubief, invitait le Gouvernement à préparer « une réforme » qui devait rencontrer une adhésion unanime dans le parti colonial.

En 1904, M. Puech, Rapporteur de la Tunisie ; en 1905, M. Le Hérissé, Rapporteur des Colonies, émettaient un avis identique.

Dès, 1908, M. Roume, dans un discours à l'Ecole Libre des Sciences Politiques, montrait les dangers que nous amènerait une politique incohérente vis-à-vis de l'Islam africain. « Pour prévenir ces dangers, concluait-il, je crois que l'impulsion générale indispensable ne peut être donnée que par un Ministre unique : celui de l'Algérie et des Colonies ; les événements en montreront le caractère inéluctable. »

La guerre de 1914 allait justifier les paroles prophétiques de M. Roume. Sous l'empire des nécessités, M. Maginot, comme il le rappelait le 26 novembre 1929 à un déjeuner de l'Institut Colonial, avait pris en 1917 le titre de Ministre des Colonies et de l'Afrique du Nord. La paix revenue, toutes les leçons de l'expérience furent oubliées ; la question se reposait de nouveau devant l'opinion et soulevait des polémiques multiples. Les adversaires du projet faisaient intervenir et des arguments de droit international et des raisons de pur droit interne.

On ne peut, disait-on, intégrer les deux protectorats, Tunisie et Maroc, au Ministère des Colonies. Les traités de 1884 et 1912 rattachant les deux provinces extrêmes de l'Afrique du Nord aux Affaires Etrangères, la seule volonté métropolitaine ne peut changer le statut né des conventions. Ces arguments, d'ailleurs soulevés dans la presse métropolitaine, trouvaient de chauds partisans à l'étranger. *L'Azione Coloniale* ne se faisait pas faute d'écrire que la France préparait l'annexion de la Tunisie au mépris des droits italiens.

A la réflexion, l'argument était sans grande valeur. Notre histoire coloniale nous offre des précédents. En 1885, au lendemain de la signature de la paix avec la Chine, on constitua au Quai d'Orsay un bureau pour administrer les protectorats de l'Annam et du Tonkin. Mais bientôt appelé à se prononcer sur les affaires les plus dissemblables, sans avis compétent pour l'éclairer, ce bureau s'effraya lui-même des improvisations qu'on lui demandait. Systématiquement il se perdit en réponses dilatoires. Le 17 octobre 1887, un décret rattachait à l'administration des colonies le protectorat de l'Annam et celui du Tonkin, groupés avec la Cochinchine et le Cambodge en un Gouvernement Général de l'Indochine. Il est vrai que pour l'Annam il n'y a rien de comparable à l'acte d'Algésiras ; mais le moyen Congo est pourtant, quoique grevé lui aussi d'hypothèques internationales, rattaché au Ministère des Colonies. Au reste, le Ministère des Affaires Etrangères se réserverait l'exécution des traités, et l'union de notre territoire d'Outre-Mer ne regarde que la France.

Les objections quant à l'Algérie se plaçaient sur un autre terrain. Intégrer l'Afrique du Nord à cet organis-

me nouveau marquerait, pour nos trois départements d'Outre-Mer, un recul de cinquante ans; or ceci est, écrit M. Pierre de Warren, une erreur de principe et une illusion. « Erreur de principe, car l'Algérie ne peut s'isoler ni de l'Afrique du Nord, ni de la France extérieure; c'est le plus beau fleuron du domaine d'Outre-Mer français et il est bien d'Outre-Mer par son organisation autant que par sa situation. En effet, elle a à sa tête un Gouverneur Général; ses délégations financières, son budget autonome, son organisation communale, lui sont particuliers. Un bloc indigène de 6 millions d'individus domine en nombre une population européenne dirigeante qui atteint environ le million. »

C'est, de plus, une illusion car le ministère unique serait avant tout le Ministère de l'Algérie. Notre grande possession aurait la première place, une place digne d'elle, qu'elle n'a pas actuellement auprès des Pouvoirs Publics. Au Ministère de l'Intérieur, elle n'est représentée que par la plus faible des Directions (M. Duchène n'hésite pas à parler de l'autorité nominale d'une Direction sans force) que récemment le Sénat a tenté de supprimer, et elle dépend de tous les autres Ministères où on la relègue naturellement au deuxième plan pour ses services techniques, qu'il s'agisse d'agriculture, de travaux publics ou d'enseignement.

C'est malheureusement aussi le cas du Maroc et de la Tunisie, le Ministère des Affaires Etrangères institué pour suivre des questions de politique générale et de négociations ne pouvant avoir près de lui aucun des organismes nécessaires à une œuvre de progrès intérieur et social et de développement économique.

Si ce projet avait de farouches détracteurs, il était par contre vigoureusement défendu ; des hommes de tous les partis en réclamaient la création rapide. Le Sénat le 27 février 1920 vote l'ordre du jour de M. Lucien Hubert : « Le Sénat invite le Gouvernement à éviter enfin, spécialement en Afrique, toute dispersion d'efforts, grâce à une meilleure concentration des moyens d'action budgétaires, politiques et techniques. »

M. Sarraut recevant, au début de 1920, le portefeuille des Colonies, comprenant la nécessité de l'unité qui pouvait seule permettre la mise en valeur des colonies, fit réunir une Commission présidée par M. Robert David, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et chargé des affaires algériennes. Cette assemblée, où étaient représentés tous les ministères intéressés, se rallia autour de l'idée d'un Ministère de la France extérieure. Aucune suite ne fut donnée aux vœux de cette Commission.

M. Maginot, Ministre des Colonies, rappelait en 1929 qu'il avait rempli, rue Oudinot, pendant la guerre, les fonctions de Ministre des Colonies et de l'Afrique du Nord. Il notait qu'à cette époque le Général Laperrine commandait seul le Sud algérien, les confins oranais, une partie des territoires de la Mauritanie et du Niger.

« J'ai toujours considéré, déclarait-il, que notre Afrique du Nord devait être rattachée au département chargé d'administrer nos possessions de l'Afrique Occidentale et de l'Afrique Equatoriale. Je pensais, et je pense encore, qu'il n'y a qu'un seul Islam, que notre Afrique Méditerranéenne et notre Afrique Centrale ont des intérêts communs, qu'entre elles il doit exister des relations incessantes... C'est vous dire que je serais assez tenté... de faire un effort pour rétablir le Ministère des

Colonies dans la forme où je l'ai laissé en 1917, et réaliser — le mot a déjà été prononcé — ce Ministère de la France extérieure dont il n'y aurait aucune bonne raison d'exclure notre France nord-africaine. »

Les opinions parlementaires se joignaient aux discours ministériels.

M. Candace réclamait la constitution d'un Ministère de la France extérieure, ayant la responsabilité de la direction de tout notre empire colonial, et qui pourrait, au point de vue administratif, se constituer sur le modèle du Ministère anglais des Colonies. Le Ministre a la haute main sur l'ensemble des affaires coloniales ; il en a la vraie direction politique ; il est assisté dans ses fonctions de deux Secrétaires d'Etat, administratif et politique, pour ainsi dire inamovibles.

M. Taittinger, dans un interview qu'il donnait récemment, déclarait qu'il était paradoxal de voir qu'une Commission unique, tant à la Chambre qu'au Sénat, était chargée d'étudier toutes les questions coloniales alors que trois ministères principaux s'occupaient de notre empire. La constitution d'un ministère unique présenterait des avantages certains, tant au point de vue de la simplification des services qu'en ce qui concerne l'unité de vues et d'action.

D'après les bruits qui couraient avant le 1^{er} juin 1936, M. Blum envisageait la création de deux Sous-Secrétariats d'Etat : Afrique du Nord et Colonies, qui auraient constitué, sous la direction d'un seul Ministre, le Ministère de la France extérieure.

Citons, pour terminer ce tour d'horizon des opinions, un article de M. G.-J. Stotz dans la *Voix des Colons* du 6 août 1928, où il constate la situation curieuse, in-

décise de l'Algérie entre la métropole et les colonies, situation qui lui vaut tous les inconvénients sans aucune contre-partie et il conclut ainsi : « Comment en serait-il autrement pour l'Algérie, avec la persistance d'un système administratif qui continue à faire dépendre son sort de tant de ministères différents, dont la plupart ne savent même pas si elle existe et dont aucun n'a en tout cas la responsabilité de ses destinées.

« Que conclure, sinon qu'un seul Ministre ayant au sein du Gouvernement, seul la charge et la responsabilité des intérêts de l'Algérie, ceux-ci seraient mieux défendus. »

SECTION II

Les Adversaires de l'Unité.

Est-ce à dire que l'opinion est unanime, que sous des formes différentes on désire partout l'unité nord-africaine ? Il n'en est rien et les critiques que nous avons relevées tout à l'heure quant à la constitution d'un Ministère de la France extérieure sont pareillement portées contre les autres réformes proposées.

M. Maurice Ordinaire, dans le *Maroc Politique, Economique et Financier*, tout en reconnaissant la nécessité d'une union plus étroite, demeure sceptique quant aux résultats que produirait un nouveau ministère. Il craint la prédominance de l'Algérie, disposant de représentants au Parlement, et les protestations des états protégés, ainsi que des pays qui ont dans nos protectorats des intérêts économiques.

Redoutant les à-coups de brusques réformes et le néant des lois à grand apparat, il prône la méthode an-

glaise dont s'est inspiré le Commonwealth australien, c'est-à-dire une adaptation coutumière des trois parties de l'Afrique du Nord à un système commun superposé aux trois territoires. Puis, quand ils se seraient accoutumés à penser en commun, dans l'intérêt général, la métropole viendrait alors à consacrer l'unité de fait.

M. Léon Baréty, Président du Groupe Parlementaire Tunisie-Maroc, va encore plus loin. Il est hostile à une unification de l'Afrique du Nord ; il ne pense pas même qu'une unité de direction soit souhaitable, fondant son opinion sur sa documentation personnelle. Il redoute une tunisification du Maroc, et une unification qui malgré les ressemblances physiques et raciales, la proximité géographique, ne pourraient que nuire à notre Afrique du Nord.

Seule une liaison économique paraît souhaitable et urgente ; toute unification politique tendrait à une assimilation contraire à la lettre des traités que nous avons passés avec nos deux protectorats.

SECTION III

Conclusion.

Si toutes ces opinions marquent des divergences plus ou moins notables, il existe entre elles un certain nombre de points communs que nous allons dégager :

On souhaite :

1° Un organisme coordonnateur capable de gouverner, sans administrer, d'unir sans unifier, de dégager de grandes directives, destinées à atténuer les particu-

larismes locaux que pourraient accentuer des intérêts contraires ;

2° Un organisme stable, dégagé de toute préoccupation politique, formé d'hommes choisis pour leur compétence et non pas dans une fraction déterminée de la majorité politique ;

3° Un organisme d'arbitrage supérieur, rattaché à la Présidence du Conseil, qui se réunirait à dates fixes ; une institution et non un événement ;

4° Un organisme fortement documenté, capable de nous donner une politique musulmane, sans laquelle nous ne vivons que d'expédients qui nous conduisent à toutes les aventures.

A ces vœux multiples ont répondu des essais d'organismes coordonnateurs. Les uns furent rapidement voués à l'échec, les autres aboutirent à des solutions positives. Nous allons étudier successivement, dans l'ordre chronologique, les uns et les autres de ces « spectacles impériaux » ; nous montrerons à mesure leurs faiblesses, l'insuffisance de leurs moyens ou la mauvaise volonté des hommes. Puis, après avoir parcouru ces étapes plus ou moins longues, nous en arriverons au système actuel qui innove en la matière.

CHAPITRE II

LES ORGANISMES DE COORDINATION ANTÉRIEURS AU HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN ET DE L'AFRIQUE DU NORD

SECTION I

La Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes.

§ 1. — LA COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE.

Le 5 avril 1911, un débat s'ouvrait à la Chambre des Députés, à propos des événements du Ouadaï. M. Leygues intervint pour souligner la carence de la France, en matière de politique musulmane. M. Messimy, Ministre des Colonies, s'associa à ces paroles. Voici le texte de la proposition de résolution présentée par M. Félix Chautemps et qui fut adoptée : « La Chambre invite M. le Ministre des Colonies à organiser, d'accord entre les différents services intéressés, un service civil d'informations musulmanes, en vue d'assurer à notre politique africaine et plus particulièrement saharienne, l'unité de direction qui est la condition nécessaire de son succès. »

Le Ministre des Colonies entra en relations avec le Ministre des Affaires Etrangères et avec le Gouverneur

Général d'Algérie, pour qu'un service commun soit créé, dans lequel seraient représentés tous les éléments musulmans de notre empire africain, ainsi que les départements ministériels intéressés. Ce service ne coûterait rien et serait seulement un organe d'études, composé de fonctionnaires se réunissant hebdomadairement ou mensuellement pour étudier les questions communes.

Un décret du 25 juin 1911 institua une Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes qui devait être « moins un service d'informations qu'un organe destiné à rechercher les directions générales à donner à notre politique, vis-à-vis des populations musulmanes avec lesquelles nous sommes en contact, et la solution des affaires musulmanes communes aux différents ministères s'occupant de ces questions ».

Cette Commission comprenait :

1° Trois Membres du Gouvernement :

Le Ministre des Affaires Etrangères (Président),
Le Ministre des Colonies,
Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

2° Huit Représentants des départements intéressés :

Un Représentant de la Sous-Direction du Levant
au Ministère des Affaires Etrangères,
Un Représentant de la Sous-Direction Europe-
Afrique au Ministère des Affaires Etrangères,
Un Représentant de la Sous-Direction de l'Afri-
que au Ministère des Colonies,
Un Représentant de la Direction de l'Algérie au
Ministère de l'Intérieur,
Un Représentant de la Section d'Afrique au Mi-
nistère de la Guerre,
Un Représentant de l'Algérie,

Un Représentant de l'Afrique Occidentale Française,

Un Représentant de l'Afrique Equatoriale Française.

Le décret prévoyait une réunion mensuelle obligatoire et, quand les circonstances l'exigeaient, des sessions extraordinaires.

La première réunion a eu lieu le 23 novembre 1911. Les études, principalement sahariennes au début, ont peu à peu évolué. Le centre des préoccupations s'est déplacé vers le nord. « L'importance des problèmes d'intérêt général, immédiatement actuels, qui se sont posés depuis 1911 a constamment attiré vers le nord, exactement vers le nord-est, une activité d'abord infra-soudanaise. Peu à peu, à travers le Sahara, les problèmes sont devenus plus particulièrement soudanais, puis sahariens. Ils sont aujourd'hui plus particulièrement nord-africains, sans que cette orientation implique le moins du monde qu'il faille négliger les difficultés plus méridionales. »

Pendant la guerre de 1914-1918, on avait multiplié les réunions et la Commission Interministérielle avait joué un rôle considérable. Un décret du 30 novembre 1918 en modifiait la constitution ; sous cette nouvelle forme, elle comprenait :

1° Le Ministre des Affaires Etrangères,

Le Ministre des Colonies,

Le Ministre ou le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur ;

2° Pour chacun de ces trois ministères, quatre représentants au plus ;

3° Des personnalités convoquées par la Commission,

ayant voix consultative et chargées, à raison de leur compétence, d'éclairer sur certaines questions les membres de droit.

Une nouvelle modification devait intervenir par suite du décret du 16 décembre 1931. Le Ministre de la Guerre et quatre membres nommés par lui étaient appelés à siéger.

La Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes fut rattachée à la Présidence du Conseil, par décision du Conseil des Ministres du 18 février 1935 et sa présidence dévolue au Président du Conseil par décret du 23 février 1935 publié simultanément avec le décret organisant le Haut Comité Méditerranéen.

§ 2. — COMITÉ CONSULTATIF MUSULMAN ALGÉRIEN

Jusqu'à la signature du décret du 16 décembre 1931, aucun membre indigène n'avait été admis dans la Commission. De nombreux projets pourtant avaient été défendus. M. Briand, le 10 décembre 1915, répondant au vœu contenu dans une lettre que lui adressaient le 25 novembre 1915 MM. Clemenceau, Président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, et Leygues, Président de la Commission des Affaires Extérieures de la Chambre des Députés, prenait l'initiative d'un projet de loi, tendant à la désignation de Conseillers légistes musulmans auprès de la Commission Interministérielle.

Pour les mesures à caractère général pouvant intéresser par la suite, disait-il, le statut personnel ou les grands intérêts matériels et moraux des sujets, les membres du Gouvernement ne peuvent recueillir auprès des

intéressés l'impression qu'éveilleront en eux les mesures projetées ; il y a donc lieu d'organiser dans une certaine mesure une représentation des indigènes auprès du pouvoir central.

La Commission Interministérielle verrait ainsi son autorité renforcée en Afrique du Nord et deviendrait le conseiller naturel du Parlement ou du Gouvernement, toutes les fois que des mesures d'ordre législatif ou réglementaire intéresseraient le statut ou toucheraient aux intérêts nord-africains.

Le projet de loi envisageait de faire nommer par le Gouverneur (devant l'impossibilité de s'en référer au mode électif) quatre Conseillers légistes représentant respectivement l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et l'Afrique Occidentale Française. Chacun serait originaire du pays qu'il aurait à représenter. Les candidats seraient des « docteurs en lois musulmanes » âgés de plus de quarante ans, et ayant exercé pendant dix ans au moins dans la colonie ou le protectorat des fonctions de judicature, d'une science reconnue, et jouissant d'une autorité morale indiscutable.

La Commission Interministérielle devrait obligatoirement demander une consultation du ou des délégués intéressés sur tout projet ou proposition de loi, de décret ou de règlement.

M. Clemenceau, devant le loyalisme dont avaient fait preuve les Nord-Africains au cours de la guerre, considérant comme nécessaire de donner aux indigènes la possibilité de faire entendre leurs intérêts, déposait en tant que Président du Conseil, le 30 janvier 1918, un projet tendant à adjoindre à la Commission Interministérielle des membres « choisis ».

En 1918, M. Ceccaldi, député, réclamait la représentation des indigènes dans un Conseil analogue au Conseil des Indes et siégeant à Paris. Ce Conseil dans lequel seraient entrés, bien entendu, des membres français nommés par le Gouvernement, se serait adjoint six indigènes élus. Il aurait été consulté obligatoirement sur tous les projets de loi intéressant l'Afrique du Nord.

En juillet 1931, M. Maurice Viollette, sénateur, déposa sur le bureau du Sénat une proposition de loi où il énumérait les réformes, qu'il lui paraissait nécessaire d'introduire à l'occasion du Centenaire de l'Algérie. Il suggérait de « constituer à Paris, près du Ministre de l'Intérieur, un Comité consultatif musulman algérien, composé de trois membres par département, nommés au scrutin de liste pour quatre ans, par un Collège composé de tous les Conseillers Municipaux indigènes, de tous les membres des djemaas et de tous les indigènes justifiant la possession du certificat d'études primaires. » Ce Comité, dans la pensée de M. Viollette, aurait été consulté par le Ministre ou les Commissions compétentes de la Chambre et du Sénat, sur les projets intéressant les Musulmans d'Algérie et aurait pu formuler lui-même tous les vœux qui lui auraient paru convenables.

Si tout le monde à peu près se trouvait d'accord sur la nécessité, l'opportunité de donner aux Musulmans l'occasion d'émettre leurs vœux, deux clans s'opposaient irrémédiablement quand il s'agissait de définir le mode de représentation. Choix ou élection ? C'est la première solution qu'adopta le Gouvernement. Malgré l'opposition des Fédérations des Elus musulmans d'Alger, d'Oran, et de Constantine, le décret du 16 décembre 1931 consacrait la solution qu'avait préconisée M. Clemenceau en 1918.

La Commission Interministérielle était chargée, aux termes de l'article 8 du décret précité, « d'étudier, avec l'adjonction d'indigènes musulmans algériens, toutes les questions intéressant le statut personnel de ceux-ci et touchant à leurs intérêts moraux ou religieux ».

L'article 9 du décret fixe les modes de nomination et de recrutement : les membres musulmans sont nommés par décret du Ministre de l'Intérieur, pris sur proposition du Gouverneur Général. Leur nombre est fixé à cinq, parmi lesquels trois membres indigènes des Délégations financières ou du Conseil Supérieur, dont un kabyle, un représentant des Territoires du Sud, un spécialiste des questions juridiques et religieuses choisi soit parmi les professeurs indigènes des médersas, soit parmi les magistrats musulmans. Ils n'assistent pas aux séances ordinaires de la Commission, mais sont tenus de venir à la réunion spéciale des Affaires Algériennes à laquelle se joint alors un juriste français, d'une compétence reconnue en droit musulman.

Les premiers représentants indigènes, nommés par le décret du 8 avril 1932, comprirent deux délégués financiers de la section arabe, un de la section kabyle, le khalife de Laghouat, en tant que représentant des Territoires du Sud, et le cadi de Tlemcem comme spécialiste des questions juridiques et religieuses.

Les délibérations de la Commission faisaient l'objet d'un procès-verbal strictement confidentiel, transmis toutefois aux Représentants de la France dans les colonies, les protectorats, et à l'étranger. Un communiqué laconique était publié ; citons-en deux à titre d'exemple :

a) La Commission Interministérielle des Affaires Mu-

sulmanes s'est réunie en session algérienne à l'Hôtel Martignon, sous la présidence de M. Gout, Ministre plénipotentiaire. L'ordre du jour comprenait, d'une part, l'examen de la situation juridique des mineurs musulmans algériens, spécialement en ce qui concerne l'âge de la majorité et l'organisation de la tutelle ; d'autre part, la protection de l'enfance moralement abandonnée ou coupable.

b) La Commission Interministérielle s'est réunie hier en session spéciale, avec l'adjonction de ses membres musulmans algériens. Elle a examiné diverses questions d'ordre économique, notamment le statut des sociétés indigènes de prévoyance, l'organisation du fond commun des douars, et l'enseignement professionnel et artisanal des indigènes.

Des critiques ont mésestimé la réforme. On a reproché le système de la nomination par l'administration, juge et partie en l'occurrence, ce qui peut faire croire à tort ou à raison que l'on a seulement voulu amener à l'Assemblée une « cohorte disciplinée de Beni oui-oui ». C'est alors que le Gouvernement Laval, succédant au Gouvernement Flandin, responsable du décret Régnier si contesté dans son principe, décida d'appeler non seulement des membres nommés, mais des membres élus, choisis par les milieux mêmes dont ils doivent faire entendre la voix. Le décret du 1^{er} septembre 1935 admit, à côté de cinq Musulmans nommés par décret, cinq élus à raison de deux par les délégations financières (section arabe et kabyle) et de trois par les membres indigènes des Conseils Généraux formant un collège électoral unique. Un arrêté du Gouverneur Général du 17 septembre 1935 détermina la procédure des

élections ; elles eurent lieu le 1^{er} octobre et furent l'objet d'un recours en Conseil d'Etat, parce qu'elles avaient été faites en application d'un décret, non encore publié au *Journal Officiel*, à la date du 1^{er} octobre 1935. Un décret du 24 octobre 1935 enregistra les résultats de la consultation électorale et renouvela la représentation désignée par le Gouvernement, à l'exception du khalife de Laghouat.

Le décret du 1^{er} septembre 1935 modifie parallèlement les attributions de la session algérienne. Son objet n'est plus seulement limité aux questions intéressant le statut personnel des indigènes et leurs intérêts moraux ou religieux, mais englobe toutes les questions intéressant les Musulmans algériens.

§ 3. — CRITIQUES ADRESSÉES
A LA COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE
DES AFFAIRES MUSULMANES.

La Commission Interministérielle a été l'objet de grands éloges, de la presse spécialisée. *L'Afrique Française*, à plusieurs reprises, a insisté sur le grand rôle qu'elle pourrait jouer : « Un Ministère est un édifice lourd, très coûteux, trop coûteux ; il faut un organisme beaucoup plus souple, plus léger, pour la politique musulmane qui est quelque chose de très particulier. Cet organisme existe sans qu'on paraisse s'en douter : c'est la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes qui, semble-t-il, n'a pas trop mal fonctionné pendant la guerre » (*Afrique Française*, 1921, S 206). « L'innovation édictée par le décret du 16 décembre 1931 a donné d'excellents résultats ; elle a permis des

contacts fructueux et des études précieuses » (*Afrique Française*, 1935). « Nul doute que le geste du Gouvernement ne soit hautement apprécié par les Français musulmans de notre grande colonie. »

Pourtant les critiques n'ont pas été ménagées. On a parlé de séances académiques, de discussions platoniques. On lui a reproché son esprit bureaucratique. Ses partisans même demandaient de lui adjoindre quelques routiers des terres musulmanes, capables de lui apporter quelques-unes de ces vérités « résultant d'une documentation humaine qu'on ne peut acquérir dans les bureaux des ministères, et qui sont la moelle de choses dont la diplomatie doit fabriquer l'enveloppe et assurer le fil conducteur ».

M. Messimy, créateur de la Commission, n'était pas moins amer. Il rappelait à la tribune les raisons du décret du 25 juin. « Votre rapporteur, disait-il, a jadis fait créer une Commission, sous la Présidence du Ministre des Affaires Etrangères et la Vice-Présidence du Ministre des Colonies. Vain effort ! Jamais aucun des chefs de ces départements n'a trouvé le loisir de s'y rendre ; les principes directeurs de notre politique musulmane africaine continuent, malgré les efforts très méritoires de quelques fonctionnaires, à chercher où trouver racine. »

La Commission apparaissait donc comme insuffisante et on lui reprochait généralement de ne pas gouverner ; mais on se contentait de la traiter comme une chose inutile. En 1934, à la session de mai, elle étudia l'usage du droit de parole dans les mosquées algériennes, le régime de la presse, et la réglementation de l'enseignement libre de la langue arabe, ce qui provoqua une vive

émotion. De nombreux meetings se tinrent en Algérie ; la population de Constantine, au nombre de 10.000 environ, manifesta contre « les provocations du Gouvernement Général, et particulièrement contre celle qui fait intervenir la vieille Commission Interministérielle, sans mandat et sans compétence, pour porter atteinte à l'organisation de l'enseignement de l'arabe en Algérie, à la jouissance des mosquées par les adeptes, et à la liberté de la presse islamique de langue française ».

De nombreux télégrammes s'accumulèrent sur le bureau du Ministre, reprochant aux membres indigènes d'agir sous l'inspiration des Affaires Etrangères, parlant d'initiative néfaste, de Commission non qualifiée. *L'Humanité*, le 28 mai, commente « ces mesures d'oppression ». Un tract distribué le 19 à Alger appelait à la grève générale contre les « traquenards » et « trahisons de la Commission Interministérielle autant qu'incompétente ». L'Etoile Nord-Africaine et *El Ouma* organisent une réunion à Paris ; bien que défendue elle se tient secrètement et vote à l'unanimité un ordre du jour où l'on trouve ce vœu : La dissolution de la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes.

L'Administration jugea nécessaire de calmer l'opinion par un communiqué le 25 mai suivant :

« Des informations inexactes ont été répandues dans les milieux indigènes, tendant à fausser l'opinion au sujet de la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes qui s'est réunie récemment à Paris, et aux travaux de laquelle les membres algériens ont participé.

« Les bruits ainsi lancés ne reposent sur aucun fondement en ce qui concerne le culte musulman. La Commission dans laquelle sont représentés les Ministères des

Affaires Etrangères, de l'Intérieur, des Colonies et de la Guerre, s'est bornée à constater que les mêmes règles sont suivies dans tous les pays musulmans, où s'exerce l'action de la France et que ces règles, inspirées du respect intégral de la religion islamique, sont d'ailleurs en concordance complète avec la doctrine et l'histoire musulmane.

« Pour ce qui est de l'enseignement officiel de la langue arabe, la Commission a exprimé l'opinion que cet enseignement devait être développé et que l'initiative locale prise à cette occasion par l'administration de l'Algérie méritait d'être suivie pour l'augmentation du nombre des emplois de mouderrés dont il paraît nécessaire de doter tous les principaux centres indigènes de l'Algérie. Par ailleurs, il n'a pas été question de modifier le régime des écoles privées arabes soumises au droit commun tel qu'il résulte de la législation en vigueur.

« Quant à la question de la presse dans les colonies, pays de protectorat et sous mandat, l'attention de la Commission s'est portée uniquement sur les attaques pouvant être dirigées contre la souveraineté de la France. Cette mise au point a paru utile pour dissiper tous les malentendus. »

Le prestige de la Commission Interministérielle sortait fort amoindri de l'aventure. Il ne faut pas croire que la désignation des élus mit fin à cette campagne. On attaqua la représentation « restreinte » obtenue par un suffrage à deux degrés, le nombre des représentants, le maintien des « Beni oui-oui ». Les critiques les plus violentes furent portées par *El Ouma*, l'organe de l'Etoile Nord-Africaine, qui qualifia de traîtres tous les membres élus et nommés.

Du point de vue métropolitain les critiques n'ont pas été moins nettes. Au cours de la séance du 21 mars 1935, M. Violette déclara à la tribune du Sénat : « J'admire la candeur de ce Ministre qui a cru, sur la suggestion d'Alger, qu'en réunissant deux fois par an une soi-disant Haute Commission des Affaires Musulmanes, pour y discuter de choses aussi passionnantes dans le temps présent que celle de la majorité en droit hanéfite ou en droit malékite, on allait du coup combler de bonheur l'Algérie. Cette Commission s'est vite couverte de ridicule et s'est rendue intolérable, lorsqu'en 1934, elle donna un avis favorable à un projet de réforme, imaginé par l'administration, qui supprimait toutes les pauvres libertés appartenant aux Algériens. Ce fut une explosion d'indignation dans toute l'Algérie... et je me plais à reconnaître que les journaux européens et le *Républicain de Constantine*, lui-même, désavouèrent de la façon la plus nette la Commission et supplièrent le Gouvernement de ne pas donner suite à ses avis. »

Quand il s'agit de créer un organisme nouveau, le Haut Comité Méditerranéen, et de modifier l'organisation de la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes, on demanda aux différents ministères intéressés de formuler leur avis. Le Ministre de l'Intérieur consulté, répondit que selon lui la Commission Interministérielle rattachée à la Présidence du Conseil ferait double emploi avec le Haut Comité, que les mêmes membres y siègeraient et qu'elle pourrait être avantageusement supprimée car elle présentait l'inconvénient de ne pas s'assurer la présence des Gouverneurs et des Résidents Généraux :

« Elle se réunit une fois par mois et groupe quelques

fonctionnaires qui échangent des vues et émettent des vœux. Les Ministres n'y viennent jamais ; c'est un comité consultatif sans action... La séance algérienne est de pure forme, sans décision sérieuse. Le Comité Méditerranéen doit recevoir les attributions de cette Commission. Si on l'estime utile, on peut maintenir l'audition des indigènes musulmans une fois par an, sauf à voir si le régime des protectorats marocain et tunisien, ne permettrait pas d'y adjoindre des indigènes de ces deux pays. Pour ma part, je préférerais la suppression complète de cette représentation musulmane indigène en remarquant d'ailleurs qu'il existe au Gouvernement Général de l'Algérie un Comité consultatif des affaires musulmanes, où les indigènes sont entendus. »

§ 4. — DÉCRETS DU 23 FÉVRIER 1935 ET DU 14 AVRIL 1937.

La Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes a été maintenue par le décret du 23 février 1935, à condition qu'il lui serait apporté des modifications, qui la mettrait en harmonie avec le Haut Comité Méditerranéen. Elle demeurerait donc comme organe intersessionnel et devait continuer à examiner l'évolution des questions. Prise par la routine, elle ne put devenir l'instrument vivant, actif, que l'on souhaitait. En fait, malgré les textes, elle avait conservé son autonomie. Le Président du Conseil qui en droit la présidait, n'était consulté, ni sur son ordre du jour, ni sur la date des sessions. Le secrétariat administratif était assuré par le Ministère des Colonies (Direction politique 2^e bureau). Aucun contact n'existait avec le Haut Comité ; c'est pourquoi le décret du 14 avril

1937 décidait sa suppression et la création d'une Commission d'Etudes rattachée au Haut Comité. En fait avec quelques modifications la création nouvelle reproduisait les grandes lignes de l'organisme qui disparaissait. Une session algérienne avec l'adjonction des mêmes membres était également prévue.

SECTION II

Les Conférences Nord-Africaines.

Devant l'impossibilité de résoudre de Paris les problèmes créés par les particularismes locaux, le Maréchal Lyautey, alors Résident Général de France au Maroc, avait suggéré en 1918 la recherche d'une formule qui permit aux trois Gouverneurs de l'Afrique du Nord de se réunir périodiquement, pour étudier d'une manière précise, les possibilités de resserrer les liens qui doivent unir les trois pays.

M. Millerand, Président de la République, se ralliait à cette idée au cours d'un voyage en Afrique en 1922 et, le 6 février 1923 la première Conférence Nord-Africaine s'ouvrait à Alger. M. Steeg, Gouverneur Général de l'Algérie, à la séance d'ouverture, définissait en présence du Maréchal Lyautey, Résident au Maroc, et de M. Lucien Saint, Résident en Tunisie, quel devait être le but de ces réunions :

« Cet empire franco-africain, créé par nos armes, fécondé par notre labeur, n'est pas une entité historique, géographique, économique, homogène ; son territoire sur les cartes apparaît d'un seul tenant, mais les parties s'en

sont graduellement rattachées les unes aux autres et les formules techniques, administratives et coloniales s'y sont élaborées dans des conditions très diverses. Mais, à défaut d'unité encore impossible à réaliser, on peut, on doit associer ce que la nature des choses et les traités ne permettent pas d'unifier. »

Le Maréchal Lyautey s'associait à cet avis en ces termes : « Ainsi que vous l'avez si justement rappelé, la diversité des formules politiques, imposées par la nature, n'en commande que davantage l'intelligence des intérêts communs. » Sept Conférences devaient avoir lieu :

La première, à Alger en 1923, étudiait, entre autres, les questions sanitaires communes et émettait le vœu que des communications plus nombreuses s'établissent d'est en ouest. Des problèmes économiques et douaniers figurèrent principalement à l'ordre du jour de la réunion de Rabat de 1924. C'est à Tunis que les Résidents et le Gouverneur se réunissent en 1926. Envisagée primitivement pour 1925, la rencontre prévue n'avait pas eu lieu, par suite des événements malheureux dont notre protectorat du Maroc était le théâtre.

Pour la première fois, on assista à une Conférence Africaine, car le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française se fit représenter par M. Duchène, spécialiste des questions de colonisation et auteur d'un livre sur le Ministère des Colonies. On émit quantité de vœux sur les questions de communications.

Du 7 au 10 mai 1927, MM. Steeg (Maroc), Violette (Algérie), Saint (Tunisie) se réunissent à Alger. Rabat du 4 au 7 juillet 1928 abrite les travaux de la cinquième conférence ; quantité de points secondaires encombrant l'ordre du jour. Les réunions deviennent irrégulières ;

trop de questions figurent, dans le même état d'ailleurs, aux réunions successives. La sixième Conférence Nord-Africaine se tient à Tunis en 1930. La dernière eut lieu en 1933 à Rabat.

A quoi de positif ont abouti ces Conférences Nord-Africaines ou Africaines ? Elles ont montré ce qu'on savait déjà, que l'Afrique du Nord formait un bloc d'intérêts enchevêtrés ; mais quand on étudie d'un peu près les questions envisagées, on s'aperçoit que tous les grands problèmes, tous les points de friction, ont été écartés. Les groupements coloniaux qui, avec une admirable continuité de vue, ont, pendant un demi-siècle, réclamé en toute occasion la constitution d'un bloc africain, la chute des cloisons étanches, n'ont pas ménagé leurs critiques. On s'était bercé de tels espoirs à la naissance de ces Conférences ! Le Député Antonelli prétendait qu'elles n'étaient qu'une réunion académique de gens qui prenaient contact. Elles manquaient d'un arbitrage supérieur et ne constituaient pas l'organisme responsable, pouvant seul imposer des solutions qui devaient forcément léser dans l'intérêt général des intérêts particuliers. Les questions envisagées étaient, sans préparation préalable, étudiées en une semaine au plus de réunions quotidiennes coupées de réceptions et de discours. Citons, à titre documentaire, l'ordre du jour de la Conférence qui se déroula à Rabat du 4 au 7 juillet 1928 :

1° Finances : Application du régime du transit international aux transports effectués sur la ligne ferrée Casablanca-Tunis. Point de départ de l'année budgétaire. — Transit des sucres entre l'Algérie et le Maroc. — Rentrée en franchise en France des automobiles de

marque française en provenance du Maroc et Tunisie. — Relations douanières entre l'Algérie et la Tunisie pour l'application des législations sur le régime des pensions des fonctionnaires de l'Etat. — Régime douanier des confins algéro-marocains.

2° Agriculture. — Commerce. — Colonisation et Tourisme : Police sanitaire des végétaux dans les régions sahariennes et lutte contre les maladies du palmier-dattier. — Politique générale de l'alfa. — Liaison entre les établissements de recherches agronomiques des trois gouvernements. — Etude d'un programme cotonnier commun. — Règles d'attribution des lots de colonisation. — Transhumance du bétail au delà des frontières. — Répression des fraudes du commerce des laines. — Etude de la valeur agricole et industrielle des céréales. — Amélioration des qualités lainières du troupeau sain nord-africain. — Tourisme. — Etablissement d'une statistique trimestrielle des importations et exportations, analogue à celle publiée par l'Algérie. — Mise en harmonie des statistiques d'importation et d'exportation d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, avec la statistique métropolitaine. — Etablissement d'un programme commun de participation aux expositions, foires et concours organisés en France et à l'étranger. — Organisation éventuelle de concours agricoles communs aux trois gouvernements. — Dispositions à prendre en Algérie et en Tunisie, en vue d'éviter l'avilissement des cours des dattes d'exportation sur le marché de Marseille. — Mission d'études de la biologie des acridiens. — Exportation des primeurs nord-africains en France. — Visite des animaux importés à la frontière algéro-tunisienne.

3° Travaux publics. — Postes et Télégraphes. — Che-

mins de fer : Relations ferrées directes et rapides entre l'Algérie et la Tunisie. — Relations maritimes et commerciales entre l'Algérie, le Maroc et l'A. O. F. — Colis agricoles de 40 kilos au minimum. — Création d'un tarif de transports G. V. commun aux compagnies de chemins de fer et de navigation. — Liaison postale aérienne entre l'Algérie, le Maroc, le Sénégal et le sud Amérique. — Service de la navigation aérienne en Afrique du Nord et en A. O. F. — Organisation de la protection météorologique de la navigation aérienne. — Règlements relatifs à la sécurité. — Liaisons télégraphiques et téléphoniques entre les diverses possessions de l'Afrique du Nord, entre celles-ci et l'A. O. F. — Utilisation pour la traction des véhicules automobiles de l'alcool obtenu comme produit accessoire de la distillation des fibres d'agave.

4° Questions politiques et administratives : Commémoration du centenaire de la conquête de l'Algérie. — Participation des protectorats tunisien et marocain et de l'Afrique occidentale. — Participation à des organisations d'intérêt scientifique ou historique, d'assistance ou de propagande. — Liaison sanitaire. — Tuberculose. — Lutte contre la syphilis. — Prophylaxie de la fièvre jaune en Afrique du Nord. — Défense de l'Afrique du Nord contre le choléra. — Création à Alger d'un centre panafricain et renseignements épidémiologiques. — Rapports intellectuels et scientifiques. — Liaison entre les administrations de l'Instruction Publique en Afrique du Nord pour les nominations du personnel enseignant. — Réorganisation de l'enseignement de l'arabe en Afrique du Nord. — Organisation d'une exposition annuelle de peinture devant s'ouvrir successivement en

Tunisie, en Algérie et au Maroc. — Adaptation à l'Afrique du Nord des dispositions en vigueur dans la métropole en ce qui concerne l'immigration des travailleurs et le contrat de travail. — Exode des travailleurs indigènes algériens entre la métropole et application, au Maroc, en Tunisie, des formalités exigées à ce sujet par le décret du 4 avril 1926. — Accord de réciprocité entre l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, au sujet de l'imputation des frais d'assistance des indigents français dans les hôpitaux et hospices. — Pèlerinage de la Mecque.

5° Questions sahariennes : Police commune des confins sahariens. — Liaisons intersahariennes par automobiles et par avions. — Programme de recherche d'eau commun aux tribus algériennes et tunisiennes dans la région de Bir Romane et Fort Saint. — Abornement de la frontière entre Figuig et Oudjda.

SECTION III

Le Ministère de la France d'Outre-Mer.

Une autre réalisation devait disparaître quelques jours après sa création, non sans avoir soulevé d'orageuses polémiques. Ce fut le bref essai, du 1^{er} au 10 février 1934, du Ministère de la France d'Outre-Mer. Après avoir certifié qu'on ne saurait y intégrer les départements de l'Afrique du Nord, des communiqués peu clairs permettaient de se demander quelle était la solution véritable. Les parlementaires algériens, alarmés, se rendaient en délégation au Ministère et obtenaient l'assurance que

l'Algérie demeurerait rattachée à l'Intérieur. Un nouveau communiqué annonçait que M. Maxence Bibié, Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer, serait particulièrement chargé des Directions de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc. Nouvelle protestation des parlementaires qui furent reçus par le Ministre. Les deux parties reconnaissaient qu'il ne saurait être porté atteinte au statut de l'Algérie qui demeurerait à l'Intérieur. Le Ministère de la France Extérieure se réduisait donc à l'institution d'une direction commune de notre politique musulmane dans l'Afrique du Nord.

Bientôt les Nord-Africains de toutes opinions s'élevaient contre la création nouvelle, que d'aucuns accusaient d'être contraire à la constitution : le Ministère des Colonies, dont les attributions avaient été fixées par une loi de 1894, ne pouvant être modifié par décret. Mais le 10 février, tout rentrait dans l'ordre et M. Laval était nommé Ministre des Colonies.

Le bulletin du Comité de l'Afrique française, tirant les conclusions de cette improvisation, écrivait dans son numéro de mars 1934 : « Le Ministère de la France d'Outre-Mer fut seulement une tentative malheureuse et, présenté comme il l'a été, un acte anti-colonial au premier chef, contraire à l'objet même qu'il se proposait d'atteindre. »

Nous venons d'étudier trois tentatives nées dans l'enthousiasme qui, après un début prometteur, s'enlisaient peu à peu dans le fatras administratif et les intérêts politiques. Devant l'impossibilité d'aboutir à une solution, le Parlement avait dès 1920 adopté des solutions empiriques.

La Chambre des Députés appelée à réorganiser, en

1920, ses Commissions, décida, à la suite d'une vigoureuse intervention de M. Lorin, qu'une seule d'entre elles serait chargée d'étudier les questions de l'Afrique du Nord et des autres Colonies. Elle a donc formé la Commission de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats. Devant l'impossibilité d'obtenir une unité souhaitable, cette Commission, en février 1934, créait une Sous-Commission chargée spécialement des rapports de la métropole et de l'Afrique du Nord. En janvier de la même année, la Commission des Finances réunissait en un seul les trois rapports présentés à la Chambre sur les budgets tunisien, algérien et marocain.

SECTION IV

Vers un Haut Comité Méditerranéen.

§ 1. — RÉUNION DES MINISTRES INTÉRESSÉS AUX PROTECTORATS NORDS-AFRICAINS

En 1933, M. Ponsot, Résident Général de France au Maroc, persuadait M. Paul Boncour, Ministre des Affaires Etrangères, de demander à M. Sarraut, Président du Conseil, la réunion avec les Résidents en Tunisie et au Maroc de tous les Ministres des départements intéressés, directement ou indirectement, à ces protectorats.

Le 17 novembre se réunissaient, sous la présidence de M. Sarraut, les Ministres des Affaires Etrangères, de l'Intérieur, du Budget, de l'Agriculture, de la Guerre, le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale, les Résidents de Tunisie et du Maroc, les Chefs de Services des départements intéressés. Le 17 au soir, la Présidence

du Conseil annonçait que les problèmes de l'Afrique du Nord avaient été passés en revue et que des solutions précises avaient été envisagées, afin que les Résidents Généraux repartent au Maroc et en Tunisie avec les instructions et la confiance du Gouvernement. Des réunions semblables auraient lieu ultérieurement et des solutions d'ensemble devraient être prévues.

Un autre communiqué ajoutait un important commentaire :

« L'idée qui est à la base de cette initiative, c'est que de nombreuses questions qui intéressent tout particulièrement la France extérieure dépendent de plusieurs ministères, exemple : Affaires Etrangères, Intérieur, Finances, Agriculture, Economie Nationale, etc... Or jusqu'ici il arrivait souvent que la solution de ces questions fut envisagée par les Ministres compétents de façon différente. Le Résident ou le Gouverneur chargé de les exposer devait obtenir successivement audience de plusieurs Ministres et lorsque ceux-ci n'étaient pas d'accord sur-le-champ il en résultait une perte de temps dont souffraient les colonies et protectorats. Avec le système inauguré aujourd'hui et qui, selon toute vraisemblance, se continuera dans l'avenir, les questions sont posées dans toute leur précision devant un Conseil restreint qui se trouve amené à arbitrer sans retard les problèmes posés et à prendre des décisions.

« Au cours de la réunion de ce matin qui a duré plusieurs heures, M. Ponsot a été amené à faire devant tous les Ministres intéressés l'exposé de toutes les questions dont il avait entretenu séparément les Ministres compétents au cours de son séjour à Paris. »

§ 2. — EXTENSION A TOUTE L'AFRIQUE DU NORD

Cette réunion du 17 novembre 1933 marquait un moment important dans l'union nord-africaine. Nous avions cet organisme coordonnateur, réuni sous les auspices du Président du Conseil, capable de prendre sans retard les décisions nécessaires. Mais l'Afrique du Nord est une unité en trois personnes. Aucun problème, commun aux deux protectorats, ne laisse indifférent l'Algérie qui forme la liaison. C'est pourquoi en 1934 cette initiative fut étendue à toute l'Afrique du Nord. La nécessité a forcé la métropole à considérer l'ensemble du problème nord-africain et a conduit le Gouvernement à en délibérer.

Les prises de contact entre les Ministres appelés à donner les ordres et les fonctionnaires responsables de l'exécution sur place, ont appris à ceux-là combien il était nécessaire d'avoir, avant la lettre, l'avis de ceux qui assumaient l'application locale. Si les parlementaires nord-africains s'opposaient au rattachement de l'Afrique à un Ministère de la France d'Outre-Mer, tous soulaient avec un entier accord qu'il y avait le plus grand intérêt à organiser la liaison des intérêts communs de l'Afrique du Nord. Si cette Commission réalisait la plupart des vœux que nous avons étudiés, elle présentait toutefois le même inconvénient qui avait amené la fin **des** Conférences Nord-Africaines. Elle manquait de périodicité et aucun organe d'étude n'augmentait, par un travail préalable et nécessaire de documentation, l'efficacité de ses délibérations.

Le 6 avril 1934, pour remédier à ces inconvénients, M. Barthou, Ministre des Affaires Etrangères, proposait

de faire consacrer la permanence de la réunion des Ministres chargés des Affaires Nord-Africaines. Le 5 octobre suivant, M. Pétain, Ministre de la Guerre, signalait l'intérêt qu'il y aurait à instituer auprès du Président du Conseil un organisme complet de documentation, de direction, de centralisation et de diffusion des renseignements intéressant l'ensemble de l'Afrique du Nord et mettait à sa disposition des offices de renseignements.

M. Doumergue (discours, au Sénat, du 19 juin 1934), parlant de la réorganisation nécessaire de la Présidence du Conseil, estimait que ce ministère devait coordonner les travaux et les directives des Ministres et assurer la continuité des réalisations.

Enfin le 18 février 1935, le communiqué suivant était publié à l'issue du Conseil des Ministres : « M. P.-E. Flaudin, Président du Conseil, a fait approuver la création, à la Présidence du Conseil, d'un Haut Comité chargé de coordonner l'étude et la solution des questions communes à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc et aux Etats du Levant. »

Le 23 février 1935, un décret instituait le Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord que nous allons étudier maintenant.

CHAPITRE III
LE HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN
ET DE L'AFRIQUE DU NORD

SECTION I

Le Décret du 23 Février 1935.

§ 1. — L'EXPOSÉ DES MOTIFS

Nous retrouvons dans l'exposé des motifs du décret du 23 février 1935 les mêmes préoccupations que nous avons rencontrées au cours de notre premier chapitre.

A) Les données du problème.

L'exposé constate la dualité ministérielle qui fait que l'Algérie dépend du Ministère de l'Intérieur, alors que Tunisie, Maroc et Etats du Levant sous mandat français, sont rattachés au Ministère des Affaires Etrangères.

L'autonomie de fait des Gouverneurs et Résidents les rend partiellement maîtres des directions qu'ils entendent donner à leur colonie. Des organismes trop nombreux ont été institués pour suivre les questions relatives aux possessions nord-africaines. La similitude du milieu physique fait des trois provinces de l'Afrique du Nord des régions économiquement concurrentes. La

diversité des régimes douaniers ne peut qu'augmenter **les antagonismes locaux.**

L'unité spirituelle de l'Islam, le mouvement nationaliste qui, sous des adaptations locales, se retrouve dans toutes nos possessions méditerranéennes, imposent une solution urgente pour éviter le renouvellement des troubles de Fez en 1934 et de Tunis en 1935. La crise économique, exploitée sur place, ne peut qu'augmenter la fermentation des esprits. L'Afrique du Nord en cas de conflit européen, serait pour nous la condition nécessaire du succès.

B) *Solutions proposées.*

M. P.-E. Flandin proposait :

I. — La création d'un organisme qui puisse :

1° Se saisir de toutes les questions essentielles qui intéressent les possessions méditerranéennes ;

2° Dans l'intervalle de ses réunions, centraliser la documentation nécessaire à l'étude des problèmes relatifs à ces possessions ;

3° Assurer l'indispensable liaison avec les différents services qui ont déjà compétence en la matière.

II. — Le rattachement de cet organisme à la Présidence du Conseil : « Il importe que l'étude des questions décisives relatives à la politique française en pays musulman soit centralisée à la Présidence du Conseil, de manière que le Chef du Gouvernement puisse établir en matière de politique indigène l'unité de vue et d'action, chaque fois qu'il lui paraîtra nécessaire. »

C) Conditions d'efficacité du Haut Comité.

Des réunions périodiques, fixées d'avance, ne sont pas souhaitables. Le Président du Conseil en apprécie seul l'opportunité.

Il serait dangereux de déterminer à l'avance sa compétence d'une manière trop précise.

La Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes subsistera, mais un remaniement apparaît nécessaire. On adjoindra aux Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur ceux de la Guerre et des Colonies.

§ 2. — LE DÉCRET EN LUI-MÊME

A) *Compétence.* — L'article 1^{er} du décret du 23 février 1935 définit en ces termes les attributions du Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord :

« Il connaît de toutes les questions communes à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc, aux Etats du Levant sous mandat français, ainsi que des questions qui peuvent se poser dans les rapports desdits territoires, soit entre eux, soit avec la métropole. »

M. P.-E. Flandin indiquait que, pour donner à cette organisation toute son efficacité, il ne fallait pas en déterminer rigoureusement la compétence. Le Haut Comité Méditerranéen doit connaître de toutes les questions d'ordre général. Créé pour établir un programme d'ensemble, il ne doit pas s'immiscer dans les problèmes particuliers à telle ou telle colonie, ou à tel ou tel ministère. C'est cet ordre d'idée que le Général Maurin rappelait, le 4 février 1935, en précisant qu'il appartenait seulement au Ministre de la Guerre et au Haut Comité

Militaire de coordonner l'utilisation des troupes d'Afrique en France, avec la nécessité de défendre nos possessions méditerranéennes tout ensemble contre les attaques du dehors et les soulèvements du dedans.

D'ailleurs, dans une lettre du 29 janvier 1935, M. Louis Rollin indiquait que l'organisme dont la création était envisagée ne saurait avoir dans ses attributions la connaissance des questions exclusivement coloniales. La présence du Ministre des Colonies ne se justifierait, disait-il, que pour l'étude des problèmes communs à toute la France d'Outre-Mer.

M. P.-E. Flandin ne considérerait pas différemment la question. « La pacification du sud marocain, déclarait-il, intensifiera dans un avenir peut-être prochain la circulation des idées entre les possessions nord-africaines et les populations islamisées de l'Afrique Occidentale Française. Il est opportun que le département des Colonies puisse suivre cette évolution nouvelle, en liaison avec les autres départements ministériels qui traitent des affaires musulmanes.

B) *Composition.* — C'est l'article 2 du décret du 23 février 1935 qui précise la composition du Haut Comité Méditerranéen. Ce Comité comprend, d'une part le Président du Conseil, le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de la Guerre, le Ministre des Colonies ; d'autre part le Gouverneur Général de l'Algérie, le Commissaire Résident Général de la République Française en Tunisie, le Commissaire Résident Général de la République Française au Maroc et le Haut Commissaire de la République en Syrie et au Liban. Ces derniers, avec l'agrément du Ministre dont ils relèvent, pourront se faire représenter par un Délégué. En outre, le Président

du Conseil peut appeler à siéger, avec voix délibérative, les membres du Gouvernement n'appartenant pas à ce Comité, avec voix consultative, telle personne qu'il juge utile de convoquer, à raison de sa compétence.

Les Membres du Haut Comité Méditerranéen se répartissent donc ainsi :

I. — Membres à voix délibérative :

a) Membres permanents :

1° Membres du Gouvernement :

Président du Conseil (arbitrage) ;

Ministre de l'Intérieur (Algérie) ;

Ministre des Affaires Etrangères (Tunisie, Maroc, Mandats de Syrie et du Liban) ;

Ministre de la Guerre (territoires du Sud, liaison militaire colonies-métropole) ;

Ministre des Colonies (populations islamisées d'A. O. F.) ;

2° Responsables locaux :

Gouverneur Général d'Algérie ;

Résident Général au Maroc ;

Résident Général en Tunisie ;

Haut Commissaire en Syrie et au Liban.

3° Secrétaire du Haut Comité (fonctionnaire chargé des Affaires Méditerranéennes à la Présidence du Conseil).

b) Membres temporaires :

Ministres appelés en raison des intérêts de leur département (exemple : commerce ou marine, etc...).

II. — Membres à voix consultative :

Spécialistes compétents appelés par le Président du Conseil.

C) *Sessions et ordre du jour.* — Aux termes de l'article 3 du décret du 23 février 1935, le Comité siège une fois par an, le second mardi de mars, et en outre, sur convocation du Président du Conseil, chaque fois que celui-ci juge opportun de le convoquer. De plus, chacun des membres intéressés peut demander au Président du Conseil de réunir le Comité pour délibérer sur une affaire urgente.

M. P.-E. Flandin proposait de laisser au Président du Conseil le soin de décider lui-même des sessions du Haut Comité ; c'était donc donner au Gouvernement toute latitude de réunir ou non l'organisme envisagé. La périodicité des sessions était une des principales revendications de la presse spécialisée, quand elle réclamait la création d'un Comité capable de coordonner notre politique coloniale. Il fallait, d'autre part, pour pouvoir envisager les problèmes dans leur ensemble, s'assurer la présence simultanée à Paris des responsables chargés d'appliquer sur place les décisions prises à Paris. Le Ministre de l'Intérieur notait la nécessité pour le Gouverneur et les Résidents, de prendre longtemps à l'avance leurs mesures, pour venir à Paris à cette occasion.

Pour satisfaire à ces nécessités, le décret décide donc qu'il y aura une réunion obligatoire annuelle fixée au second mardi de mars. D'autre part, comprenant la difficulté qu'éprouvent parfois les Résidents locaux à se déplacer à dates imprévues, on permettait à ceux-ci de se faire représenter par des Délégués, avec l'autorisation du Ministre dont ils dépendent.

L'ordre du jour est établi par la Présidence du Conseil.

D) *Secrétariat.* — L'article 4 du décret du 23 février

1935 décide que : « Le Secrétariat du Comité est assuré par le fonctionnaire chargé des Affaires Méditerranéennes à la Présidence du Conseil. Il participe aux délibérations. Dans l'intervalle des sessions, il est chargé de centraliser toute la documentation relative aux questions qui peuvent faire l'objet d'une délibération ultérieure, et aux questions dont le Comité lui confie l'étude. »

Le décret, dans son article 4, institue donc à la Présidence du Conseil un Secrétariat du Haut Comité, confié à une personne compétente, soustraite à l'instabilité parlementaire. En dehors de son rôle de Secrétaire, le fonctionnaire chargé des Affaires Méditerranéennes doit s'employer à réunir une documentation précise. Le Secrétariat du Haut Comité Méditerranéen apparaît comme un organisme d'études, chargé de préparer les délibérations et de mettre au point les décisions.

Le décret du 23 février 1935 établissait, en définitive, l'organisme coordinateur que ne cessaient de réclamer les milieux intéressés. Après avoir étudié la structure propre du Haut Comité, nous allons le considérer en tant que réalisation vivante et voir si, à l'usage, il a su satisfaire tous les espoirs que l'on avait mis en lui.

SECTION II

Fonctionnement du Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord.

§ 1. — LES SESSIONS DU HAUT COMITÉ

A) *Session du 23 février 1935.* — Le Haut Comité a tenu, le 23 février 1935, sa première réunion à l'Hôtel

Matignon, sous la présidence de M. P.-E. Flandin, Président du Conseil. Assistaient à cette réunion : MM. Regnier, Ministre de l'Intérieur ; le Général Maurin, Ministre de la Guerre ; Rollin, Ministre des Colonies ; de Saint-Quentin, Directeur des Affaires d'Afrique au Ministère des Affaires Etrangères, représentant M. Pierre Laval ; Carde, Gouverneur Général de l'Algérie ; Ponsot, Résident Général de France au Maroc ; Peyrouton, Résident en Tunisie ; Pierre Alype, représentant M. de Martel, Haut Commissaire de la République dans les pays du Levant sous mandat français ; Noël, Secrétaire général à la Présidence du Conseil ; Michel, Secrétaire du Comité ; Milliot, Directeur des Affaires Indigènes au Gouvernement de l'Algérie.

La séance a été consacrée à l'audition de MM. Carde, Ponsot, Peyrouton, Pierre Alype, qui ont fait un exposé de la situation politique dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche Orient. Après quoi, le Comité a adopté un certain nombre de mesures destinées à renforcer la surveillance des agitateurs indigènes et métropolitains.

B) *Session du 9 au 15 juillet 1935.* — Entre ces deux dates, le Haut Comité a envisagé un nombre considérable de questions. La part du politique fut la plus grande. On a proposé la réorganisation des services d'information et notamment l'établissement d'une liaison entre la Tunisie, le Maroc, l'Algérie ; l'organisation méthodique du contre-espionnage, la représentation des indigènes algériens à la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes, le régime de la presse et la liberté syndicale, l'enseignement de l'arabe et le pèlerinage de la Mecque, ont fait l'objet de discussions.

Le Haut Comité a poursuivi l'étude d'un certain

nombre de mesures de surveillance, de déportation des Nord-Africains coupables de menées anti-françaises. La mise au point d'une propagande en pays musulmans par la presse, la radiodiffusion, le film, le disque, ont donné lieu à des échanges de vues. Le domaine militaire a surtout comporté des questions de communications téléphoniques et télégraphiques, tant entre la métropole et l'Afrique du Nord qu'entre les trois provinces elles-mêmes. Aux points de vue économique et financier, le Haut Comité s'est intéressé aux relations économiques, aux régimes douaniers, à la question des vins nord-africains et à l'accord de contingents aux pays du Levant sous mandat français.

C) *Session du 22 au 24 février 1936.* — Le Haut Comité a tenu une courte session motivée, a-t-on dit, par des troubles en Tunisie et en Syrie. Il semble que M. Sarraut ait voulu profiter du passage à Paris de MM. Le Beau, Ponsot, Peyrouton, pour envisager une discussion d'ensemble.

D) *Session du 25 au 27 mars 1936.* — Dans ses séances des 25 et 27 mars 1936, le Haut Comité Méditerranéen s'est réuni à l'Hôtel Matignon, sous la présidence de M. A. Sarraut, Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur. Assistaient aux séances, les Ministres de la Guerre, des Colonies, un représentant du Ministre des Affaires Etrangères, les Résidents et le Gouverneur de notre Afrique du Nord et le Haut Commissaire de France au Liban, qui a fait un exposé d'ensemble sur la situation du mandat.

Le Haut Comité a décidé la délimitation des frontières politiques, d'une part de l'Algérie et du Maroc du sud, d'autre part de la Mauritanie et de l'Algérie.

M. Peyrouton a examiné les problèmes de l'enseignement et de la législation corporative.

Les membres du Haut Comité ont étudié la question des phosphates, les tarifs des transports entre l'Algérie et la France, le régime douanier des confins algéromarocains.

Le Président du Conseil, clôturant un large échange de vues sur la politique méditerranéenne, concluait en soulignant le rôle d'arbitrage qu'avait pour lui le Haut Comité : « Le régime douanier ne sera étudié par la métropole qu'au cas où l'entente s'avérerait impossible entre les Gouvernements intéressés. »

E) *Session du 11 septembre 1936.* — Le 5 septembre 1936 le Conseil de Cabinet décidait la convocation d'urgence du Haut Comité Méditerranéen.

Avant la réunion, M. Viénot justifiant l'intérêt de cette session extraordinaire, déclarait qu'il importait de mettre au courant les représentants de la France en pays musulman, de l'accord intervenu entre la France et la Syrie, et d'étudier les problèmes que posaient la guerre civile espagnole et ses répercussions sur nos communications avec l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale.

C'est le 11 septembre que le Comité s'est réuni ; à l'issue de la Conférence un communiqué succinct était publié, il indiquait les noms des membres présents et les problèmes étudiés. Les *Annales Coloniales* fournissaient quelques détails supplémentaires. Le Haut Comité avait envisagé la situation méditerranéenne. MM. Le Beau, Guillon, Peyrouton, avaient fait des exposés d'ensemble. Les relations impériales avaient été l'objet d'un échange de vues entre les Ministres de la Guerre, de l'Air et de la Marine. De plus, on avait étudié fort exac-

tement, le traité franco-syrien et ses répercussions inévitables en Afrique du Nord.

F) *Session du 9 au 13 mars 1937.* — Signalons que cette session est la seule qui se soit ouverte à la date prévue par le décret du 23 février 1935.

C'est, en effet, le mardi 9 mars que le Haut Comité s'est réuni à l'Hôtel Matignon, sous la présidence de M. Viollette, Ministre d'Etat. Assistaient à la séance : MM. Steeg, Sarraut, anciens Présidents du Conseil ; Paul Faure, Ministre d'Etat ; Yvon Delbos, Ministre des Affaires Etrangères ; Marius Moutet, Ministre des Colonies ; Viénot, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères ; Aubaud, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur ; Jules Moch, Secrétaire Général à la Présidence du Conseil ; Le Beau, Gouverneur Général de l'Algérie ; le Général Noguès, Résident Général de France au Maroc ; Ch.-André Julien, Secrétaire Général du Haut Comité Méditerranéen, assisté de M. Courtois, Secrétaire adjoint ; les principaux chefs de services ; les représentants du Ministre de la Guerre, du Résident Général de France en Tunisie et du Haut Commissaire de France dans le Levant.

La discussion a porté sur le fonctionnement et la compétence du Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord, et sur la liaison à établir entre les diverses organisations s'occupant de questions musulmanes.

La seconde réunion a eu lieu le 10 mars, sous la présidence de M. Viollette. Aux Ministres présents la veille s'était joint M. Camille Chautemps, Ministre d'Etat.

Le Haut Comité Méditerranéen s'est livré à l'examen approfondi de la situation de l'Islam dans le Levant et en Afrique du Nord, ainsi que des grands courants

d'opinion musulmane. La séance a été entièrement consacrée aux quatre exposés faits sur cette question par le Gouverneur Général de l'Algérie, par le Général Noguès, par le représentant du Résident Général en Tunisie, M. Saumagne, Chef de la Section d'Etat, et celui du Haut Commissaire en Syrie et au Liban.

Le 11 mars, M. Léon Blum, Président du Conseil, assumait la présidence. M. Marx Dormoy, Ministre de l'Intérieur, assistait à la séance. Après un exposé d'ensemble de M. Ch.-A. Julien, Secrétaire général, le Haut Comité a examiné la situation des Nord-Africains résidant en France ; des mesures ont été proposées, dont la mise au point a été confiée à une commission. *Le Temps* commentait en ces termes la réunion du 11 mars : « La délibération a été presque entièrement consacrée à l'étude des divers problèmes posés par l'afflux sans cesse croissant de l'élément nord-africain en France, et notamment par le problème de la main-d'œuvre. Des exposés ont été faits successivement par MM. Viollette, Moutet, Le Beau, le Général Noguès, et le représentant du Ministre de la Défense Nationale. M. Léon Blum a ensuite résumé le débat et en a tiré les conclusions qui s'imposaient. »

Le 12 mars, sous la présidence de M. Léon Blum, le Haut Comité Méditerranéen a tenu une nouvelle réunion. La composition et le rôle des assemblées élues en Tunisie, en Algérie et au Maroc, ont été à l'ordre du jour. MM. Steeg, Viollette, Viénot, le Général Noguès, le représentant de M. Guillon et M. Léon Blum ont sur cette question fait des exposés précis.

C'est le 13 mars que s'est tenue la dernière séance. L'ordre du jour a comporté l'examen des répercussions

des événements d'Espagne au Maroc et en Oranie. Le Haut Comité a été saisi d'un projet de décret, destiné à remédier aux défauts actuels de son organisation.

M. P.-E. Flandin écrivait, dans le rapport qui précédait le décret du 23 février 1935, que « l'organisation du Haut Comité, pour être efficace, devait être aussi peu formaliste que possible ». C'est pourquoi on ne détermine pas rigoureusement la compétence du nouvel organisme, de manière que le Président du Conseil puisse le saisir de toutes les questions générales et de celles-là même seulement. Comment la Présidence du Conseil a-t-elle réalisé pratiquement le vœu de M. Flandin ?

§ 2. — COMPÉTENCE DE FAIT DU HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN ET DE L'AFRIQUE DU NORD

En étudiant les comptes rendus des sessions ordinaires ou extraordinaires du Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord, nous allons essayer de dégager les limites que lui fixait la Présidence du Conseil. Il ne semble pas d'ailleurs que des vues d'ensemble, quelles qu'elles soient, aient présidé à l'établissement des ordres du jour qui paraissent avoir été fixés par juxtaposition des questions proposées par les différents membres.

A) *Compétence politique.*

La compétence politique est celle à laquelle se sont attachés tous ceux qui ont participé à la création du Comité. Organisme de gouvernement, on lui demande de définir les principes directeurs d'une politique indigène d'ensemble.

L'Afrique Française (numéro de juillet 1935) traduit ces mêmes opinions. « Vivre = problèmes économiques et financiers. Ils ne laisseront pas indifférent l'organisme nord-africain, mais celui-ci manquerait singulièrement à son rôle s'il donnait à l'économique une place excessive dans ses préoccupations. L'économique, s'il conditionne tout, ne résoud rien ; il risque au contraire de tout encombrer avec aujourd'hui une confusion supplémentaire, puisque les solutions soit marocaine, tunisienne, algérienne, soit même nord-africaine, auxquelles il aboutirait, ne valent qu'en fonction du cadre impérial.. »

« Son rôle essentiel serait de veiller à la sécurité du Maghreb, en s'attachant à rechercher les moyens de défense les plus efficaces contre le péril musulman qu'exaltent communisme, espionnage, excitation socialiste, néo-wahhabisme, menées hitlériennes, propagande panislamique, rêve nationaliste. Le politique d'abord, en Afrique Française du Nord, est un impératif plus catégorique qu'ailleurs. »

Dès sa première réunion, le Haut Comité adopta un certain nombre de mesures destinées à renforcer la surveillance des agitateurs locaux et métropolitains. La défense des indigènes contre les propagandes subversives dans les possessions méditerranéennes était encore à l'ordre du jour de juillet 1935, qui soumettait aux membres du Haut Comité les questions suivantes :

Restriction à apporter à la liberté de la presse en Algérie. — Réglementation de la liberté syndicale en Tunisie, et interdiction des syndicats de fonctionnaires. — Surveillance des étudiants indigènes dans les universités françaises. — Réorganisation des services de surveillance des indigènes nord-africains. — Organisation

de la surveillance de la propagande anti-française par l'enseignement des Oulémas en Algérie. — Etude d'une procédure d'expulsion administrative, destinée à refouler sur leurs territoires d'origine les agitateurs nord-africains. — Déportation éventuelle des agitateurs tunisiens dans les colonies françaises. — Organisation de la déchéance de la nationalité française à l'encontre des naturalisés nord-africains coupables de menées anti-françaises. — Lutte contre les organisations extrémistes de la métropole. — Application rigoureuse des lois pénales dans la répression des délits politiques.

La session extraordinaire de février 1936 a été provoquée par des troubles en Tunisie et en Syrie, et a étudié les solutions capables d'en empêcher le renouvellement.

Ce sont encore les questions politiques qui tiennent la place principale dans l'ordre du jour de mars 1936. Plusieurs des questions étudiées en juillet 1935 y figurent à nouveau (presse algérienne, surveillance des étudiants musulmans, droit syndical en Tunisie, mesures de déportation, déchéance de la nationalité française). A celles-ci s'ajoutent l'étude des principes de la politique générale en Afrique du Nord et dans les Etats du Levant, l'organisation d'un service de renseignements et la réglementation de l'enseignement en Tunisie.

Dans un autre ordre d'idées, le Comité s'occupait, pendant cette même session, de la délimitation de la frontière politique entre l'Algérie et le Maroc (de Figuig au Rio de Oro) et entre l'Algérie et la Mauritanie.

Enfin, en 1937, des échanges de vues avaient lieu sur la liaison des organismes s'occupant des questions musulmanes, sur les grands courants d'opinion musul-

mane, sur la situation des Nord-Africains en France, et la composition et le rôle des assemblées élues en Afrique du Nord.

Des événements de politique internationale ont préoccupé le Haut Comité Méditerranéen. Le traité franco-syrien et le problème que posait la guerre civile espagnole ont motivé la réunion d'une session extraordinaire en septembre 1936. La session ordinaire de mars 1937 s'est, en outre, occupée de la situation en Espagne et de ses répercussions possibles dans nos possessions nord-africaines.

B) *Compétence économique.*

Sans laisser indifférent le Haut Comité Méditerranéen, les problèmes économiques semblent avoir une moindre place dans ses préoccupations. En juillet 1935, contre 21 questions politiques, il n'y avait que 4 problèmes économiques. A titre d'exemple, nous indiquons les questions qui étaient à l'ordre du jour de la session de mars 1936 :

Politique économique générale de la France et de ses possessions méditerranéennes (Maroc). — Importation en Algérie des bois yougoslaves. — Echanges entre le Maroc et l'A. O. F. — Augmentation des tarifs de transports entre l'Algérie et la métropole. — Investissement et protection des capitaux français dans les entreprises minières. — Défense des intérêts économiques de la France dans la zone de Tanger. — Régime des phosphates en Afrique du Nord. — Réforme économique et douanière du Maroc. — Régime douanier des Confins algéro-marocains. — Taxe instituée par l'Algérie sur les produits agricoles marocains, transitant en Algérie, à

destination de la France et des autres pays. — Régime préférentiel pour les importations du Levant dans la métropole.

Le Haut Comité a été amené à connaître parfois de questions militaires. Six lui ont été soumises en juillet 1935 ; aucune ne figurait à l'ordre du jour de mars 1936.

§ 3. — CRITIQUES

ADRESSÉES AU HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN ET DE L'AFRIQUE DU NORD.

Des critiques nombreuses lui ont été adressées. Elles portent sur le principe même de cet organisme, son fonctionnement, sa constitution organique.

A) *Principe*. — Sur le terrain politique, le Haut Comité a subi des attaques de tous les côtés. Ne citons que pour état l'entrefilet haineux paru dans le *Républicain de Constantine* (1) : « Pour le moment, ce bloc enfariné ne nous dit rien qui vaille. Le Comité Méditerranéen dirigé par un rouge se chargera sans doute de compléter cette œuvre néfaste de démolition de la France en Afrique du Nord. » En fait, il est reconnu de tous, même des adversaires du gouvernement Blum, que les affaires nord-africaines ont tenu à la Présidence du Conseil une importance qu'elles n'ont jamais connue et qu'on les a étudiées avec la volonté d'aboutir, avec des méthodes nouvelles. Mais pourtant, il nous paraît utile de signaler que M. Charles-Robert Longuet (2) se plaçant au point de vue des textes s'est opposé à la création de cet

(1) 17 avril 1937.

(2) *Vendredi*, du 26 juin 1936.

organisme. « Les Algériens qui veulent être Français tiennent essentiellement à demeurer rattachés au Ministère de l'Intérieur. Ce rattachement a une valeur symbolique ; les Marocains, les Tunisiens, sont farouchement hostiles ; ils voient là une tentative d'assimilation et ils n'aspirent qu'à l'autonomie. »

« Il fut mal accueilli par les administrations qui paraissaient redouter ses empiétements, et par les fonctionnaires qui le considéraient comme une académie solennelle et inutile » (1).

B) *Fonctionnement*. — On lui a reproché ses sessions improvisées. C'est ainsi que le Conseil de Cabinet décidait le 5 septembre 1936 la convocation d'urgence du Comité qui se réunissait le 11 du même mois. Une seule session s'est ouverte à la date fixée par le décret du 23 février 1935.

On a redouté, d'autre part, que le Comité ne retombât dans l'erreur qui avait amené l'échec des Conférences Nord-Africaines. Le Président du Conseil, M. Pierre Laval, dans son discours prononcé le 9 juillet 1935 devant le Haut Comité Méditerranéen, déclarait : « L'ampleur et la diversité des questions que vous avez demandé au Haut Comité d'étudier et de résoudre, montrent que cet organisme doit s'accroître et non se limiter. Je conviens que des avantages sérieux s'attachent au renforcement d'une institution encore jeune mais qui possède, en vertu de son statut organique, les moyens de se fortifier. Toutefois, il me paraît nécessaire de préciser qu'il n'est pas opportun, dans l'intérêt même de votre Haut Comité, d'envisager une extension trop considé-

(1) M. Julien. Interview donné à *L'Oran Républicain*, 30 avril 1937.

nable des questions inscrites à l'ordre du jour. Le texte qui organise votre Comité dispose qu'il est institué pour connaître, d'une part de toutes les questions communes à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc et aux Etats du Levant sous mandat français, d'autre part des questions qui peuvent se poser dans les rapports de ces territoires, soit entre eux, soit avec la métropole. Il serait dangereux d'aller au delà : toute surcharge de l'ordre du jour conduirait à des discussions hâtives et à des décisions sommaires. »

Fort de ces avertissements, le Haut Comité modifia sa méthode de travail. Au lieu d'aborder un grand nombre de questions qu'il était impossible d'approfondir, on a concentré l'intérêt sur quelques problèmes fondamentaux. C'est ainsi qu'aux séances de mars 1937, pour préciser et limiter les débats, le Secrétariat a établi cinq rapports objectifs qui enregistreraient les faits acquis et les faits controversés, puis aboutissaient à un ensemble de questions auxquelles l'assemblée avait à répondre.

On a parlé aussi de son impuissance pratique. Si l'on observe le tableau des questions examinées par le Comité en juillet 1935, on constate que sur 31 questions étudiées, cinq seulement ont reçu des solutions précises. Mais elles ont abouti, par le jeu normal de l'action des ministères intéressés, ou des votes parlementaires, sans que le Secrétariat ait eu la moindre influence sur leur réalisation pratique. Comment s'étonner ensuite que le Comité ne soit pas pris au sérieux dans les capitales de l'Afrique du Nord française ? D'ailleurs, il apparaît responsable de cette situation de fait. Il s'est trop souvent contenté d'émettre des vœux, sans suggérer les moyens pratiques de les traduire par des réalités.

Les indigènes nord-africains formulent une autre critique. Le Haut Comité, disent-ils, est un organe de répression et non d'action. La lecture des ordres du jour semblerait leur donner raison : restrictions à la liberté de parole, de réunion, d'association, surveillance des indigènes, mesures pénales, y sont couramment inscrites. Pourtant quand il s'agit de les défendre contre les propagandes subversives qui, de tous côtés montent à l'assaut de notre domaine colonial, action et répression se confondent.

C) *Constitution organique.* — Le Haut Comité se rendait d'ailleurs parfaitement compte des limites de ses réalisations. Il estimait qu'il ne pourrait être réellement à la hauteur de sa tâche que lorsqu'il serait en possession des organes nécessaires à un travail constructif.

A la session de 1936, M. Sarraut, Président du Conseil, constatait que tout le monde s'accordait sur la nécessité de concentrer et d'unifier à la Présidence du Conseil l'ensemble des questions relatives à la politique musulmane. M. Flandin, Ministre des Affaires Etrangères, insista « sur l'intérêt qu'il y aurait à créer à la Présidence du Conseil, un Secrétariat permanent du Haut Comité Méditerranéen » doté des rouages indispensables. Il pourrait alors concentrer, étudier, utiliser, les renseignements relatifs à l'Afrique du Nord et aux pays du Levant sous mandat français ; préparer pour l'exécutif les éléments des décisions et des directives générales à adresser aux administrateurs locaux, et surveiller l'exécution de ces décisions et directives.

Le Haut Comité adopta alors à l'unanimité la proposition de créer un Secrétariat Général permanent, à

même de tenir à jour une documentation complète et de publier un bulletin de presse consacré aux questions musulmanes. C'est M. Sarraut, le grand colonialiste parlementaire, qui précisa, par application des vœux du Haut Comité de février 1936, quel serait le champ d'action d'un Secrétariat Général permanent.

Le 3 juin 1936, dans une lettre adressée au Ministre de l'Intérieur, il déclarait : « Le rôle essentiel du Secrétaire permanent est d'assurer l'unité de notre politique musulmane dans l'ensemble de nos possessions d'outre-mer qui relèvent pourtant de départements ministériels différents. A cet effet, il doit :

« 1° Se saisir de toutes les questions essentielles qui intéressent les pays méditerranéens soumis à l'influence française ;

« 2° Préparer les sessions du Haut Comité ;

« 3° Suivre l'exécution des décisions prises ;

« 4° Assurer l'indispensable liaison avec les divers services intéressés ;

« 5° Tenir à jour la documentation nécessaire à l'étude des problèmes intéressant le Haut Comité ;

« 6° Organiser à la bibliothèque de la Présidence du Conseil une section de documentation nord-africaine et musulmane. »

M. Sarraut, après avoir établi quels devaient être les buts de cet organe, jugé indispensable, faisait des propositions concrètes en vue de son organisation. Il fallait faire appel à un fonctionnaire de grade élevé, afin de conférer au titulaire l'autorité indispensable à l'accomplissement de sa délicate mission et faciliter ses rapports avec les Directeurs des départements ministériels intéressés.

Pour assurer le fonctionnement de cet organisme qui devait être « la pierre angulaire de notre politique nord-africaine et musulmane », M. Sarraut proposait d'adjoindre au Secrétaire Général ayant au moins rang de « Directeur-adjoint de l'administration centrale » deux rédacteurs, un commis d'ordre, une dame sténo-dactylographe, et deux officiers de liaison ayant appartenu aux services des renseignements de la Tunisie, du Maroc ou du Levant, dont un au moins susceptible de servir d'interprète. Des vacations étaient prévues d'autre part, pour payer des travaux de traduction, des études de questions techniques, des articles de presse, des conférences radiophoniques.

Des propositions analogues furent adressées aux Ministres des Affaires Etrangères et des Colonies, et demeurèrent sans réponse.

Au lendemain de sa constitution, le gouvernement socialiste s'est trouvé amené à réunir une Conférence Interministérielle pour l'examen des questions d'outre-mer. M. Blum avait, dans la constitution de son Ministère, groupé sous le titre de « Relations Extérieures de la France d'Outre-Mer » le Ministère des Affaires Etrangères assisté d'un Sous-Secrétaire d'Etat, et le Ministère des Colonies. Dans un communiqué du 11 juin, la réunion était ainsi annoncée :

« Le Comité Ministériel chargé des relations entre la métropole et la France d'Outre-Mer, composé de MM. Yvon Delbos, Ministre des Affaires Etrangères, Président ; Moutet, Ministre des Colonies ; Viénot, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, auxquels s'adjoindra M. Salengro, Ministre de l'Intérieur, se réunira demain à 11 heures pour s'occuper des questions rela-

tives au Haut Comité Méditerranéen et à l'ouverture d'une vaste enquête sur la situation en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat, territoires sous mandat. »

Il semble donc que le gouvernement de M. Blum envisageait la réorganisation du Haut Comité Méditerranéen. Le 13 mars 1937, en effet, au cours de la dernière réunion de la session ordinaire, le Haut Comité était saisi d'un projet de décret préparé par la Présidence du Conseil et qui édictait que cet organisme officiel tiendrait deux sessions ordinaires par an : le premier mardi de mars et le premier mardi d'octobre. Il instituait, d'autre part, le Secrétariat Général permanent et le Comité d'Etudes qui, pendant l'intersession, examinerait les questions urgentes et proposerait au Président du Conseil les mesures à prendre pour les résoudre. Le Haut Comité se montrait unanimement favorable à cette création, seule capable de lui donner pleine efficacité. Le décret du 14 avril 1937 que nous allons étudier maintenant consacrait les vœux exprimés à plusieurs reprises par le Haut Comité.

SECTION III

Le Décret du 14 Avril 1937

Fonctionnement actuel du Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord.

§ 1. — LE DÉCRET DU 14 AVRIL 1937

Ce décret apporte à la fois des modifications au décret du 23 février 1935 et une institution nouvelle : la Commission d'Etudes.

A) *Les Modifications.*

I. — *Nombre de sessions ordinaires.* — Nous avons vu qu'un des principaux reproches que l'on avait formulé contre les Conférences Nord-Africaines, et en général contre toutes les tentatives françaises d'organisation impériale, était le manque de périodicité des sessions. Sans doute les décrets instituent des réunions extraordinaires, dont le Président du Conseil apprécie seul l'opportunité ; il n'en est pas moins vrai qu'il est dangereux de faire participer un organisme coordonnateur à l'instabilité ministérielle.

Le Maréchal Lyautey, quand on le félicitait de l'œuvre magnifique qu'il avait réalisée au Maroc, avait accoutumé de répondre par ces seuls mots : « J'ai duré ». C'est pour donner au Haut Comité la certitude de réunions ordinaires, obligatoires, que le nouveau décret décide que le Haut Comité Méditerranéen se réunit deux fois par an : le second mardi de mars et le second mardi d'octobre.

II. — *Secrétariat Général permanent.* — L'article 4 du décret du 23 février 1935 instituant le Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord est ainsi modifié : « Le Secrétariat du Haut Comité Méditerranéen est assuré par un organisme permanent dépendant du Secrétariat Général de la Présidence du Conseil. »

a) *Composition.* — Il comprend un Secrétaire Général du Haut Comité Méditerranéen qui assiste, avec voix délibérative, aux séances. Le Secrétariat comporte, en outre, des adjoints, en nombre fixé par arrêté du Président du Conseil, qui sont, soit des chargés de mission au Secrétariat Général de la Présidence du Con-

seil, soit des fonctionnaires détachés d'autres administrations, qui continueront à compter dans leurs cadres d'origine et à y percevoir leur traitement, et éventuellement leurs indemnités.

Le Secrétaire Général et les adjoints sont nommés par arrêtés du Président du Conseil.

b) *Rôle.* — L'article 3 du décret du 14 avril 1937 fixe ainsi les attributions du Secrétariat Général permanent. Il est chargé :

1° De centraliser dans l'intervalle des sessions du Haut Comité toute la documentation relative aux questions pouvant faire l'objet d'une délibération ultérieure.

2° De centraliser la documentation des questions pouvant être soumises à la Commission d'Etudes prévue à l'article 4.

3° D'assurer une liaison étroite avec les services spécialisés des divers ministères (Section d'Outre-Mer du Ministère de la Défense Nationale, Section des Affaires Musulmanes du Ministère des Colonies, Direction des Affaires Politiques et Commerciales Afrique-Levant du Ministère des Affaires Etrangères, Direction du Contrôle de la Comptabilité et des Affaires Algériennes du Ministère de l'Intérieur, ainsi qu'avec le Gouverneur Général de l'Algérie, les Résidents Généraux en Tunisie et au Maroc, et le Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban, par l'intermédiaire des ministères de rattachement.

4° De centraliser les informations et les extraits de presse relatifs aux questions musulmanes qui lui seront adressés par les Ministres intéressés, par le Gouverneur Général de l'Algérie, les Résidents Généraux en Tunisie et au Maroc, et le Haut Commissaire de la Répu-

blique Française en Syrie et au Liban, ainsi que la presse locale française ou arabe.

5° De publier un bulletin d'informations générales des questions nord-africaines et musulmanes.

6° D'assurer la liaison avec le service de presse de la Présidence du Conseil, pour la réalisation du bulletin résumé de la presse française destiné aux Représentants de la France dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat.

B) Création d'une Commission d'Etudes.

Les articles 4 et suivants du décret du 14 avril 1937 instituent à la Présidence du Conseil une Commission d'Etudes du Haut Comité Méditerranéen.

a) *Rôle.* — Elle est chargée, dans l'intervalle des sessions du Haut Comité, « d'étudier toutes les questions méditerranéennes ou musulmanes, d'ordre politique, économique ou social intéressant deux ou plusieurs des territoires suivants : Algérie, pays de protectorat ou sous mandat, et colonies, qu'elles lui soient envoyées par le Haut Comité Méditerranéen, ou qu'elles lui soient soumises par le Président du Conseil qui juge seul de l'opportunité de ses réunions (1).

Dans ces conditions, la Commission Interministérielle que nous avons étudiée précédemment ne pouvait que faire double emploi. L'article 11 du décret du 14 avril 1937 abroge les textes qui l'organisaient. On a cru toutefois nécessaire de décider que la Commission

(1) L'article 4 du décret du 14 avril 1937 reprend les termes de celui du 16 décembre 1931 concernant les attributions de la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes.

d'Etudes se réunirait en session extraordinaire une fois au moins par an, pour étudier les problèmes algériens.

b) *Composition*. — La composition de la Commission diffère, selon qu'elle se réunit ou non en session algérienne.

a) *Composition ordinaire*.

1° Deux Membres de droit :

Le Secrétaire Général de la Présidence du Conseil,
Président ;

Le Secrétaire Général du Haut Comité Méditerranéen.

2° Quatre Membres nommés par les Ministres, membres permanents du Haut Comité ;

Un Représentant du Ministre des Affaires Etrangères ;

Un Représentant du Ministre de l'Intérieur ;

Un Représentant du Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre ;

Un Représentant du Ministre des Colonies.

Chacun de ces Représentants pourra être accompagné de fonctionnaires du département, parmi lesquels pourront figurer des Représentants de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, des Etats du Levant ou de l'Afrique Occidentale Française.

3° Des Représentants nommés à la demande du Président du Conseil par les Ministres membres temporaires du Haut Comité, pour les questions figurant à l'ordre du jour qui intéressent leur département.

4° Cinq membres nommés par le Président du Conseil en raison de leur compétence en matière islamique ou coloniale.

5° Des membres appelés par le Président du Conseil en raison de leur compétence technique.

b) *Session extraordinaire algérienne.*

Le Président du Conseil, M. Léon Blum, dans le rapport au Président de la République qui précédait le décret du 14 avril 1937, écrivait : « Toutefois, il a paru opportun de ne pas priver la Commission d'Etudes du Haut Comité du concours des indigènes algériens, dont a bénéficié la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes. »

Il apparaissait nécessaire, d'un autre côté, au moment où l'on parlait de développer leurs droits électoraux, de ne pas commencer par supprimer leur représentation acquise. L'article 9 du décret énumère les membres qui siégeront : « La Commission d'Etudes, dans sa session extraordinaire des Affaires Algériennes, comprendra outre les membres précédemment désignés » :

1° Des membres indigènes algériens musulmans, nommés par décret pour une période de trois ans, renouvelable après avis du Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Gouverneur Général. Leur nombre est fixé à cinq, parmi lesquels trois membres indigènes des Délégations financières ou du Conseil Supérieur (dont un kabyle, un représentant des Territoires du Sud, un spécialiste des questions juridiques et religieuses, choisi soit parmi les professeurs indigènes des medersas, soit parmi les magistrats musulmans).

2° Deux membres élus pour trois ans par les Délégations financières (section arabe et kabyle).

3° Trois membres élus pour trois ans par les membres indigènes des Conseils Généraux.

On remarquera que siègent à la session extraordinaire des Affaires Algériennes les mêmes membres indigènes qui se réunissaient à la session spéciale de la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes.

Nous allons examiner maintenant si le Haut Comité Méditerranéen, doté par le décret du 14 avril 1937 des organes d'études qu'il estimait indispensables, a rempli tous les espoirs que les promoteurs des textes nouveaux plaçaient en lui.

§ 2. — LE HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN DEVANT LES FAITS ET LES HOMMES

Le texte du décret n'apporte aucune modification au rôle et aux attributions du Haut Comité Méditerranéen. Il vise à en préciser et à en asseoir l'organisation (permanence des sessions, stabilité intersessionnelle, transformation et adaptation de la commission consultative rajeunie, vivifiée) et à créer un ensemble complet formé de trois rouages nettement spécialisés : une commission d'études, un secrétariat permanent, une assemblée. Examinons successivement le fonctionnement de ces organes.

A) *Commission d'Etudes.*

L'institution d'un organisme permanent s'avérait nécessaire. On se rendit compte qu'il ne suffisait pas de tenir à la Présidence du Conseil une sorte de commission interministérielle et administrative qui pouvait risquer de rester purement académique, et de répéter les erreurs de la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes. Il fallait qu'elle soit suivie d'une action de coordination et de liaison, d'une préparation métho-

dique de textes et de décisions apportant des conclusions pratiques à des discussions mises au point pendant les sessions. C'est pour éviter de rester dans l'imprécision qui se perpétuait depuis deux ans que fut créée la commission permanente fonctionnant sous le haut contrôle de la Présidence du Conseil. Elle a compétence pour examiner toutes les questions aboutissant au Secrétariat Général du Haut Comité et se tient en contact suivi avec les ministères qualifiés, en vue d'aboutir à une action continue.

On a envisagé le cas d'urgence pour certains problèmes soumis à cette Commission. Elle jugera alors s'il y a lieu d'en saisir le Président du Conseil pour une décision immédiate, soit de sa propre initiative, soit en demandant aux ministères intéressés de préparer un décret, et même éventuellement, un projet de loi. Pour les questions dont la solution serait moins urgente, elles seront réservées à l'examen de la plus prochaine session du Haut Comité, ce qui n'empêchera pas les départements qualifiés et les possessions visées d'apporter, jusqu'au dernier jour, de nouveaux éléments d'étude aux dossiers constitués. Tous les Ministres en cause mandateront quelques-uns de leurs collaborateurs. Le fonctionnement régulier permettrait de donner à certaines questions l'impulsion nécessaire pour les faire sortir des cartons ministériels.

Un arrêté du 28 avril désigna les cinq membres appelés à faire partie de la Commission, à raison de leur compétence islamique ou coloniale. Ce sont :

MM. René Cazagne, Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, prédécesseur de M. Julien au Secrétariat ;

Jean Gout, Ministre plénipotentiaire qui assumait de longues années la Présidence de la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes ;
René Hoffherr, Professeur à l'école libre des Sciences Politiques, et Directeur du centre juridique de l'Institut des Hautes Etudes de Rabat ;
Louis Massignon, Professeur au Collège de France, Directeur d'études à l'école pratique des Hautes Etudes ;
Robert Montagne, Directeur de l'Institut Français de Damas.

Un communiqué annonçait la première réunion : « La Commission d'Etudes a tenu sa séance inaugurale le 11 juin 1937, à l'Hôtel Matignon. Le Président, M. Chataigneau, Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, a précisé la place que tenait la Commission d'Etudes du Haut Comité Méditerranéen, dans l'ensemble qui comprend également le Haut Comité et le Secrétariat permanent.

Le Secrétaire Général a exposé les différentes questions à l'ordre du jour, notamment le problème de la main-d'œuvre indigène, l'application des lois sociales aux indigènes nord-africains, la création d'un bulletin musulman et d'un bulletin français, l'examen d'un vœu présenté par les Chambres de Commerce de la Méditerranée, et différentes questions intéressant l'Islam.

La Commission a fixé sa méthode de travail et organisé des sous-commissions qui devront présenter, dans un délai aussi court que possible, des propositions concrètes qui seront soumises au Président du Conseil.

La première séance a été consacrée à l'organisation intérieure : six sous-commissions ont été constituées qui étudieront les questions figurant à l'ordre du jour :

1° Surveillance ;

2° Main-d'œuvre ;

3° Lois sociales et assistance ;

4° Questions juridiques (citoyenneté, juridictions d'exception, vœu des Chambres de Commerce de la Méditerranée, accession des indigènes aux fonctions publiques) ;

5° Questions musulmanes (écoles coraniques, bulletin musulman) ;

6° Bulletin français.

A l'intérieur des sous-commissions le travail fut organisé logiquement. Un rapporteur fut nommé qui eut pour tâche de rédiger un projet de résolution. On put alors discuter sur un texte, ce qui marque sur les précédents de cet organisme un avantage qu'il est à peine besoin de souligner. Des solutions précises furent formulées.

M. Julien, dès la première séance, avait nettement spécifié qu'il entendait que les sous-commissions prendraient leur responsabilité et présenteraient à la séance plénière un projet définitif qui serait, à ce moment, accepté ou rejeté. Les résultats seraient alors soumis, par le canal du Secrétariat Général, après avis, au Président du Conseil qui prendrait une décision. On envisagea, en particulier, un projet d'organisme de contrôle de l'immigration, le retour des services de police à la Préfecture de Police, la constitution d'un office de placement de la main-d'œuvre, travaillant en liaison avec des offices de compensation institués en Algérie, en Tunisie, au Maroc.

Le vœu de la treizième conférence des Chambres de Commerce de la Méditerranée pose un problème vital pour le Haut Comité : celui de la boule de neige, de l'extension progressive de ses attributions. La résolution des Chambres de Commerce était ainsi formulée : « Les Chambres de Commerce de la Méditerranée souhaitent que soit créée, auprès du Haut Comité Méditerranéen, une Commission économique, permanente, ayant spécialement pour but d'apprécier les mesures économiques propres à développer et améliorer l'activité de l'Afrique du Nord, et les rapports de celle-ci avec la métropole, et de fournir aux Ministres compétents, et à tout instant, tous les éléments susceptibles de résoudre les problèmes posés, particulièrement ceux qui naissent à l'occasion des négociations touchant les traités de commerce et les conventions commerciales. »

Aucun bruit n'a transpiré à ce sujet. Il nous paraît cependant intéressant de signaler qu'un décret du 24 juin 1937, réorganisant le Conseil Supérieur de la France d'Outre-Mer, décide que (article 4) : « La Section économique peut, à la demande du Ministre de l'Intérieur ou des Affaires Etrangères, ou avec leur assentiment, être saisie de questions intéressant à la fois le domaine de la France coloniale proprement dit et les territoires nord-africains, notamment en ce qui concerne les problèmes relatifs aux échanges commerciaux. Des Représentants de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, ou de celui de ces territoires qui se trouverait intéressé, sont alors appelés à prendre part avec voix délibérative aux travaux de la section, ainsi qu'un Représentant de la section permanente du Haut Comité Méditerranéen. »

En quoi la Commission permanente constitue-t-elle une innovation de la politique française en Afrique du Nord ? Auparavant, il existait des organismes chargés de dégager une doctrine ; nous les avons étudiés. Le Haut Comité lui-même n'était, sous sa première forme, qu'un organe académique où les questions étaient débattues, mais d'où toute action profonde était bannie. La Commission permanente permet, grâce aux sous-commissions, composées remarquons-le de très peu de membres (5 à 8 au plus), d'établir un lien entre la doctrine forcément générale et les cas de détail. Elle appuie auprès des Ministres, auprès du Président du Conseil, les revendications qui ont un intérêt général nord-africain ou même français.

B) *Le Secrétariat Général permanent.*

En cette matière, le décret du 14 avril 1937 est venu simplement entériner et donner en quelque sorte une charte officielle aux résultats remarquables qu'avait obtenus M. Julien, débordant par des liaisons et des innovations personnelles des cadres étroits, administratifs en somme de l'article 4 du décret du 23 février 1935.

L'existence de la Commission permanente donne au Secrétariat Général le poids officiel qui lui avait manqué jusque-là et lui permet de recourir à une procédure administrative qui logiquement appliquée, doit aboutir et a déjà abouti à des solutions pratiques.

Jusqu'à présent, le Secrétariat réalisait surtout un travail de documentation. Au fur et à mesure que des rapports, des dossiers lui étaient fournis par nos possessions méditerranéennes, il en tirait des extraits qu'il

communiquait aux services intéressés, et demandait leur avis en attendant la réunion du Haut Comité. Critiqué, discuté, il n'avait pas grand pouvoir effectif, en dehors de celui que lui conféraient l'influence personnelle de son Secrétaire, et son rattachement à la Présidence du Conseil.

Le décret du 14 avril allait lui donner, lui confirmer, ses pouvoirs officiels. Un arrêté du Président du Conseil, en date du 17 avril 1937, fixait la composition du Secrétariat Général permanent : M. Julien, chargé de mission à la Présidence du Conseil, qui assumait à ce titre les fonctions de Secrétaire du Haut Comité, ancienne manière, agrégé d'histoire, a passé une grande partie de sa vie administrative et universitaire en Algérie. Rappelons qu'il a écrit une « Histoire de l'Afrique du Nord » qui fait autorité. Ses collaborateurs ont également des attaches avec le Maghreb. M. Courtois est professeur agrégé d'histoire, au lycée d'Alger. M. Loubet, instituteur en Tunisie, et M. Leblanc appartient au corps des contrôleurs civils du Maroc.

Le Secrétariat Général s'est installé dans un pavillon dépendant de la Présidence du Conseil ; il acquiert ainsi une existence administrative, comme n'en connaissent pas les autres bureaux ou services hospitalisés dans les autres ministères. Comment a-t-il rempli les différentes missions que lui attribuait l'article 3 du décret du 14 avril 1937 étudié précédemment ?

Pour assurer la documentation du Secrétariat Général permanent, le Haut Comité décida qu'un « double » des rapports généraux lui serait envoyé en même temps qu'au ministère de rattachement, et sous le couvert de ce ministère. En outre, à l'occasion de chaque session du

Haut Comité Méditerranéen, il lui sera adressé, en même temps que les dossiers des différentes affaires portées à l'ordre du jour, arrêté par le Président du Conseil, un rapport général sur la situation politique à l'époque de la convocation. Il recevra également les bulletins politiques. Le décret du 14 avril 1937 insiste à plusieurs reprises sur ce travail de documentation nécessaire pour fournir au Haut Comité les éléments indispensables des décisions à prendre.

En fait, le double des rapports destinés au ministère de rattachement n'est adressé qu'exceptionnellement au Secrétariat. Par contre, la Direction de l'Afrique et du Levant du Ministère des Affaires Etrangères lui envoie souvent textes et renseignements sur les événements importants et les mouvements caractéristiques de l'opinion. Les enquêtes auxquelles se livre le service de surveillance et d'assistance des Nord-Africains lui sont régulièrement communiqués.

Il reçoit du Ministère de la Défense Nationale (Etat-Major de l'Armée — Section d'Outre-Mer), le *Bulletin de Renseignement des questions musulmanes* (mensuel) ; du Ministère des Colonies (Direction politique, 2^e bureau) la *Revue Analytique de la presse et des questions musulmanes* (trois fois par mois) ; du Gouvernement Général de l'Algérie, le *Bulletin de la presse indigène d'Algérie* (une ou deux fois par mois) ; de la Résidence du Maroc (Direction des affaires politiques, division politique, section politique), la *Situation politique et économique du Maroc* (deux ou quatre fois par mois) ; de la Résidence de Tunisie, l'*Analyse de la presse tunisienne et des principaux événements d'ordre politique et économique* (deux fois par mois) ; du Haut Commissariat de

Beyrouth, la *Revue de la presse libanaise et syrienne* (chaque semaine) et le *Bulletin d'information hebdomadaire*.

La Présidence du Conseil a demandé le service de la presse nord-africaine. Il est effectué de façon fort régulière. La Tunisie envoie tous les journaux de langue française ; le Maroc n'adresse que les grands quotidiens d'information. La Préfecture d'Alger fait parvenir, avec une régularité absolue, l'ensemble de la presse de langue française, quotidienne ou périodique, et certains journaux arabes ; les Préfectures d'Oran et de Constantine envoient les journaux de langue française. En résumé, elle reçoit donc toute la grande presse de langue française, mais pratiquement presque rien en langue arabe.

Quand il s'agit de préparer un rapport sur une question quelconque, le travail a lieu en deux temps. Directement, ou par l'intermédiaire du ministère de rattachement, le Secrétariat demande les avis, précisions techniques, aux personnes qualifiées ; puis il exécute ensuite un travail de synthèse et tire les conclusions, après avoir remis la question à sa place exacte.

« C'est là une lourde tâche : rien que la lecture et le dépouillement de la presse nord-africaine quotidienne et périodique nécessite un effort considérable. La centralisation de ces informations venues de multiples sources, leur classement, leur utilisation rationnelle, réclame une attention soutenue. Il faut que le Secrétariat soit à même non seulement de préparer le dossier du Haut Comité Méditerranéen, et d'instruire les affaires qu'il lui envoie, mais encore et surtout d'être à même de constituer pour le Président du Conseil, sur n'importe quelle question nord-africaine et musulmane, et cela

dans le minimum de temps, un dossier méthodique documenté et à jour (1). »

Le Secrétariat du Haut Comité doit de plus assurer la liaison avec les services spécialisés des divers ministères et les représentants de la France dans nos possessions méditerranéennes. S'il n'a aucun pouvoir propre d'exécution ou de décision, il sert d'intermédiaire entre tous les organes intéressés qui, à un titre ou à un autre, ont de près ou de loin, à s'occuper de l'Afrique du Nord ou du Levant. Il n'empiète sur les attributions d'aucun ministère et leur sert plutôt d'avocat à la Présidence du Conseil. « Tout cela est d'ailleurs assez peu conformiste au strict point de vue administratif et exige une souplesse de fonctionnement, rappelant plutôt les méthodes industrielles. On écrit peu au Secrétariat, mais on y téléphone beaucoup ; on se déplace encore plus. Une telle conception exige des hommes jeunes, ardents, peu embarrassés de scrupules administratifs, au-dessus des partis (2). »

Le décret chargeait aussi le Secrétariat d'assurer la publication de deux bulletins de presse (française et musulmane). C'est à ce sujet qu'il s'est heurté aux plus grosses difficultés pour n'aboutir, en fin de compte, qu'à une solution négative. L'intérêt du bulletin de presse française consiste à fournir sur le champ les renseignements utiles. Or, avec la difficulté d'un dépouillement sérieux, en mettant tout au mieux, il faudrait compter de deux à quatre jours pour que cette synthèse parvienne à destination. Autant, dans ces conditions, que les

(1) Interview accordé par M. Julien. *Oran Républicain*, 30 avril 1937.

(2) *Dépêche Algérienne*, 12 juin 1937.

Représentants de la France reçoivent directement les journaux et fassent faire sur place le découpage. La question d'un bulletin de la presse nord-africaine et musulmane se heurte à d'autres difficultés qui lui sont propres. Il en existe actuellement deux : celui de la Section d'Outre-Mer et celui du Ministère des Colonies.

Les difficultés techniques ne sont pas moindres. Il existe peu de spécialistes au courant de l'arabe moderne et des complexités de dialectes ; or, le contrôle des traducteurs est, ici plus qu'ailleurs encore, nécessaire, car un ouvrage de cette sorte est une question de nuances. Quant aux journaux arabes rédigés en français, on ne sait pas toujours leurs tendances exactes. Le choix des articles, en outre, révèle une orientation générale qu'il n'est pas toujours politique de révéler, ceci supposant bien entendu, à la tête du service, un homme en dehors de toute influence particulière quelle qu'elle soit. Nous avons signalé plus haut que deux sous-commissions de la Commission d'Etudes du Haut Comité s'occupaient de ces questions.

C) Le Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord.

Ainsi donc le Secrétariat Général assure la liaison entre la Commission permanente et le Haut Comité. Nous avons dit sa souplesse et son activité. Là est tout le danger et l'avantage. Le Secrétariat sera ce que sera le Secrétaire Général et le Haut Comité sera ce que sera le Secrétariat.

Pour aboutir à un travail créateur, il faut que les sessions du Haut Comité soient la réunion de personnalités

responsables, appelées d'une part à entériner ou à repousser les solutions de la Commission d'Etudes; d'autre part, à discuter directement de certaines questions. Son rôle principal sera, non pas d'entrer dans le détail, mais de dégager les grandes lignes directrices d'une politique nord-africaine. On a compris le danger qu'il y aurait à embrasser trop de domaines. La prochaine session, en vue de laquelle on a demandé des rapports locaux, ne verra figurer à son ordre du jour qu'un nombre restreint de questions parmi lesquelles : le paysannat indigène et le problème de la radiodiffusion en terre d'Islam.

Nous venons d'étudier le fonctionnement actuel de ce qui est l'institution impériale la plus parfaite que nous ayons eue jusqu'alors. Elle est accueillie très favorablement dans les Ministères, dans la mesure bien entendu où elle respecte les bureaux tout-puissants. Il n'en est pas moins intéressant de constater les échos que sa structure actuelle a provoqués en terre musulmane ; nous y trouverons confirmation de notre jugement. On n'attaque généralement que ce que l'on redoute.

L'Action du peuple réclame le 6 mai 1937 la revision « d'une politique ridicule... Le Haut Comité n'est pas la solution adéquate du problème nord-africain, mais un organisme de coordination et de surveillance, né des campagnes haineuses menées par les partis de colonisation à outrance. Accentuer la surveillance, tel est aussi le « modus vivendi » du Haut Comité ». Enfin, au cours des récentes assises du Congrès Musulman, « la délégation des Algériens en France a eu la joie de voir adopter à l'unanimité un programme de réformes, qui (art. 5) réclame la suppression du Haut Comité Méditerranéen ».

Ces deux jugements nous démontrent, s'il en était besoin, que l'organisme véritablement coordonnateur récemment créé répondait à une nécessité actuelle et impérieuse.

CONCLUSION

Défaut de coordination, manque de liaison, confusion des pouvoirs, tel était l'état de la question. La création du Haut Comité n'avait fait, à certains points de vue, que superposer un organisme à d'autres organismes préexistants et attachés à leurs prérogatives. C'est l'honneur du Gouvernement qui arrive au pouvoir en juin 1936, d'avoir voulu considérer ce problème nouveau avec des méthodes nouvelles.

Nous n'avons plus en face de nous, comme autrefois, des populations ignorantes et soumises qui acceptent sans discussion la domination que nous leur avons imposée, mais bien des hommes évolués dont le niveau intellectuel s'est élevé à notre contact et dont les élites se sont formées dans nos universités.

Des rapports continuels, des relations culturelles sans cesse croissantes, font circuler autour de la Méditerranée les grands courants du panislamisme et du panarabisme. Les appétits étrangers, en ce siècle de pays basés sur le prestige immédiat, rompent dans leur intérêt particulier et sans voir les chocs en retour, dangereux pour eux plus tard, la solidarité européenne devant un islamisme qui se cherche. Tout cela demande, exige de notre part une action coordonnée, unique, qui puisse

apporter le remède là où est le mal, sans souci de respecter une frontière politique ou administrative.

C'est pour mieux lutter contre toutes ces menées ouvertes ou sounoises, que le Haut Comité Méditerranéen a reçu, par le décret du 14 avril 1937, les organes qui lui étaient indispensables. En vue d'un Islam qui s'unit, il faut avoir une politique, une, adaptée localement sans doute, mais chargée de dégager les directives tendant toutes, par des voies parfois différentes, au même but : la sauvegarde de notre puissance méditerranéenne.

L'organisme tripartite : Haut Comité, Commission d'Etudes et Secrétariat Général, est issu d'une conception logique qui fixe dans le texte du décret précité, la compétence des trois rouages de ce tout qui a nom « Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord ». Mais les attributions respectives ne sont pas fixées d'une manière tellement stricte qu'elles ne puissent modifier leurs caractères respectifs. La phase de la jurisprudence fait suite à la rigueur du terme juridique. L'expérience détermine le champ d'action dans lequel chaque partie de l'ensemble doit travailler. Le Secrétariat Général devient une sorte de bureau d'études où l'on traite non seulement de questions renvoyées par le Haut Comité, mais encore de celles qui supposent un arbitrage du Président du Conseil et où s'élabore une documentation relative à l'ensemble des problèmes nord-africains. La Commission d'Etudes accuse son caractère technique ; elle met au point des propositions où l'on s'attache moins aux idées générales qu'aux modalités pratiques de réalisation des projets. Le Haut Comité, au lieu de disperser ses efforts, est appelé à devenir une assemblée

supérieure où se discutent les grands problèmes d'intérêt général, et dont les débats aboutissent à des directions politiques qui doivent guider et le gouvernement métropolitain et les administrateurs locaux, ceux-ci conservant le droit d'appliquer les directives centrales suivant les conditions particulières de chaque pays.

Ce triple organisme, à la fois de documentation, d'étude et de gouvernement, ne peut avoir une réelle autorité que si les conclusions auxquelles il aboutit, sont pratiquement mises en œuvre. Aussi, est-on amené à se poser la question d'un exécutif qui envisage le problème musulman, et spécialement nord-africain, dans le même esprit que le Haut Comité, la Commission inter-sessionnelle et le Secrétariat général en conçoivent l'étude. Ainsi, une conception comme celle qui tend à donner à un seul ministre la possibilité de contrôler les administrations et la politique française en matière islamique serait l'aboutissement logique de l'idée qui a présidé à la création du Haut Comité Méditerranéen. Le problème de la coordination en est maintenant à une époque de transition dont on peut prévoir qu'elle aboutira à une répartition de compétences et de responsabilités ainsi comprise :

Secrétariat Général à compétence administrative,
Commission d'Etudes à compétence technique,
Haut Comité Méditerranéen à compétence politique,
Organisme Supérieur à compétence exécutive.

Nous avons donc, dans ce Haut Comité Méditerranéen, chargé de coordonner les informations et de préparer les directives d'ensemble, l'institution impériale qui nous manquait. Est-ce à dire que cette solution excel-

lente actuellement soit celle de l'avenir ? Nous ne le pensons pas. Tôt ou tard, il nous faudra en arriver, si nous voulons garder le Maghreb, à créer ce Ministère de l'Afrique du Nord qu'empêchent des obstacles techniques et politiques, qui devront disparaître sous la poussée des faits. Puis, plus tard, quand tous nos pays d'Outre-Mer auront atteint un stade équivalent de civilisation, mais alors seulement, sera possible ce grand Ministère de la France Extérieure qui, venu trop tôt en 1934, échoua, comme avait échoué en 1860 celui de l'Algérie et des Colonies, tant il est vrai que les réalisations hâtives et anticipées ne peuvent, dans ce domaine aux mille faces diverses, être que des créations éphémères.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. MESTRE

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

ADDENDUM

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le Conseil des Ministres du 2 octobre 1937 vient de prendre d'importantes décisions en la matière qui nous intéresse :

Un communiqué annonce, en effet : « Le Gouvernement a examiné la situation politique, économique et sociale des départements français d'Algérie et des protectorats de Tunisie et du Maroc. Prêt à envisager dans le plus grand esprit d'équité les revendications légitimes des populations, il n'est pas moins résolu à maintenir partout l'ordre public et le respect de la puissance française. En vue de coordonner les efforts du Gouverneur Général et des Résidents Généraux, et de régler avec promptitude et autorité tous les problèmes d'intérêt général ou de caractère politique qui intéressent l'Afrique du Nord, le Conseil, sur la proposition des Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur, a désigné M. Albert Sarraut pour exercer en son nom le contrôle et la coordination des Administrations de l'Afrique du Nord ».

Il nous paraît intéressant de signaler les échos que

cette décision a eu dans la presse, tant métropolitaine que nord-africaine : « La liaison qui paraît maintenant établie entre les meneurs algériens, tunisiens et marocains, l'unification de leurs méthodes de propagande, ont enfin entraîné la constitution du front unique de protection. M. A. Sarraut, dont les pouvoirs et attributions seront ultérieurement définis, va donc centraliser tous les éléments du problème de la sécurité française, de Tunis à Casablanca. L'ancien Président du Conseil, colonial averti, interrogé par nous sur ses intentions, a précisé en quelques formules son programme d'action : « Uniformiser la politique musulmane de la France, « sans uniformiser les méthodes d'administration de « l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, dont le régime « constitutionnel est différent. Rechercher les origines « des menées antifranchaises, qu'elles soient étrangères « et destinées à diminuer le potentiel militaire de la « France, ou qu'elles soient à base de certaines idéologies politiques, propagées par des agitateurs locaux et « trop souvent français. »

« Il va de soi que dorénavant certains propos tenus, même par des personnalités marquantes, certains écrits ne seront plus tolérés. » (*Temps*, 3-10-37.)

L'Echo du Maroc, de son côté, écrivait : « Il semble bien que rien ne sera modifié dans l'organisation administrative proprement dite, M. Sarraut se réservant surtout un rôle d'arbitre à l'égard des grands problèmes politiques et économiques, pendants ou éventuels, en Afrique du Nord. Il faut donc s'attendre à un renforcement sérieux de l'autorité. »

Si *L'Echo d'Alger* du 3 octobre 1937 soutenait, d'autre part, le même point de vue, la *Dépêche de Constantine*,

dans un important article intitulé « Vers un Ministère de l'Afrique du Nord », écrivait : « Ce n'est pas le moment, pensons-nous, de rouvrir la controverse qui a longtemps divisé et qui divise encore les partisans d'un Ministère de l'Afrique du Nord et ses adversaires. Leurs arguments sont également valables ; d'ailleurs il convient de remarquer qu'on n'a pas donné à M. Sarraut le titre officiel de Ministre de l'Afrique du Nord. Il reçoit seulement une délégation de pouvoirs, afin de régler avec promptitude les questions qui relevaient jusqu'ici de l'Intérieur et des Affaires Etrangères. Il avait été question pourtant, hier, de créer ce Département Ministériel. Il est très possible que la désignation de M. Sarraut qui devient en quelque sorte le Chef, sinon nominal du moins effectif, de l'Afrique du Nord, serve de transition rapide à la création d'un Ministère. Quel que soit d'ailleurs le titre de M. Sarraut, ce qui préside à sa nomination seul compte. »

Il semble donc que la majorité des journaux nord-africains et métropolitains envisage la décision du Conseil des Ministres comme un retour « à la politique de poigne ». Cette idée qui risquerait de causer le plus grand tort au Haut Comité Méditerranéen, dont la nomination de M. Sarraut ne peut que renforcer l'autorité, semble être erronée. C'est sans doute le *Petit Matin* du 5 octobre 1937 qui traduit le mieux les sentiments officiels : « Certains principes seraient donc réaffirmés et, en premier lieu, ceux de l'ordre, de l'autorité et du respect absolu des droits de la France en Afrique du Nord. Il ne s'agit de toucher à la politique sociale instaurée en Tunisie et au Maroc, ni davantage de substituer la force au libéralisme, mais de gouverner en Afrique du

Nord en fonction des contingences internationales et face à certaines manœuvres. »

Ajoutons, pour terminer, qu'un décret destiné à fixer les attributions de M. Sarraut est actuellement en préparation.

www.leslivresdelibrairie.com

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- Syrie et Liban. Réussite française ?* (Jean AJALBERT).
Le Ministère des Colonies (A. DUCHÊNE).
Principes de Colonisation et de législation coloniale
(A. GIRAULT).
Essai sur une politique économique de l'Empire français (GUERNIER).
Avec ou contre l'Islam ? (Lucien HUBERT).
L'Islam dans le monde (A. PELLEGRIN).
L'Algérie vivra-t-elle ? (Maurice VIOLETTE).
Entretiens sur l'évolution des Pays de civilisation arabe
(Centre d'Etudes de Politique Etrangère).

REVUES

- Bulletin de l'Asie française.*
Bulletin du Comité de l'Afrique française.
L'Europe nouvelle.
Politique étrangère.

JOURNAUX

- Al Ahram.*
Al Mokattam.
Ar Rabita al Arabiyya.
Courrier du Maroc.

Dépêche Algérienne.
Dépêche de Constantine.
La Presse Libre.
La Vigie Marocaine.
Oran Républican.
Petit Matin.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LES DONNÉES DU PROBLÈME

CHAPITRE PREMIER. — La France, puissance musulmane. . .	7
Section I. — L'Afrique du Nord, unité en trois personnes . .	7
§ 1. L'unité géographique	7
§ 2. Les forces de division	8
§ 3. Nécessité de l'action	17
Section II. — Le problème musulman dans l'Afrique Noire.	21
Section III. — La France et les mandats sur la Syrie et le Liban	24
§ 1. Problème des races et organisation des mandats . . .	25
§ 2. Rôle de la France, son importance musulmane dans le cadre impérial	27
CHAPITRE II. — La question musulmane et les grandes puissances européennes.	31
Section I. — L'Angleterre et nos mandats du Levant	32
Section II. — L'Italie et notre domaine musulman	35
CHAPITRE III. — L'Information musulmane en France. . . .	40
Section I. — Ministère de l'Intérieur	40
§ 1. Direction du contrôle de la Comptabilité et des Affaires Algériennes du Ministère de l'Intérieur . .	40
§ 2. Services indirectement rattachés au Ministère de l'Intérieur	45
Section II. — Sous-direction d'Afrique-Levant au Ministère des Affaires Étrangères.	48
§ 1. Historique.	48
§ 2. Fonctionnement	49

<i>Section III. — Ministère de la Guerre.</i>	52
§ 1. Section d'Outre-Mer.	52
§ 2. Le Comité des Amitiés Africaines.	59
<i>Section IV. — Section des Affaires Musulmanes et des Informations Islamiques du Ministère des Colonies.</i>	61
§ 1. Historique.	61
§ 2. Attributions.	62
§ 3. Revue Analytique de la presse et des questions musulmanes.	63
<i>Section V. — Centre d'Etudes de Politique Etrangère. (Groupe d'Etudes de l'Islam).</i>	66
§ 1. Enquête sur l'évolution du monde musulman.	66
§ 2. Conférences du Groupe et Entretiens sur l'évolution des pays de civilisation arabe.	70

DEUXIÈME PARTIE

LE HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN ET DE L'AFRIQUE DU NORD ET LA COORDINATION EN MATIÈRE MUSULMANE

CHAPITRE PREMIER. — L'Information musulmane et l'opinion.	73
<i>Section I. — Opinions favorables à la coordination.</i>	74
<i>Section II. — Les adversaires.</i>	85
<i>Section III. — Conclusion.</i>	86
CHAPITRE II. — Les organismes de coordination antérieurs au Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord.	88
<i>Section I. — La Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes.</i>	88
§ 1. La Commission Interministérielle.	88
§ 2. Le Comité consultatif musulman algérien.	91
§ 3. Critiques adressées à la Commission Interministérielle des Affaires Musulmanes.	96
§ 4. Décret du 23 février 1935 et du 14 avril 1937.	101
<i>Section II. — Les Conférences Nord-Africaines.</i>	102
<i>Section III. — Le Ministère de la France d'Outre-Mer et le monde musulman.</i>	107

<i>Section IV. — Vers un Haut-Comité Méditerranéen</i>	109
§ 1. Réunion des Ministres intéressés aux Protectorats nord-africains	109
§ 2. Extension à toute l'Afrique du Nord	111
CHAPITRE III. — Le Haut Comité Méditerranéen et de l'A- frique du Nord	113
<i>Section I. — Le décret du 23 février 1935</i>	113
§ 1. L'exposé des motifs	113
§ 2. Le décret en lui-même	115
<i>Section II. — Fonctionnement du Haut Comité Méditerra- néen et de l'Afrique du Nord</i>	119
§ 1. Les sessions du Haut Comité.	119
§ 2. Compétence de fait du Haut Comité.	125
§ 3. Critiques adressées au Haut Comité	129
<i>Section III. — Le décret du 14 avril 1937 ; fonctionnement actuel du Haut Comité</i>	135
§ 1. Le décret du 14 avril 1937	135
§ 2. Le Haut Comité devant les faits et les hommes. . .	141
CONCLUSION	154
ADDENDUM	158
BIBLIOGRAPHIE	163

